

N° 191 / 5 Janvier 1978

Suisse 3 FS / Belgique 42 FB / 5 FF

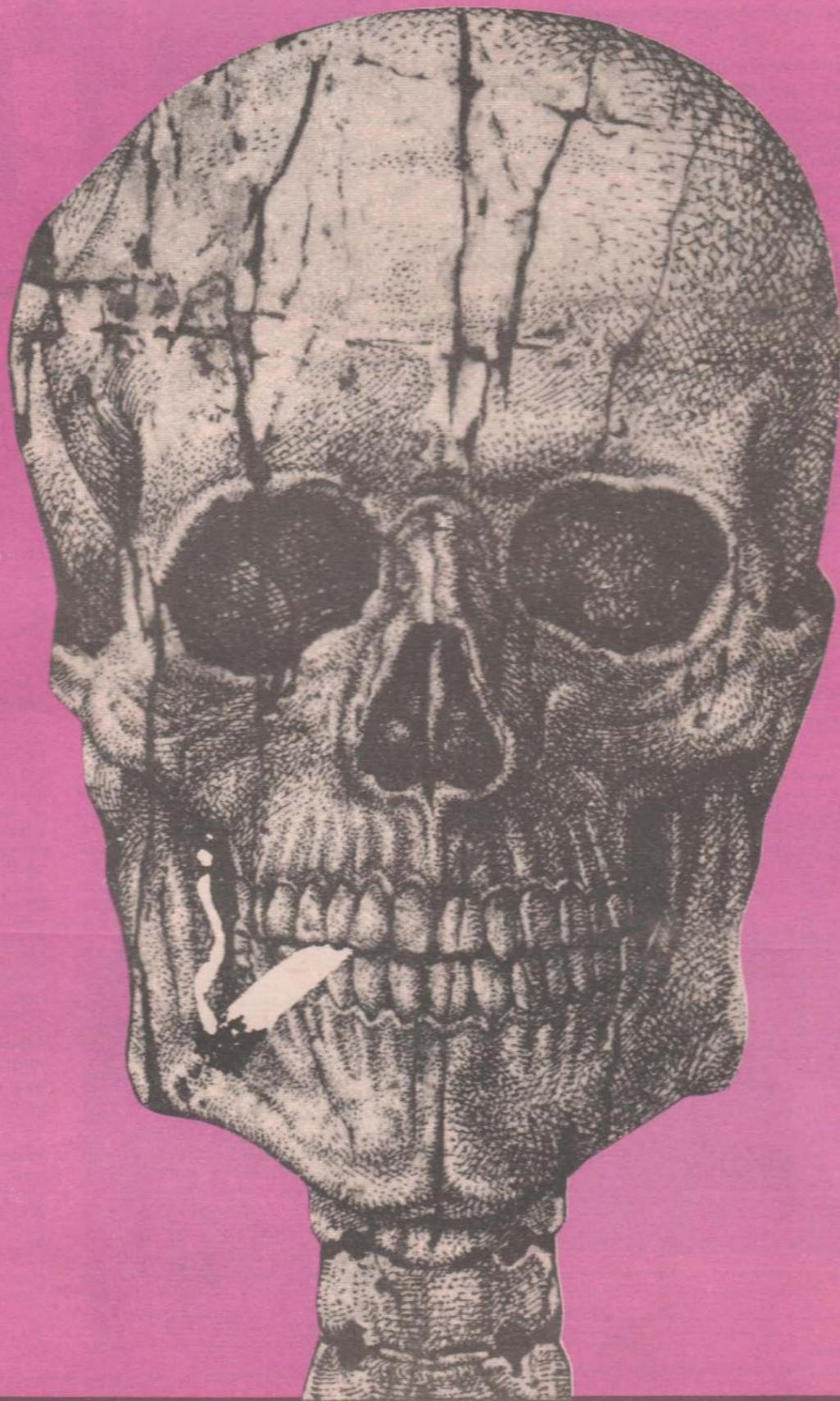
la Gueule ouverte



Combat Non-violent

Hebdomadaire d'Ecologie Politique et de Désobéissance Civile

L'HOMME DE L'ANNEE



OUVERTURE

De torture ou de faim, de sécheresse ou de froid, on souffre et on crève, partout dans le monde. L'Afrique du Sud - sujet du dossier de la semaine - en est un bon exemple.

Contre cette souffrance permanente de ce monde - charnier, nous pouvons lutter, ici et maintenant, dans l'exacte mesure de la responsabilité fondamentale de la France, de l'Europe, bref, du monde développé. Responsabilité dont l'aide de la France et de l'Allemagne à l'Afrique du Sud est encore un bon exemple.

Mais comment espérer un refus massif de collaborer à cette gigantesque machine à opprimer qu'est notre monde industriel, quand la préoccupation première de tout-un-chacun est la crainte du chômage ? Des siècles d'Histoire montrent qu'il ne suffit pas de susciter une indignation morale, que tous nous savons refouler sans quoi nous ne pourrions survivre dans notre passivité complice. Quant à « l'internationalisme prolétarien », il n'a jamais cessé de se heurter aux intérêts les plus immédiats des travailleurs occidentaux tirant, eux aussi, profit du pillage du Tiers-Monde...

Et comment espérer une insoumission massive contre l'État et la Loi, qui organisent - ou plutôt nous le laissent croire - notre « sécurité » collective ; et bien au-delà, qui garantissent la survie collective, la survie de l'espèce sans laquelle nos vies et morts individuelles deviennent proprement insensées ? L'angoisse de celui qui pour la première fois désobéit en conscience à la loi, cette angoisse étrange et bien plus profonde que la peur de la sanction, remarque Jacques Semelin*, est en fait rencontre avec la mort.

La prise de conscience écologique vient bouleverser tout ça. Si un seul mort de l'industrie nucléaire est beaucoup plus important psychologiquement que de nombreux morts dans une mine de charbon, observe Louis Puiseux**, c'est parce que ce mort-là représente la mort de l'espèce. Dès lors tout s'enchaîne : devant la menace qui pèse aujourd'hui sur notre espèce (et les autres) du fait même des nations industrielles, l'insoumission massive devient dans le même temps et nécessaire, et possible, ici et maintenant. Massive, potentiellement « majoritaire », cette révolte peut en outre se choisir non-violente : des petits soirs plutôt qu'un grand, mais (peut-être) sans lendemains qui déchantent...

Avec la prise de conscience écologique, l'instinct de conservation rejoint enfin préoccupations morales et considérations politiques, la lutte anti-nucléaire rejoint la lutte contre l'Apartheid en Afrique du Sud (par exemple), qui du coup devient - enfin ! - authentiquement populaire. Ça c'est vu, du moins, à propos de la venue de 40 ingénieurs atomistes sud-africains à Chapeau Cornu. Tout près de Malville, - et ce n'est pas un hasard.

CÉDRIC

* Cf. *Le militant non-violent et la mort*, in Alternatives Non Violentes N° 24-25, 3 rue Lemot, 69001 Lyon.

** Cf. *La Babel Nucléaire*, éditions Galilée, 1977, Paris.

La Gueule Ouverte Combat Non-violent

Administration
BP 26
71800 La Clayette
Téléphone : (85) 28 00 24
Télex : ECOPOLE 80 16 30 F

SARL Editions Patatras au capital de 2100 F

Directeur de Publication
Georges Didier

Abonnements :
170 F à 250 F selon vos revenus,
180 F minimum pour l'étranger,
75 F pour cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards,
Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :
Les Éditions Patatras
BP 26
71800 La Clayette

Changements d'adresse :
Joindre la dernière bande d'envoi et 2 F en timbres.

L'HOMME DE L'ANNEE

(une tête connue)

L'HOMME de l'année, ce n'est pas Abraham - Sadate, qui s'apprête, à la demande de Dieu - Carter, à sacrifier son fils palestinien, après avoir immolé quelques milliers d'Égyptiens sur l'autel de la guerre du Kippour.

L'homme de l'année, ce n'est pas le Chancelier Helmut Schmidt, un être fait de bronze et d'airain qui n'hésite pas à laisser mourir son ami Hans-Martin Schleyer sur l'autel de la raison d'État.

L'homme de l'année, ce n'est pas Mitterrand, ce n'est pas Marchais, et pourtant ils ont mis en bière les espoirs d'une moitié de la France.

Mais il y a les autres, les ordinaires, les sous-entendus : les dix morts de faim à la minute. D'ailleurs ce serait lassant : imaginez Europe 1 : « Depuis l'heure de notre dernier flash, 6 000 mêtres sont morts de faim, et ne toucheront pas le tiercé qui est je le rappelle as-douze-huit. Dans une heure, ça fera 12 000. A vous le Hit-Parade ! »

Ce rapide survol de notre civilisation, basée sur l'égalité, la liberté et la fraternité, nous apprend qu'il y a mort et mort. Mourir, c'est pas tout, encore faut-il savoir de quoi. Il est déjà assez pénible de mourir. Si en plus c'est dans l'anonymat...



L'homme de l'année, ce n'est pas un homme politique, ce n'est pas une personne physique, ce n'est pas le prix Nobel de la Paix, Amnesty International, qui redonne quelque crédit à ce prix dévalué.

L'homme de l'année n'est même pas un homme.

C'est un symbole à qui les hommes ont donné, je ne sais pourquoi, le sexe féminin, comme si la femme n'était pas justement à l'autre bout de la chaîne.

La mort, on pourrait lui donner chaque année le titre d'homme de l'année. Elle le mérite. Elle n'est pas homme à être avare de ses efforts. Mais il y a des années, comme ça, où elle mérite un coup de chapeau particulier. Cette année, elle s'est surpassée.

Le siècle des lumières intelligentes s'achève dans une pénombre un peu rétro : on s'étripe de partout. Les « Grands » se filent des coups mortels par viande bougnoule interposée, Afrique du Sud, Sahara, Éthiopie, Cambodge, Malaisie. Pour ne citer que les guerres officiellement déclarées à l'Office International des Conflits aussi Sanglants que Déplorables.

Les guerres intérieures, vexées de se voir piquer les premiers rôles, mettent le paquet, quoique discrètement. L'Iran, l'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Uruguay sont des dictatures militaires en bonne et due forme, à haut coefficient de tortures intimes et d'exécutions sommaires. On y tue tout ce qui bouge, de préférence le marxiste, ce chancre qui met le désordre dans les affaires du monde libre. Ajoutons, pour ne pas faire de jaloux, que dans les pays marxistes comme la Chine ou l'URSS, ce sont les pas-assez-marxistes, révisionnistes ou ultra-gauchistes, qui passent à la casserole. L'essentiel, c'est d'avoir quelqu'un à éliminer.

Tout ça, c'est les morts spectaculaires, ceux des pages diplomatiques. Ceux des journaux télévisés. Ceux qui font couler le maquillage de Gicquel et le scotch des ambassades.

On peut par exemple mourir de faim lentement dans un bouge du Bengale et se faire achever par un cyclone de passage. Ça met un peu d'originalité dans le dernier frisson. Mais les foules occidentales s'en battent l'œil. Le Bengale, c'est bien loin, il est rare qu'on y compte un cousin, ou alors au Club Méditerranée, mais lui est à l'abri. Non, ce qui compte, c'est la proximité. Seuls nos morts nous touchent, encore que furtivement, jusqu'à la sortie de chez le notaire. Ensuite la vie reprend ses droits, et nets d'impôts, s'il vous plaît, grâce à la rente Pinay...

Chez nous la mort, la mort de famille, comme on dit du médecin, est venue cogner à la porte. Histoire de nous faire comprendre que personne n'y coupe, et surtout pas ceux qui se battent pour la vie. L'Histoire, notre histoire, retiendra plus volontiers les noms de Michalon et de Baader que ceux de Roberto, le fusillé argentin, ou Bikila, le sous-alimenté éthiopien. Et pourtant, ils ont le même poids d'asticots, le même. Mais pour nous, la vraie morte de l'année, c'est l'illusion de la démocratie. L'État français et l'État allemand sont allés jusqu'à donner la mort, là où tout l'arsenal de leur conviction échouait. Ils se sont mis, ce faisant, sur le même pied que les horribles dictatures et les odieux pays totalitaires qu'ils condamnent.

Maintenant, nous disent-ils, vous savez jusqu'où vous pouvez aller trop loin.

Plus tu aimes la vie, plus tu côtoies la mort. Les deux extrêmes se tripotent.

Vous voulez être peignards ? Résignez-vous et gagnez du fric ! Et venez pas nous faire chier avec vos histoires de changer la vie. Laissez ça aux discours. N'agissez pas ! La démocratie, on est là pour s'en occuper. On est des spécialistes. Votez, nous ferons le reste.

Reste à faire de la vie l'homme de l'année 78.

ARTHUR

LA BÊTE DES VOSGES

Le roman d'un Ysengrin bâti dans le vent, de fugue, de traces dans la neige, de traqueurs bernés, de moutons égorgés et de Vosges silencieuses.

Voilà des mois qu'un être aux senteurs, dit-on, de loup, décime les parcs à moutons de toute une campagne vosgienne. Cette « bête », toute en audace, approche des maisons, la nuit comme le jour. Elle fait taire les chiens-gardiens, et, merveilleusement impunie, s'égorge brebis, béliers, agneaux, jeunes boucs et autres carcasses à bêlement. Au passage, elle déguste quelques grammes de tripes et de chair fraîche, jamais plus... Les pièges des hommes, enragés par ce carnage gratuit, ferment leurs mâchoires sur le vide, le vent et le mythe.

De la bête, on ne connaît que la trace en plâtre peint, une trace grosse comme celle des légendes. Et puis, Mesdames et Messieurs, on en entend causer ! On peut aussi, tenez-vous bien, voir l'homme qu'a vu l'homme qu'a vu l'animal !

Il existe, et j'ai rencontré plusieurs de ces privilégiés de la vision ! Ils sont allés au bon moment au bon endroit ; ils ont vu, mais la bête a vaincu ! Les mois ont passé, de Gérardmer à la Bresse, kilomètres et moutons sont avalés avec une facilité désespérante.

Pour cette course insensée et secrète, pour ce remue-ménage des gens tranquilles, pour ce tueur poilu qui se rit des chasseurs, il fallait une chanson : elle se voudrait « de geste ».

Mais déjà dans la boucherie-charcuterie de Vagny, dans les Vosges, la bête et l'agneau, en pur saindoux coloré, font sourire les enfants. Avec l'hiver, la bête s'est tue. Le mystère joue les prolongations et la braise couve sous la cendre. Je vous affirme que l'animal passera l'hiver et même plus... On ne tue pas les malins.

CELA fait quelques heures que nous avons quitté la bête du Jura : un « mammouth » bisontin où la frite assortie à la musique-dégueulis de toutes les cafétérias mondiales sent le roussi et le beurre rance. J'aime. Il faut traverser Luxeuil Les Bains et s'engager sur les routes sous sapins des Vosges vraies. Je mâchonne dans ma tête de petits pins en sucre sortis d'une enfance où un homme en blouse, âne bien vivant sur ses guêtres, tentait les gosses déjà odieusement « cariés ». « Mangez les pins des Vosges ».

La bête en cette saison de neige sévit sur des mamelons boisés et noirs. On me l'a dit dans les journaux. Elle a frappé 12 fois dans les terres de la Bresse, poinçonnant (le mot est up to date depuis la venue des journalistes-métros) quelques 86 bêtes à poil laineux. Son dernier sabbat remonte au 14 novembre. Le silence est venu avec la chute des premières neiges, la bête, on le dit encore, ne supporte pas le port des raquettes. La conscience professionnelle et journalistique eut voulu que j'aie traqué l'animal à même la nuit et le bois. Seulement il pleut, ma bronchite gratte encore ma gorge et ma carcasse de barbu mairgret n'attirerait probablement pas cet affamé de brebis grasse et voluptueuse.

Une auberge ronde, opulente, dotée de l'inévitable touriste belge qui revient du ski de fond. Le lit est souple. On peut assister aux scènes de télévision assis (couché !) dans un canapé engoutissant. L'hôte et l'hôtesse sourient, à vous en faire oublier que tout est payant.

« Ah ! La bête des Vosges ! » et l'on rit entre gens bien élevés de cet étrange frisson heureusement déballonné par les temps qui courent. « Toute la presse en a parlé, eh oui c'est fini ! Avec la neige elle a disparu ».

tant pas privé de grandiose, côté battue, puisque le tocsin, les pompiers, les associations de chasseurs et quelques reliques de la louveterie faisaient partie de la fêste. Quand on veut, on peut. Se ferait-il que l'on ait pas assez voulu ? L'hôte, commerçant jusque devant ses lunettes de vicaire pieux, se rappelle une drôle de course poursuite dans le pré d'à côté. Une voiture, prise de folie, a pénétré le terrain labouré pour attaquer au péril de ses tôles ce qu'elle croyait être le monstre. Mais les phares ont la myopie des yeux d'hommes : le chien du garage voisin qui avait l'insolence de ne pas ressembler à un basset a manqué de peu sa place dans la rubrique des écrasés (fraction canine rouge).

Bref, les Belges font ici encore l'objet de plaisanteries aussi mauvaises que longues et l'autochtone n'hésite pas à leur affirmer qu'il vaut mieux calfeutrer précautionneusement la résidence secondaire. Par chance la bête ne s'en prend qu'au rez-de-chaussée des Sam Suffit vosgiennes. L'histoire ne dit pas si les serruriers, les volettistes (je ne sais pas le nom des fabricants de volets) sont les gagnants de cette farce de l'effroi. Cette nuit, je n'ai pas rêvé à la bête. La pauvre !

Il gèle au petit matin, et le nez ne décoince pas d'un thé au lait vaguement mélangé au pain beurre. Un petit déjeuner sauvage pour se mettre dans le ton.

Il gèle et le pays a des airs qui contrarient l'image que je m'étais promise à grands coups de lectures. Ce n'est pas la terre à loup d'un mauvais roman. On se sent marron glacé plutôt que châtaigne farouchement grignotée par des serfs tremblotants et vague-



Un livreur, dont le beau-frère, chasseur, éleveur à Rochesson, a participé aux grandes traques, s'anime et s'enfle sur le thème « Mort à la bête ». Ça le fait rigoler ces rigolos qui n'ont pas su mobiliser l'armée, les hélicoptères et que sais-je encore pour ceinturer et ratisser le vieux massif. On ne s'était pour-

ment sorcelleux. La petite ville de Vagny résume la traînée de villas neuves, de scieries, d'usinettes à granit qui quadrillent la vallée. L'humain occupe le pays, à fond la caisse ! Chaque pièce de terre abordable a définitivement été abordée. Les bois sont là, comme des entrepôts pour scieries stakhanovistes.

Des filatures familiales, ou un poil plus grand, complètent le tableau. Il y a comme une certaine saturation de l'espace. Je m'attendais à ce dédale de montagnes rondes, étroites vallées et forêts tristes, villages soigneusement planqués dans une anti-que crainte de la solitude. Point n'en est...

Un souffle d'industrialisation plus ou moins raté est passé dans le massif définitivement usé, humanisé, et toute cette sorte de choses à signification humaine.

Vagny tu fais le tour de la place, vite fait, et puis tu te diriges là où l'on te caresse dans le sens du poil depuis ton arrivée : vers le lieutenant de l'ovétoire Claudel qui « dispatche » et dirige l'opération « sus à la bête ». Gendarmes, bistroquier, boulangère t'envoient chez ce brave M. Claudel, plâtrier de son état.

Coup de sonnette, la porte s'ouvre, un géant habillé mieux que dans un conte, bonnet et botte à long poil, s'avance, le visage sombre. Derrière lui, figé par la paille d'un taxidermiste, un chat sauvage et un grand tétra jouent à se taire. Le bonhomme, le décor, hum ! Tu te dis quel pied ! L'article va chauffer à cent à l'heure derrière la description farouche de combats, de traques, de poursuites. Enfin du vécu, du sensuel... mais pauvres de nous ! M. Claudel, lieutenant de l'ovétoire, témoin number one de la lutte contre la bestiole, ne veut plus de journalistes. La porte se ferme. Flop !

Faut dire, mais c'est entre nous et on ne le répètera à personne, que M. Claudel ayant la veille fusillé un berger allemand (chien, pas bonhomme !) en place de la dite bête des Vosges, s'était fait chahuter par l'intelligentsia journalistique de la Liberté de l'Est... Liberté chérie, que ne t'étais-tu pas tue ces derniers matins. Faut dire que la bête assassineuse de moutons remue des passions inter-humaines assez comiques. Par l'intermédiaire des omniprésentes médias, chasseurs, notables, pompiers, gendarmes et propriétaires des victimes ont échangé de l'aigredoux. Et croyez-moi, les coups de gueule et les traits de plume font parfois plus d'éclaboussures qu'un larynx de mouton sorti de son boîtier originel. Le plus drôle est de voir d'illustres inconnus promus par la presse docteurs ès-bête des Vosges.

Nous montons au bord des congères vers le col de la Croix des Moinats (891 m). On peut apercevoir la Bresse de cette hauteur. La bête a dû courir, tout près de nous, ces pacages minuscules. Un vieux monsieur scie son bois; non, il n'a pas peur de la bête; non, il ne l'a pas vue; non, il n'en pense rien; oui, il connaît « des qui l'ont vue ». C'est en bas de chez lui : une maison lourde, des pots de granit à la fenêtre soutiennent quelques fleurs en plastique. L'antenne de TV côtoie le clapier à

lapins et la bagnole cajolée (ça se sent). L'homme apparaît aux cris d'un chien, un ratier sans ambition. « Il » est petit, rablé, moustachu comme un beauf. Ses bottes sont tachées de sang. Lapin ? Cochon ? Le monsieur est peu loquace. La bête, il l'a vue, de loin et peu de temps; et sa voisine (que je ne trouverai pas) l'a bien mieux reluquée. La bête, il l'a vue en montant au col où ses taurillons achèvent leur croissance de tauraux glandus. La bête rôdait, eh oui.

Elle est grande, grosse, couleur d'herbe sèche mais personne ne me dira ses yeux. Rapé. Je pensais trouver l'observateur privilégié de ses canines démesurées et de ce cou vainqueur des béliers les plus belliqueux !

Au sommet de la Bresse, dans le lieu-dit de la Courbe, je scrute le regard du père de l'éleveur le plus touché. En un jour 21 moutons se sont vidés lâchement de leur sang. Sans surprise ils en sont morts. Et pourtant ! Gilles Poirot, prévoyant, s'était inventé des stratagèmes de surprise. D'abord il avait assuré son troupeau ! Et puis, mine de rien, dans la meilleure tradition policière, il avait préparé des spots pour éclairer un éventuel forfait. Or, un soir, qualifions le de « sans lune » pour la beauté du récit, la bête intervient. Gilles Poirot aperçoit un jeune bouc ensanglanté, il fait la lumière autour de sa maison, et aperçoit l'animal flânant tranquille dans la pente de son jardin... Le gag : Gilles Poirot qui ne chasse pas, qui n'a pas de fusil, de harpon, juste quelques fourchettes, se contente de regarder l'animal. Et l'animal ne s'en porte pas plus mal, il fuit, tranquille !

Les jours suivants, chasseurs et pompiers se relaient chez lui au cas où, on dresse même un piège avec appâts vivants mais la bête échappée par les projets se contente d'intervenir ailleurs... La « Courbe » sera alors ignorée.

L'adjoint au maire de la Bresse, un monsieur rigolard et gentil, saura m'indiquer, avec discrétion, une piste d'enquête. Le maire mis en cause par sa citoyenneté de Bressan dans un article qui prend ces gens de fond de vallée pour des « demeurés » ne semble pas apprécier une éventuelle visite des cul-terreux de journalistes que nous sommes. C'est donc à la gendarmerie que se poursuit la chasse. Le gendarme est un jeune espoir dynamique de la nation française. Il a bien du souci avec des écolo-machins qui - les vilains - s'amuse à détruire les panneaux oranges de signalisation dans les chemins de randonnée. Le gendarme a aussi bien du souci avec la bête, mais il n'en dit pas trop. Juste avons-nous le privilège de contempler, admiratifs !, le « pas » en plâtre peint (marron et vert) de la bête. La trace grosse comme six fois (à peu près, si l'on se met à chicaner !) celle d'un chien, évoque un animal fabuleux. Mais qui peut savoir ! Et si c'était l'empreinte de son pied bôt ?

Loin, pas trop quand même, dans une autre vallée, à partir de Travexin, nous rendons visite à une autre victime. C'est une dame âgée qui nous reçoit dans une maison bien chaude. Son mari, retraité, qui nous en aurait dit pourtant plus (affirme-t-elle) est absent. Sa fille interviendra, inquiète peut-être de voir notre véhicule garé devant la demeure parentale.

Cette fois nous tenons le bon bout. Enfin du détail, enfin de l'inédit. Je sens déjà monter en moi l'espoir inouï, ah ! ah ! Concurrencer Jean-Louis Hue du Sauvage, ah ! Emporter dans un torrent de découvertes la foulitude des lecteurs ébahis... Mon rêve.

Bon la dame cause. Émue. C'est que, son mari lui-même fut en photo sur le journal avec le maire et les moutons tués... Reprenons l'histoire à zéro. Ces gens sont retraités, devant chez eux : leur parc à moutons, huit bestioles dont un bélier que même la dame elle osait pas l'approcher tellement il était bourru ou bourrant. Son mari il appelait ses brebis ses bébelles. La bête, ils savaient qu'elle existait, mais c'est comme un accident, ça n'arrive qu'aux autres.

Un jour la dame voit des corbeaux, et puis l'oiseau qui crie à la pluie. Elle sent de l'étrange. Elle le dit mais son homme lui répète, en sage, « tout ça c'est des histoires de bonnes femmes ». Fatalitas, un beau matin, de sa fenêtre, les moutons silencieux appuyés sur le grillage meurent ou mourront. La bête a frappé. Fort. Les huit moutons hors d'usage. Dans ce coin du Ménéil où les habitants appelés les « fous du Ménéil » accourent pour le massacre. Tout passe d'ailleurs à l'équarissage et l'on se demande si les gigots n'auraient pas fait le bonheur de ceux qui ne craignent pas la viande maudite ! Conster-nation, stupéfaction, c'est la leçon. « Mon mari n'a pourtant pas d'ennemis. Vous vous rendez compte que même le chien n'a rien dit, lui qui aboie au moindre bruit... »

Tout est silence... La dame pleure ses bébelles, elle est douce, émouvante, elle sait la vérité... elle ne la dit pas.

Les pleurs de cette dame m'enhardissent, je m'élève et suis cette piste qu'on m'a donnée un jour de juin, discrètement, en pleine nuit de début d'été. Mon chemin secret me pousse dans la forêt. Une maison un peu triste, cachée par des buis. Je frappe à la porte... Aboiements, cris... Un homme à barbe blanche, il sent le feu de bois et la terre battue. C'est le propriétaire de la bête des Vosges. Elle est là à ses pieds, je la caresse, elle se nomme feu et a des yeux d'or.

- « Monsieur, vous lâchez cet animal (nous lui garderons l'anonymat par sécurité) contre des troupeaux, pourquoi ? »

- « Voyez-vous, je n'aime ni les hommes, ni les moutons. Les uns comme les autres ne supportent que les parcs grillagés et leur présence impose l'absence des autres. Loups, hiboux, et cent autres animaux ont été détruits par les uns qui voulaient protéger les autres. Voyez-vous, les hommes et les moutons ont en commun d'exister, dans l'abondance, et d'être aussi demeurés les uns que les autres. Ils se taisent également quand ma bête survient, ou ils bavardent sans fondement quand elle les surprend.

Voyez-vous, les hommes qui feraient tout pour liquider ma bête, cette chose mauvaise, n'ont jamais pensé à extirper d'eux-mêmes la bête, la vraie, qui les anime. Voyez-vous, les hommes s'émouvent d'un mouton égorgé, d'un homme malade, d'un enfant assassiné, mais ils ont toujours des prétextes inattaquables pour faire la guerre, s'exploiter, s'affamer.

Voyez-vous, les hommes, je les aime de très loin, un peu comme ma bête égorge les moutons : négligemment... »

- « Mais, égorgés les moutons, pourquoi ? Qu'allez-vous faire ? »

- « Voyez-vous, c'est un essai. En intervenant sur des troupeaux, je prépare une autre intervention. Il y a la bête des Vosges, il y aura bientôt une autre bête... Plus insidieuse, plus subversive, plus urbaine. Je pense à une bête qui naviguerait dans les troupeaux humains et s'attaquerait aux seuls béliers, aux chefs... Amusant, non ?

Voyez-vous, il ne me déplairait pas que des mâchoires animales bouleversent les choix humains. En mars 78, au printemps, ma bête sera prête... Mais là, je peux déclarer une chose, elle s'appellera Magouille et ce sera la dernière ».

- « Monsieur, qui êtes-vous ? »

- « Voyez-vous, je suis quelqu'un de déçu, d'amer, je suis l'année 77 et j'ai des morts seulement des morts dans mes jours. Je suis un terroriste. Un de plus. Surpris ? »

- « Oh ! Non, M. Baader... »

ASSELIN

INFOS

DERNIERS CHARNIERS

Quand une armée populaire, un peuple en armes vient de gagner une guerre mondiale contre le premier géant militaire de la Terre, elle a tendance à voir ses chevilles grossir, l'armée en question. Au Vietnam, les premiers défilés passés, l'armée s'est vite ennuyée. La rééducation des putes de Saïgon, ça n'a pas la même grandeur... Ce qui lui faut à cette armée populaire, c'est une bonne guerre. La guerre redonne du tonus au troupier démobilisé. Du boulot aux chômeurs. Du punch aux civils. La guerre est le doping de idéologies faiblards.

Justement, miracle aux frontières du Vietnam : le Cambodge, ennemi héréditaire : les communistes de la tendance opposée (Chine), y ont pris le pouvoir. Du gâteau pour le Vietnam où l'on est rouge couleur Moscou.

Ainsi commence la guerre Vietnam-Cambodge. Ou la guerre Chine-URSS. Ou la guerre Mao-Staline. La guerre quoi, la plus stupide de l'année. Elle sera féroce. Entre frères ennemis...

BAVURES

Dans la nuit du 3 au 4 décembre, Jean Cros, suspecté de toxicomanie, était pris en chasse par les représentants de l'ordre qui déchargeaient leurs armes sur sa voiture.

Le 19 décembre, Pierre Vasseur, 20 ans, soupçonné d'avoir volé un cyclomoteur est abattu dans le dos par un gendarme alors qu'il refusait de se soumettre à une interpellation.

Le 20 décembre, les gendarmes de Puyricard manœuvrent au cours d'une opération anti-hold-up. Bilan : une jeune fille maître d'internat à Aix en Provence meurt dans son auto le thorax perforé par un projectile tiré réglementairement. Elle avait démarré en trombe croyant avoir à faire à des gangsters.

Le 28 décembre, Michel Rigaux, 48 ans, habitant d'Evreux, connu des services de police comme « trafiquant d'alcool » est mort tué d'une balle par un gendarme après une course-poursuite d'une quarantaine de kilomètres. Repéré en compagnie d'un autre homme, dans une petite commune de l'Eure, Michel Rigaux semblait, dit la gendarmerie, préparer un « mauvais coup ».

LIBERTAT D'EXPRESSION

Albert Boadella, est en prison à Barcelone depuis le 16 décembre. Directeur de « Els Joglars », il devra répondre à l'accusation probable d'« injures à l'armée », en raison de l'idée générale exprimée par le spectacle : La Torna, qui ne faisait guère de cadeaux à la grande famille qu'est l'armée. Aussitôt après l'arrestation, les comédiens se sont mis en grève en Catalogne, pour finir le 22 décembre par une grève quasiment générale des spectacles dans toute l'Espagne.

La Torna avait été autorisée par les censeurs civils, mais l'armée a plus de pouvoir, eh oui ! La date du procès n'est pas fixée mais il faut quand même écrire à :

- Rey de Espana Juan Carlos I° Palacio de la Zarzuela Madrid
- Président de la Generalitat de Catalunya Si.D Josep Tarradellas Palace de la Generalitat Pzas sont Jaume Barcelona

ainsi qu'à l'ambassade d'Espagne en France 13 avenue Georges V Paris 8° et à l'ambassade de France en Espagne Embajada Francesa Calle Heroes del 10 agosto 9 Madrid.



Le bambin, à quatre pattes par terre... Il y a de la boue. La mère: caca ! Quoi ? Caca ? mon argile primitive, La terre qui me nourrit, la tombe qui m'entertera ?

Avez-vous remarqué que ce sont souvent les mères les plus possessives qui sont les plus maniaques pour leurs gosses ? Parce que, la saleté, c'est la vie, et que la vie, ça vous prend vos enfants et c'est triste...

Comme j'aimerais pourtant vous faire partager ma passion pour ce qu'on appelle, du bout des doigts: «La crasse». Car tout passe, à la longue, les cheveux longs, les jeans, le retour à la terre, les idées anti-nucléaires. On finit même par trouver que c'est peut-être nous qui avons raison, même notre pauvreté nous rend vertueux...

Mais à qui sa mère n'a pas dit un jour: «les reprises, ce n'est pas grave, si le vêtement est propre !» Alors, nous, nous avons des reprises, et en prime, la boue du champ, le fumier des chèvres, la poussière du carrelage, la farine du gâteau, le rôt du bébé, le plâtre du mur, sur nos chandails et nos pantalons. C'est surtout le mélange qui détonne. Avec un bleu plein de cambouis ou un blanc plein de peinture, ça fait professionnel. Tandis que nous, c'est fait, nous sommes des marginaux ! Mais cela n'entame pas ma joie. Parce que, croyez-le bien, la condition féminine préoccupe tout le monde, mais le progrès, dans ce domaine, fait plutôt marche arrière. Il y a eu un temps pour la paysanne, où le sol était de terre battue, l'évier de pierre, où la maison n'était qu'une cuisine et où les lessives se faisaient deux fois l'an. Alors on parlait de «fermières». La femme participait à la bonne marche de l'entreprise familiale, elle était aux champs avec les hommes, s'occupaient des bêtes, faisait fructifier l'héritage... De nos jours les fermières sont devenues «ménagères» ou «femmes d'intérieur». Quels horribles mots ! La femme au foyer qui tient son ménage et élève ses enfants est devenue totalement improductive. Elle consomme. De là le désir qu'ont les femmes de travailler à l'extérieur pour valoriser leurs vies ou les névroses dont souffrent inévitablement celles qui tiennent bon et dont la vie solitaire est étroitement liée aux travaux du ménage. Là où ça devient tristement comique c'est quand une femme, sans qualification, va faire le ménage chez d'autres femmes, qui vont faire à leur tour le ménage chez d'autres femmes... A ce petit jeu-là, le P.N.B. augmente énormément, à la grande satisfaction de tous.

Bon, tout ça pour dire que s'il faut tenir un ménage de femme «libérée», c'est fini on y passe ses journées. Les choses maison, vaisselle, outils mobilier, m'aident, je leur en porte du soin, de l'affection et de la reconnaissance, mais j'aime mieux m'occuper de la création «divine» plutôt que de celle fabriquée par les hommes. C'est cette création, et elle seule qui peut me maintenir dans un état sain, humain, heureux.

Alors la femme qui mérite le mieux a acheté des machines à laver tout tout tout, à balayer, à éplucher, à mouliner... et la chasse à la saleté a été de plus en plus féroce: «c'est si facile avec une machine...» la vaisselle valse, les lessives aussi, les détergents sont de plus en plus puissants. Tout n'est pas si simple car il faut bien reconnaître que nous élevons les filles dans les idées romantiques et fleurs bleues, et comment pouvons nous garder un peu de rêve et de séduction si nous passons nos journées les mains dans l'eau grasseuse ou savonneuse, les pieds sur la serpillère, des gosses morveux accrochés à la jupe, pardon au tablier, un fichu noué autour de la tête... L'élévation du niveau de vie, la promotion de la femme, ça a été aussi ça: pouvoir se laver les ongles sans crainte, être toujours vêtue proprement et coquettement, avoir une maison délicieuse, où même les chiottes ressemblent à un boudoir intime (regardez un peu, regardez où on vous enferme !) les hommes et les enfants sont menés tambour battant. C'est vraiment insupportable cette main-mise de principe qu'ont les femmes sur le vestiaire et la te-

nue des hommes, et par-là même sur leurs maisons, leurs vies, leurs activités, leur carrière, leurs enfants... Qu'est ce que je met pour sortir, la verte ou la bleue ? Les hommes sont vraiment considérés dans ce domaine comme des gamins de trois ans, et ce qui est grave, c'est que si une femme s'en fout complètement, si les chaussures du mari sont cirées ou non, c'est elle, et elle seule, qui sera jugée, et sans aucune pitié, croyez-moi. Alors, pour les enfants, ça ne s'arrange pas. Mais qu'est-ce qui rend plus heureux un gosse, de changer de chandails une ou deux fois par semaine ou de jouer un moment de plus avec sa mère, le temps qu'elle n'aura pas passé à laver le chandail ? Ce sont des idées simplistes, d'accord, mais allons plus profond. La crasse que je ne vois pas dans la cuisine super nickel de ma sœur où est-elle donc passée ? La vaisselle sale, par exemple, elle est dans la machine à laver, qui a été fabriquée en usine, qui va tourner pendant deux heures, dans une eau adoucie additionnée de sels, de lessives, de brillants... Les ordures, elles ont

et de la cendre, le sol est jonché de rafles de maïs ou de cosse de haricots secs, (que l'on égraine), on y entre en bottes sans crainte pour le carrelage que je ne lave jamais, je savonne les bleus une fois par mois, histoire de faire connaissance avec leur couleur d'origine, et ça sent bien un peu le bouc et le mulet, mais aussi le feu de sapin et le céleri qui sèche au plafond, ça sent aussi, un peu le pot de chambre qui menace de déborder, mais voilà le chat qui lève le lait renversé quelle fête ! Alors ma mère arrive avec son eau de javel, son bref et son ajax wécé, et c'est la guerre ! Mais dans sa musette, il y a aussi un bifteck aux hormones et aux antibiotiques, des yogourths bourrés de conservants, du vin que c'est trop long à énumérer tout ce qu'il y a dedans. Au moins, c'est propre ! Mais nous, c'est vrai qu'on ne lave pas les pommes avant de les presser pour faire le cidre, c'est vrai que notre pain garde toujours un peu de la cendre du four, et c'est vrai que les bassines à cailler ne sont jamais rincées qu'à l'eau chaude, et quel

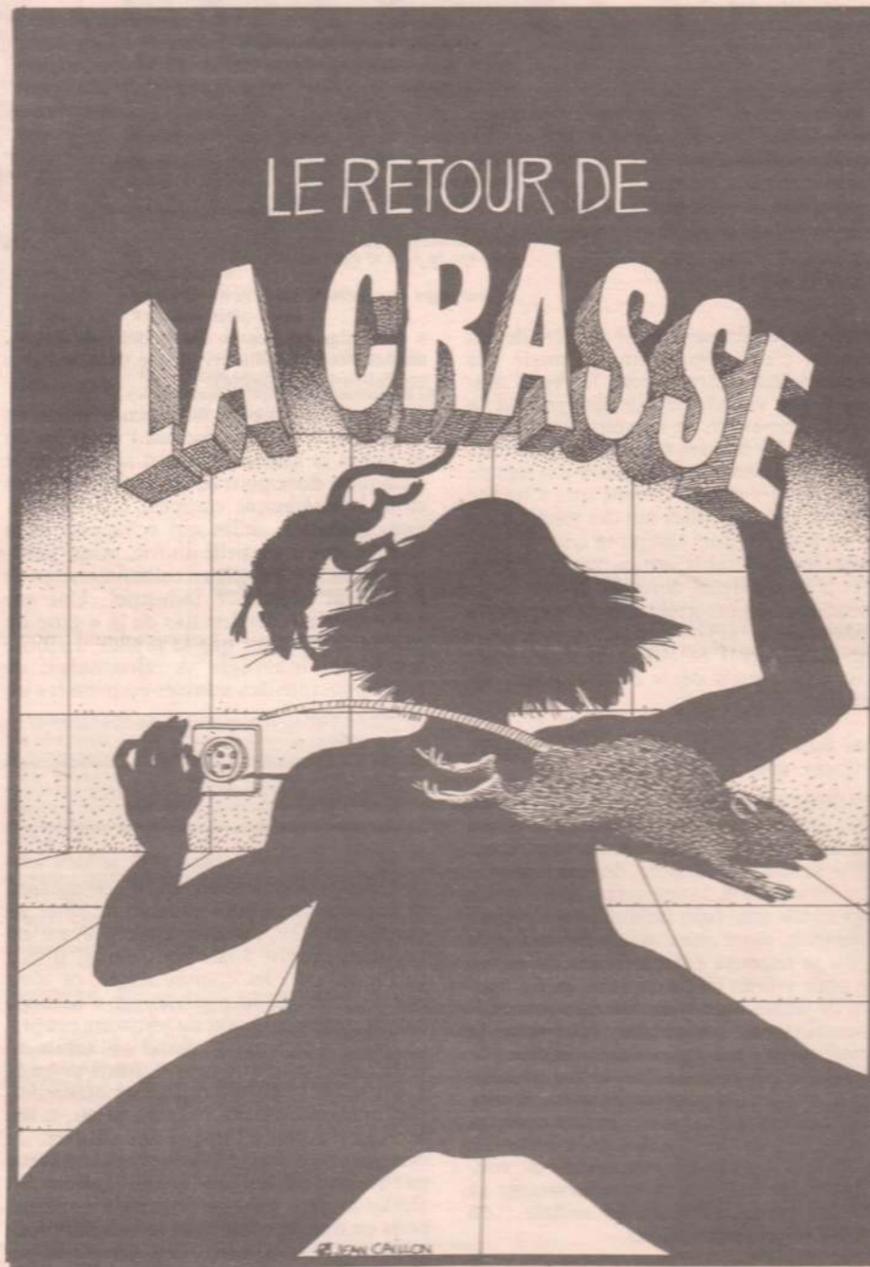
matière toute première, je repense à mes blocages d'il y a quatre ans, quand nous avons recueilli les premiers œufs de nos premières poules. Et bien, j'ai refusé d'en manger parce que j'avais vu que les œufs sortaient du cul de la poule, du cul ! C'est pas très sérieux tout ça, passons.

Mais comment peut-on se sentir femme si nous ne nous sentons pas «terremère» ?

Et puis-je encore vous parler de mon amour pour les araignées dans leurs toiles qui s'installent, hôtes confiants, entre les poutres, bien au chaud de la cuisinière, pour la poussière fidèle, mal aimée, qu'on n'a pas encore réussi à supprimer de l'air ambiant, symbole concret du temps, pour les souris qui se nourrissent du maïs suspendu au plafond, pour les abeilles qui s'invitent aux journées de confitures, et même pour les mouches, oui, les mouches, parasites de l'homme, des hommes que j'aime. (A Paris, il n'y a pas de mouches où sont les hommes ?) J'aime aussi les vers dans les fromages, la matière qui s'anime, qui fait marche arrière et marche avant en même temps, j'aime le crottin de cheval, les mouches y pondent, les vers y naissent, les poules s'y nourrissent, tout disparaît et chacun s'en est réjoui, les mouches, les vers, les poules, et l'herbe... J'aime que du jardin à la maison il y ait un chemin de terre ininterrompu... J'aime les gravats grisailants et poussiéreux où les matériaux se confondent en toute humilité... J'aime les odeurs de nos corps en bonne santé, j'aime la fumée qui noircit nos murs blancs... Ah, le blanc, le blanc des boues rouges... Avoir une cuisine blanche, un évier blanc, une voiture blanche, une maison blanche... On habille les bébés de blanc pour y traquer la moindre tâche... J'ai même un copain qui m'annonçait un grand projet: «Quand je vivrai en communauté, je m'habillerai en blanc» Et voilà toute une éducation bien raciste qui s'installe en toute bonne conscience. Mais je vous le dis: «La révolution, c'est la crasse ! C'est avoir l'air encore plus du pauvre mec, ça trie encore plus véritablement les faux amis des vrais êtres crasseux c'est se mettre du côté des boîteux et des manchots, des borgnes et des louches, des lépreux et des boutonneux. Etre crasseux, c'est chanter à son corps un chant de gloire, ce corps qui transsubstance tout ce qu'il prend, nourriture, odeurs, impressions, visions, en sang, en sueur, en urine, en merde. Et encore quand je parle de corps, je vous épargne ! Steiner, que l'on croie si souvent complètement à côté de toutes ces questions matérielles, a bien et vraiment dit que le cerveau, ce noble siège (!) de la pensée, n'était que de la merde plus élaborée. Il note d'ailleurs à ce sujet la ressemblance entre ledit cerveau et l'intestin. Voilà de quoi mettre toutes les fausses hontes à leur place ! Dans notre civilisation avancée, on n'a plus des fesses, plus de sexe, plus de ventre, et pourtant, où siège donc la vie ? La bouche reste noble, elle est attachée à la tête, le cœur est parfois écouté. Mais qui a encore des tripes ! Nous souffrons tous de constipation, d'aménorrhée, d'impuissance. Toute cette vie animale, primitive que nous rejetons.

Les Américains en sont même à faire des moisissures blanches dans le Roquefort, parce que les moisissures gris-bleu, ça fait sale. Mais la vie ce n'est pas l'aseptie, les antibiotiques nous feront crever, le savon empêche la peau de se défendre, la pasteurisation des fromages c'est la mort du fromage. Il faut apprendre à assumer notre biotope en entier, en s'engageant personnellement dans la chaîne des transformations qu'il exige. Commençons déjà en nous-même puisque nous sommes un cosmos en réduction. Et retrouvons la joie de sentir notre corps tout entier qui fonctionne. La confiance dans notre vie, depuis notre petite enfance, on s'est si vite chargé de nous la faire perdre (je pense ici tout spécialement aux vaccinations). Mais ce n'est ni le yoga, ni la macrobiotique, ni la cure de chlorure de magnésium, qui nous la feront retrouver. C'est le contact quotidien, l'accueil sympathique de toutes les manifestations de la vie qui nous y mènera le plus sûrement.

Anne-Marie MOUSSU

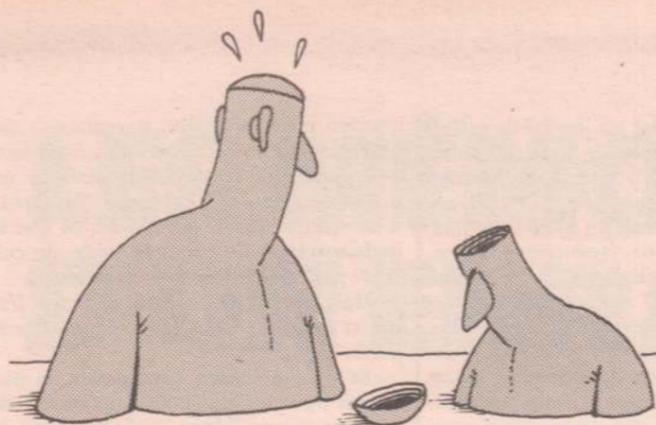


filé, ni vues, ni connues, en bas, dans les poubelles. Chez nous, il y a ce qui brûle, les restes pour la soupe, puis par ordre décroissant pour le chat, les poules, les cochons, le compost. Alors, bien sûr, ça traîne un peu partout. Les gens des villes, allez de temps en temps en pèlerinage, écologique dans une décharge. Notre merde à nous, ça n'est pas grand-chose, c'est sympathique, mais la merde des autres !

Et écoutez Gandhi «le premier acte non-violent, c'est de gérer ses déchets» Moi, dans ma campagne, ma crasse est une crasse propre (propre cela veut dire à moi, et propre le contraire de sale). Je fais des pluches de légumes terreuses et grouillantes de vers, de loches, d'araignées minuscules, de fourmis, je fais des tris de cailloux et de lentilles, je fais des vaisselles grasses qui réjouiront nos cochons, je lave mes couches de caca dans l'eau douce d'algues vertes et de feuilles tombées du bassin. Dans ma cuisine, il y a du bois

crime, de laver un couteau Opinel ! Mais on se régale, je vous assure. Et ni nous, ni nos gosses n'ont encore péris d'être barbouillés de myrtilles ou d'avoir les cheveux emmêlés de foin. La vie s'impose... La vie c'est la chèvre qui mange le chou, qui fait des crottes, qui feront le compost, qui fera pousser le chou. C'est aberrant de ne se trouver qu'en fin de séries à manger nos fromages de chèvres, sans avoir barbotté dans des crottes de chèvres. Puis-je vous dire l'affection que j'ai pour le fumier, qui deviendra humus ? C'est là la fécondité de ma terre, de mes cultures, de moi-même, de mes enfants ! l'humus c'est l'humain. C'est pour cela que l'agriculture chimique est si préoccupante. Les sels chimiques solubles N.P.K. ne créent pas une terre, ils nourrissent plus ou moins bien les plantes. L'humus est quelque chose en transformation, où se mêlent le minéral, le végétal et l'animal. C'est un peu comme la vie d'un être humain.

Quand je parle ainsi de ces joies que je connais à travailler avec le fumier comme



OCCIDENT, TA JEUNESSE TE DÉSERTE !

La rue explose beaucoup, ces temps-ci. A la une des journaux, dans *Le Matin* tout comme à droite : « la nouvelle violence », « les nouveaux enragés ». Il paraît que certains chapitres du programme électoral de Raymond Barre sont déjà prêts : ils traitent de la « sécurité publique ». Qu'y a-t-il, socialement, derrière tout cela ?

Et d'abord qui sont-ils, ceux que la grande presse - au service de toutes les peurs qui profitent à l'argent et aux pouvoirs en place - assimile à Baader l'Allemand, ou aux « commandos du P 38 » italiens ? « Autonomes », « irresponsables incontrôlés » comme ils se disent eux-mêmes, ils ne sont qu'une frange, mais aux racines profondes et larges. La partie visible d'un iceberg énorme : les jeunes, la quasi totalité des jeunes de ce pays, en particulier la jeunesse des milieux populaires.

Un iceberg en dérive. En dérive de société. Comme si les strates inférieures d'une pyramide (celle des âges) se mettaient à glisser, menaçant l'équilibre du tout. D'où l'inquiétude au sommet, et les multiples moyens répressifs mis en œuvre, on bétonne, on contrôle, pour empêcher l'effondrement. Si notre société fonctionne à la « sécurité nationale », c'est à dire à l'ennemi intérieur, c'est en premier lieu, et de plus en plus, à l'égard de sa jeunesse.

Entre les jeunes et les adultes, la coupure est totale, sans retour. Tout le monde le sent confusément. Des études précises (1) l'établissent avec certitude.

Et c'est d'abord au sein de la famille, qui devrait en principe constituer le point de contact privilégié entre les générations, que le décrochage se fait. La famille, le lieu du grand silence - silence à table, devant la télé. Ou des criaileries, ce qui revient au même. Cela ne veut pas dire que les jeunes n'aiment pas leurs parents. Ils recherchent au contraire leur tendresse. Ne serait-ce que pour leur sécurité affective, psychologique, ils ont besoin d'être reconnus par leurs aînés. Mais ils sont dans l'incapacité de se reconnaître dans le mode de vie des adultes, de l'adopter pour eux. Or les parents voudraient que l'amour se traduise par l'obéissance, le mimétisme. Dès lors la famille n'est plus que le point où s'accumulent et se condensent les frustrations - donc l'agressivité - de tous.

LA FAMILLE MORTE

Analysons de plus près. C'est un fait massif : les jeunes n'ont pas envie de vivre comme leurs parents. D'abord parce qu'ils se sentent profondément différents de ce qu'étaient ceux-ci à leur âge : l'histoire-fait qu'ils habitent autrement leur tête, leur corps, leur imaginaire. Ensuite parce qu'ils trouvent que la vie des adultes est étonnamment pauvre, vide de sens. La meilleure preuve en est que lorsque les parents veulent se valoriser aux yeux de leurs enfants, ils parlent de leur jeunesse difficile et de la guerre de 39-45 : écoles de discipline, de renoncement, de soumission à des contraintes sur lesquelles on ne pouvait rien. Voilà un idéal bien peu réjouissant.

Ce que les jeunes perçoivent derrière de tels rappels, c'est comme une jalousie des parents à leur endroit, donc le regret inavoué d'une vie gâchée. Ils interprètent la volonté des parents de les voir vivre comme eux, avec les mêmes « valeurs », comme une façon d'exorciser l'angoisse qui naît de ce regret. Ils comprennent que l'image négative que les adultes ont des jeunes n'est qu'un moyen pour conjurer leur propre doute, insupportable, sur ce que la vie les a faits. S'ils souffrent donc de l'image dévalorisante qu'on projette sur eux - les parents gardent ainsi, négativement, un immense pouvoir sur leurs enfants -, il n'en résulte pour eux aucun désir de s'aligner, au contraire.

Il ne faut pas obéir : telle est la première certitude, consciente ou non.

Deuxième certitude : si les parents sont ce qu'ils sont, c'est à cause de la société. Vivre veut dire désertier. Désertion de tout ce qui a pour fonction d'intégrer, de « socialiser » : les mouvements de jeunesse, florissants voici trente ans, font faillite ; et on préfère les bistrotts, parce que c'est un espace neutre où on se retrouve entre copains du même âge pour y faire ce qu'on veut, aux « maisons de jeunes » dont les activités sont programmées par les adultes. Du reste la société civile des adultes s'est évaporée par suite de la réduction de l'individu à sa fonction de producteur - consommateur économique. La place est vide. Même chez les jeunes les plus dépendants du monde des objets fabriqués par le capitalisme de consommation dirigée, le conformisme se retourne contre l'intégration sociale : on préfère voler que travailler.

LE TRAVAIL ET L'ARGENT

Une classe d'âge se fabrique ainsi ses codes et ses rites, en dissidence ; sa musique, envahissante, et dont l'impact émotionnel défonctionnalise l'espace et le temps ; son langage, désarticulé, balbutiant, ignorant de la syntaxe et du concept et qui, au travers des images et des comparaisons, cherche sans fin à faire fusionner dans une expérience autre que celles, aujourd'hui mortes, que véhicule la langue de l'école. Et ses valeurs prennent le contre-pied de celles que la société a inculquées à leurs aînés.

Le travail ? C'est un temps mort, un véritable repoussoir, tout particulièrement chez les jeunes de milieu ouvrier. Les métiers qui requièrent de l'initiative, de la créativité, sont de plus en plus rares. Si on travaille, c'est le moins longtemps possible, pour pouvoir vivre le plus longtemps possible sans travailler. Or les jeunes sont sous-payés, parfois en raison de ce qu'ils ressentent comme une collusion entre les patrons et les parents : façon pour ces derniers de maintenir leur progéniture en dépendance et, partant, de l'empêcher de

« faire des bêtises ». Dans ces conditions, autant rester chômeur, et se « débrouiller » en dehors des normes.

L'argent ? Il n'a pour eux aucune valeur en lui-même, il ne vaut que par l'usage qu'on en fait et se dissout dans cet usage : on le « claqué » donc pour ce qui plaît, quand on en a. N'intéressent vraiment que les relations gratuites, celles qui échappent à la logique concurrentielle du fric. Ainsi pourrissent sur pied les deux colonnes-mères de l'Occident capitaliste industriel. Une enquête faite aux lendemains de la « crise du pétrole » montrait que la grande majorité des jeunes interrogés se réjouissaient de voir la société des adultes en prendre un sérieux coup !

ALERTE AU FEU

Oui, une vraie désertion. Qui s'accompagne de la recherche d'un « ailleurs » : rêves de communautés, de campagne. Rêve d'un territoire propre. Mais pour partir, il faut de l'argent. Et les communautés, ça n'est pas si facile. Et la paysannerie n'échappe pas au système. Quant au territoire propre, où peut-on le trouver quand on habite en ville ? Ne reste que la rue. Mais si on la « détourne » de ses fonctions officielles, par le rassemblement, le bruit, le jeu, le flic arrive, musclé, à l'appel des adultes. Je connais une cité HLM de la proche banlieue parisienne où les jeunes multiplient les alertes au feu, histoire de mettre en scène, pour en rire, la panique et les vociférations adultes. C'est là aussi que, dernièrement, les jeunes de la rue ont attaqué un car de police qui venait d'embarquer l'un des leurs.

Nous voici au cœur du problème. Désaffectés à l'égard de la société en son ensemble, qu'ils en fassent ou non consciemment la critique globale, les jeunes - et, je le répète, tout particulièrement ceux des milieux populaires - représentent une force énorme de subversion. Mais ils se sentent coincés, impuissants face au dispositif, non moins énorme, du contrôle social.

Pourquoi, demandera-t-on, ne rallient-ils pas le combat de la classe ouvrière, des partis de gauche ? Mais la classe ouvrière, les partis de gauche, c'est papa. Papa qui, lorsqu'il rentre du travail, crevé, se comporte à l'égard de sa femme et de ses enfants comme se conduit le contremaître ou le patron à son égard à l'usine. Papa qui les serine avec « sa » jeunesse à lui, si difficile, avec la guerre 39-45 ; qui ne comprend rien à la musique, à la moto. Papa qui, bref, voyez plus haut. Alors on pourrit, ou on explose. Alors on se replie encore plus dans la recherche de niches, de sanctuaires préservés, dans l'ennui, dans la solitude qui rend atrocement fragile, dans la drogue. Ou on devient « autonome », révolté brut, « incontrôlable ».

1968 - 1978

1968 - 1978. La jeunesse alors et maintenant. Qui fait peur. Contre laquelle, aujourd'hui comme hier, on crie au renforcement de la « sécurité ». Mais ce n'est plus la même jeunesse. En 68, il s'agissait surtout d'une jeunesse étudiante, minorité agissante qui croyait en la possibilité d'un dynamisme collectif susceptible de transformer globalement la société. Elle avait ses modèles : le Che, les combattants du Vietnam. Et elle posait les vrais problèmes, à savoir que la politique est une affaire de société, de mode de vie nouveau à inventer. C'est du reste pourquoi des franges de l'autre jeunesse, celle de la rue, l'avait ralliée d'enthousiasme.

Mais la jeunesse de 68 a échoué, par la faute, d'abord, des grandes organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière. Les problèmes posés n'en demeurent pas moins, qui pèsent sur l'autre jeunesse, et qui ne sont pas davantage pris en compte, dans leur extension et leur acuité, par ceux qui occupent la scène politique. Alors, faut-il s'étonner de l'impact de Baader et des P 38 italiens sur cette jeunesse-là, qui désespère d'espérer, qui est violente de ne pouvoir que rêver d'un monde sans violences ?

Où est le danger, dites-moi, pour nous tous : dans la délinquance ou dans l'acceptation passive ? Où l'avenir s'ouvrira-t-il : dans le renforcement de l'appareil répressif ou dans la désobéissance ? 1968 - 1978 : d'une jeunesse à l'autre, de la nôtre à celle qui aujourd'hui, dans la face émergée de son iceberg à la dérive, fait exploser la rue, de notre échec à sa révolte, il y a continuité. L'essentiel n'est-il pas dans cette confluence ? N'en serons-nous pas, ensemble, plus forts, pour éviter ensemble les conduites d'échec, pour réussir demain, toujours ensemble, ce que nous avons raté hier ?

Nos désirs et les leurs - si mal formés et si difficilement formulés qu'ils soient - se rencontrent. Et ils contiennent l'aurore.

Paul Blanquart

(1) J'en utilise ici trois, à mon avis remarquables, faites respectivement en 1971, 1973 et 1975. Il s'agit de :
- P. Arnold, M. Bassant et autres, *Jeunesse et société*, éd. Payot, Lausanne, 1971, 190 pages ;
- Jean Duvignaud, *La planète des jeunes*, Stock, 1975, 350 pages ;
- G. Mury et V. de Gauléjac, *Les jeunes de la rue*, Privat, 1977, 234 pages ;

La première traite de la jeunesse suisse : est-ce une raison suffisante pour que le chauvinisme hexagonal l'ait superbement ignorée ? Il semble que l'enquête de Mury et de Gauléjac suive le même chemin d'ignorance : elle porte cependant sur des jeunes parisiens de milieu ouvrier. L'échantillon de l'équipe de Duvignaud est également français, mais il est plus large, géographiquement et socialement.

Apartheid, Non !
La Gueule Ouverte - Combat Non-Violent
Alternatives non-violentes
Tribune Socialiste
La Baleine
Ecologie Hebdo

L'AFRIQUE DU SUD DANS L'INTERNATIONALE NUCLEAIRE

Les responsabilités de la France

Quels sont donc les rapports entre la lutte anti-nucléaire et la lutte anti-apartheid ? Aucun, à priori : chacune a sa spécificité, et si l'on peut passer de l'une à l'autre sans contradiction, on le fera néanmoins sans nécessité. Tout dépendrait, en somme, de la réceptivité du militant anti-apartheid aux thèses écologistes, ou, réciproquement, de la sensibilisation du militant anti-nucléaire au problème de la lutte de libération du peuple sud-africain.

Pourtant, si Apartheid, Non !, mensuel d'information sur l'Afrique australe publié par le mouvement anti-apartheid C.A.O. a proposé la réalisation de ce numéro commun, c'est bien que ces luttes, ces préoccupations et les analyses qui les sous-tendent lui semblent converger en un certain point. En effet, les problèmes que posent la politique nucléaire de l'Afrique du Sud et la collaboration étroite de la France et de l'Allemagne de l'Ouest à son programme mettent en évidence un aspect trop négligé des politiques nucléaires : leur dimension internationale. Il est nécessaire de s'interroger sur le rôle exact du nucléaire dans les mécanismes de la domination impérialiste, dans la mesure où il n'est pas de politique nucléaire nationale qui ne soit d'emblée une politique internationale. C'est la question des sources de l'uranium - en 1985, la France, par exemple, dépendra de l'étranger pour 80 % de son approvisionnement en uranium - c'est aussi la question de la rentabilisation des investissements qui implique l'exportation de la technologie, et donc prolifération. Mais c'est encore une somme d'autres problèmes que l'on verra ici soulevés, sans autre prétention que de les mettre d'abord en évidence.

L'on ne peut donc aborder le problème de la politique nucléaire sans tenir compte de cette dimension internationale qui fait partie de sa définition même. Or, la façon dont l'Afrique du Sud s'intègre dans le « jeu » nucléaire à l'échelle mondiale illustre la gravité de ce problème, les retombées de sa politique et de ses liens en matière nucléaire avec la France et l'Allemagne menaçant - le mot est trop faible - le peuple sud-africain lui-même, les peuples d'Afrique et ceux du monde entier. Bien sûr, on pense en premier aux aspects militaires : imagine-t-on de livrer à Hitler les moyens d'une bombe thermo-nucléaire ? Mais il n'y a pas que cela : en donnant à l'Afrique du Sud les possibilités de maîtriser la technologie nucléaire, la France et l'Allemagne ne sont-elles pas en train de lui dégager l'accès à une position de force dans les rapports internationaux, puisque ce pays possède de très importantes ressources d'uranium (qui sont encore plus vastes si l'on y ajoute celles de la Namibie que l'Afrique du Sud occupe toujours illégalement) ? Qui peut garantir que dans les années 1985, la France sera en mesure d'imposer à l'Afrique du Sud

de lui restituer les déchets de ses centrales conformément au contrat signé en juin 1976 ? Il y a seulement quelques semaines, le « Défense Chief » sud-africain, M. Malan, déclarait qu'il fallait mettre en place une « économie de siège » et le gouvernement Vorster, dans la foulée, décrétait qu'à partir du 11 novembre 77, toutes les firmes étrangères présentes en Afrique du Sud seraient susceptibles d'être réquisitionnées. Dans ce contexte, on se doute du poids que les Sud-Africains sont prêts à donner aux clauses qui sont censées garantir sa bonne conduite nucléaire ... Inversement, quand on voit avec quelle facilité et quelle hypocrisie le gouvernement français a détourné ses propres embargos successifs sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, il faut laisser là aussi à d'autres le soin de vivre d'illusions.

L'Afrique du Sud fait courir ces temps-ci le bruit d'une suspension pour quelques années du contrat de juin 76 (livraison des centrales de Koeberg). S'il devait y avoir suspension ou même dénonciation de ce contrat, cela pourrait donc signifier que l'Afrique du Sud s'estime contrainte, face aux pressions et menaces de sanctions internationales, à reformuler une bonne part de ses projets de manière à garantir le plus possible son autonomie. Mais il n'existe en la matière aucune autarcie, et le contrat de Koeberg n'étant que la face visible de l'iceberg nucléaire franco - allemand - sud-africain, l'éventuelle suspension du contrat n'atténuerait en rien la menace sud-africaine et laisserait entières les responsabilités de nos pays européens.

En conséquence, les aspects internationaux d'une politique nucléaire sont l'une des questions les plus graves qui soient à poser à la gauche, à la mesure de son revirement en ce qui concerne la force de frappe et la dissuasion nucléaire. Face aux contraintes internationales qui découlent du développement de l'énergie nucléaire, tant civile que militaire, et qui semblent inéluctables, le silence des organisations de gauche est absolument impressionnant. Aurai-elles, en ce domaine, les moyens d'une politique de gauche ? Et, concernant l'Afrique du Sud, qu'en serait-il de l'approvisionnement en uranium et du contrat signé en juin 76 ? ...

Alors ? Il faut porter le débat partout, et en finir avec une façon de n'envisager les problèmes politiques qu'en fonction de leurs enjeux strictement nationaux. La meilleure occasion, c'est encore la venue en janvier prochain de 40 ingénieurs atomistes sud-africains à Bugey, pour un stage de 18 mois. Mobilisons-nous pour faire obstacle à ce dernier haut fait de la politique d'« amitié » franco - sud-africaine, à cette dernière manifestation de la « French connection ».

APARTHEID, NON !

L'IMPERIALISME ET LE NUCLEAIRE

Table-ronde sur les implications internationales des politiques nucléaires

Le 26 novembre 1977, une table ronde réunissait, à l'initiative d'Apartheid Non !, André Walter du M.A.N. (Alternatives Non Violentes), Yves Lenoir des Amis de la Terre (Le Courrier de la Baleine), Marc Thivolle de La Gueule Ouverte - Combat Non-Violent, Christian Duremberg d'Écologie Hebdo (APRE), Jean Bernard du Collectif de Recherche et d'Information sur l'Afrique Australe et Antoine Bouillon de la Campagne anti-outspan (Apartheid Non !).

Il nous semblait, en effet, utile et même nécessaire qu'une discussion commune soit engagée, à partir des informations que les uns et les autres ont en leur possession et des luttes dont ils sont les porte-paroles, sur le problème des implications internationales du nucléaire, dont l'Afrique du Sud n'est sans doute qu'un exemple, mais un exemple révélateur. Il ne s'agissait, en ce débat, ni de s'orienter exclusivement sur l'Afrique du Sud, ni, inversement, de débattre du nucléaire en général, mais seulement de débroussailler le terrain des questions politiques que pose la politique nucléaire internationale. Nul autre but, donc, que très modeste : poser quelques jalons pour l'analyse et la lutte.

Antoine (CAO) : J'introduirai à notre réflexion par trois petites remarques :

1° Le débat sur le nucléaire que nous connaissons aujourd'hui m'apparaît osciller entre deux plans : l'un purement circonscrit à la politique nationale de la France en la matière et à ses répercussions nationales; l'autre, élargi au contraire à la dimension d'un problème de civilisation (le type de croissance, ce qu'il en est du « progrès », etc...). Cette oscillation fait qu'on oublie de poser le problème de la dimension internationale des politiques nucléaires, des rapports internationaux qu'elles impliquent, de leurs relations avec les politiques impérialistes.

2° La propagande gouvernementale vise à imposer le nucléaire comme l'inévitable substitut au pétrole, parce qu'il faut, dit-on, une énergie de remplacement, et parce que le nucléaire est nécessaire à notre indépendance énergétique et, qui plus est, militaire, indépendance que compromet le pétrole depuis la crise de 1973. Or, non seulement il est très contestable que le nucléaire soit du point de vue énergétique, un substitut du pétrole, mais surtout, loin de sauvegarder une totale « indépendance », il implique un pays comme le nôtre dans de nouveaux liens de dépendance.

3° Enfin, l'Afrique du Sud est l'illustration idéale de cette question : on a dit le danger dramatique que représentait la possession de la bombe atomique par ce régime; mais on peut se demander s'il n'y aurait pas plus grave encore : l'Afrique du Sud n'est-elle pas en passe d'acquiescer une « indépendance » énergétique et technologique qui la placerait, à terme, en une position de force sur le plan des rapports internationaux et signifierait la fin des possibilités de pression internationale contre sa politique d'apartheid !

Ces trois remarques m'amènent donc à vous soumettre les deux questions générales suivantes :

1° Comment peut-on (faut-il) analyser les implications internationales de la politique nucléaire dans son ensemble ? Quelles sont les données déterminantes pour cette analyse ?

2° Le nucléaire serait-il en train de renforcer ou en passe de bouleverser les rapports de force internationaux. Va-t-on vers un Yalta nucléaire ? Au profit de qui, et avec quelles conséquences ?

Sur ce second point, on peut tout de suite détailler :

a) en nous équipant nucléaire, de qui, de quels pays et régimes dépendrons-« nous » dans 20 ans !

b) la construction d'une force de frappe française impliquait d'une part d'exporter des armes pour la rentabiliser, et faisait

d'autre part dépendre l'économie d'un nombre toujours croissant d'entreprises travaillant dans le secteur militaire d'exportation. Qu'en sera-t-il pour le nucléaire ?

c) à quel niveau se situe l'entente et/ou la concurrence entre la France et l'Allemagne de l'Ouest en ce domaine ? Quel rôle chacun de ces deux pays entend-il jouer internationalement et pour quelles raisons (lutte hégémonique, nucléarisation de l'Allemagne par pays interposés...). Quelles peuvent en être les retombées sur le plan européen ?

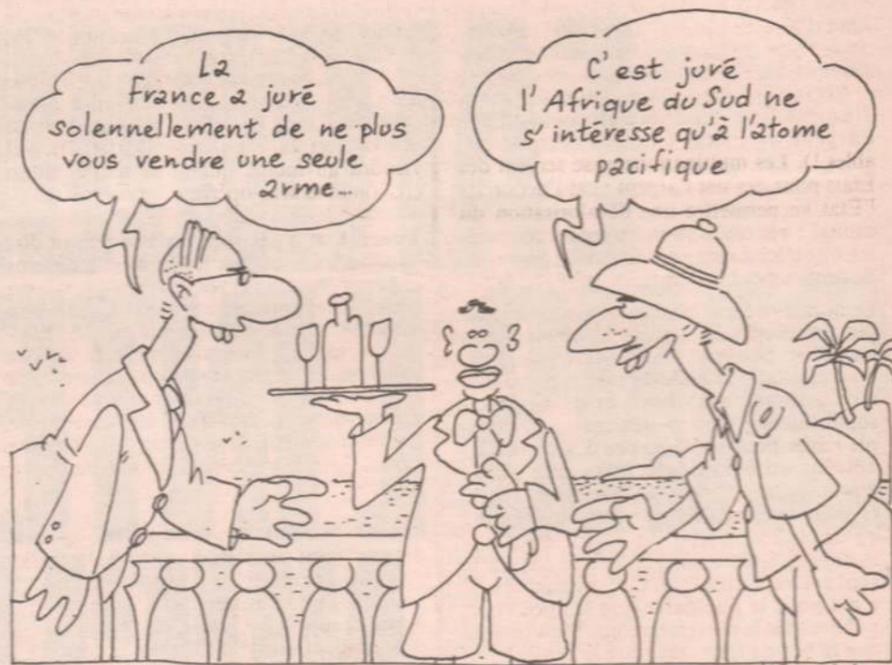
Mais avant de reprendre ces questions, il faudrait commencer par établir les données déterminantes pour l'analyse des aspects internationaux des politiques nucléaires.

La « logique » nucléaire

André (MAN) : On peut partir d'abord du problème de la prolifération : la France exporte des centrales nucléaires et promeut ainsi un certain nombre de pays au rang de puissances atomiques. C'est là un prolongement de la politique française de vente d'armes; on y retrouve le même processus justificateur : « une défense indépendante suppose une industrie d'armements indépendante, donc compétitive, et pour la rentabiliser il faut exporter ». On nous dit aujourd'hui : « une politique énergétique indépendante suppose une industrie nucléaire développée qu'il faut rentabiliser par l'exportation ».

militaire et civil

Au MAN, nous essayons de bien faire le lien entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire. Le nucléaire civil, tel que nous le connaissons aujourd'hui, n'est qu'un sous-produit de la recherche militaire. Si nos dirigeants ont choisi la voie de l'énergie nucléaire civile, en dehors de toute logique économique, cela ne peut se justifier que par le besoin de « rentabiliser » le nucléaire militaire en utilisant les infrastructures déjà mises en place, aussi bien pour les recherches que pour les premières applications. Le fait nucléaire trouve donc son origine dans des exigences militaires et non économiques. Le mythe de l'atome « pacifique » date de la fin des années cinquante, et non pas de la crise du pétrole en 1973, quand on a voulu rentabiliser le nucléaire militaire et ses coûts de recherche extrêmement importants : inversement, des grandes firmes capitalistes ont investi dans le nucléaire civil parce qu'elles pouvaient profiter de l'acquis de la recherche militaire.



Cette liaison du civil et du militaire est très importante à faire; tout comme il est important d'analyser la politique d'exportation de centrales nucléaires par la France, comme un prolongement de la politique de ventes d'armes : quand la France vend deux réacteurs de centrale à l'Afrique du Sud en déclarant qu'elle ne lui livrera pas d'usines d'enrichissement ou de retraitement, elle applique le même scénario que celui du début des années soixante, quand elle vendait à l'Afrique du Sud ses hélicoptères, et l'on a vu ce qui a suivi. On sait bien que la France est le pays qui a décrété le plus d'embargos sur des armes à destination de l'Afrique du Sud, qui a fait le plus de déclarations de principe contre la politique d'apartheid, tout en lui permettant en même temps de devenir la première puissance militaire du continent ! Ces ventes de réacteurs nucléaires sont donc à la fois l'aboutissement de tout le processus des ventes d'armes à l'Afrique du Sud et un redémarrage, l'enclenchement d'un nouveau processus aux implications bien plus graves encore, et pour une bonne part inconnues.

Marc (GO-CNV) : Que ce soit le nucléaire civil ou militaire, ces deux champs obéissent en effet à une logique quasiment identique de répression, de politique du secret, de rentabilisation économique donc d'exportation et de prolifération. La production des armes ou la prétendue production d'énergie (on sait que le programme en est, à l'heure actuelle, déficitaire) servent toutes deux les visées économiques des multinationales et les visées politiques des pays développés sur les autres dits « sous-développés ».

Je voudrais ajouter tout de suite aux questions qu'Antoine posait au début, celle du rôle que nous avons à jouer, que ce soit en tant que groupes anti-apartheid, militants pour le respect des droits fondamentaux des peuples et des individus, groupes anti-nucléaires ou organes de presse : quel rôle devons-nous jouer pour qu'une prise de conscience s'effectue en France de l'importance et de l'urgence de ces problèmes ?

Yves (Amis de la Terre) : Si l'on a pu parler de « conspiration nucléaire », c'est que les programmes de recherche et de développement en la matière étant extrêmement lents, les gouvernements et les technocrates ont dû prévoir très longtemps à l'avance ce qu'ils avaient à faire. Effectivement, les premiers programmes remontent aux années cinquante et l'on n'a pas voulu éclairer les gens sur leur logique car elle aurait inquiété. Quel est donc l'intérêt des gouvernements à se lancer dans ces politiques nucléaires ? Je voudrais dire ici comment je vois le problème du nucléaire. Les technocrates ont en vue un système « tout nucléaire », « tout surgénérateurs », et ce

pour le monde entier. Et leur problème, c'est d'être crédibles, de disqualifier toute autre forme d'énergie et d'arriver le plus vite possible à une situation d'irréversibilité dans chacun des pays (beaucoup de crédits engagés, et des réalisations déjà là). Les deux centrales livrées à l'Afrique du Sud rentrent dans cette stratégie, et je ne crois pas qu'elles soient des centrales pour du plutonium militaire. Et si accessoirement, on fait de la prolifération, c'est parce que c'est un argument de vente très fort. Les États qui veulent l'arme nucléaire s'équipent en réacteurs qui produisent de l'électricité, et qu'on va utiliser pour structurer l'appareil industriel du pays, pour accoutumer la société à en dépendre, et après, c'est l'engrenage. Le système est absolument cohérent, en ce sens que les pays qui ont la technologie, comme la France ou l'Allemagne, n'ont presque pas d'uranium, et les autres avec lesquels ils nouent des liens étroits ont de l'uranium, ou, comme l'Iran, du pétrole et du gaz dont on a besoin encore assez longtemps pour assurer cette transition vers le tout nucléaire. Ces plans sont réalisables à long terme; disons qu'à la fin du siècle, s'il n'y a pas d'opposition politique majeure, ils peuvent l'emporter.

La rentabilisation du nucléaire militaire par le nucléaire civil, je pense que c'est un faux argument. Dans les années cinquante, s'est posé aux États-Unis et en Europe le problème de garder intacts et d'utiliser les très importantes équipes de chercheurs atomistes qui avaient mis au point aux États-Unis les réacteurs de sous-marins nucléaires, et en France les réacteurs pour faire le plutonium. Ce n'est pas un hasard si aux États-Unis on a utilisé ce potentiel de recherche pour extrapoler les réacteurs des sous-marins et faire des réacteurs à eau légère électrogènes, et si en France on a extrapolé les réacteurs plutoniques pour faire des réacteurs à uranium naturel électrogènes. Autrement dit, c'est beaucoup plus dans la logique du développement de la science appliquée que dans une logique économique et commerciale. Le coût des premières opérations civiles le prouve : c'est absolument non rentable. Le manque à gagner est énorme. C'est un gouffre. Comment soutenir, en ce cas, qu'il s'agit d'opérations commerciales quand il s'agit d'investissements qui ne porteront, peut-être !, des fruits que quinze ans plus tard ?

puissance et profit

André (MAN) : Je ne suis pas tout à fait d'accord : jusqu'en 1960, c'étaient essentiellement des fonds publics qui étaient mis en jeu dans la recherche militaire; mais depuis, il y a eu une restructuration, et

aujourd'hui les multinationales (Westinghouse et General Electric) dominent le marché. Dans un premier temps, c'est déficitaire, mais très rapidement...

Yves (A.T.) : Non, non : Westinghouse est toujours déficitaire dans son secteur nucléaire. Le nucléaire est actuellement un parasite, et très coûteux. On mise dessus parce qu'on espère qu'à terme, dans une stratégie mondiale, il sera très rentable; et si l'on exporte, c'est d'abord pour étendre le système et arriver au « tout nucléaire ».

André (MAN) : Mais je crois que la stratégie d'une firme multinationale consiste, pour faire du profit, à différencier ses moyens de production en fonction des « États-Nations ». Le développement d'unités dites « nationales » se fait avec l'argent de l'État (donc des contribuables !). Les multinationales se servent des États pour drainer l'argent : car l'action de l'État va permettre une dévalorisation du capital : rentabilisation moindre des capitaux publics et par conséquent dégagement de profits pour les capitaux privés restants.

Le nucléaire représente un nouveau champ d'accumulation du capital. En ce moment, nous nous trouvons à la fois dans une phase d'accumulation rapide du capital par la surconsommation d'objets et de produits sophistiqués (électro-ménager, par exemple) avec pour conséquence d'accroître les besoins en énergie, et dans une phase d'accumulation lente : le nucléaire. Là, le capital des firmes a une rentabilité plus basse. L'accumulation est aujourd'hui lente et difficile et l'État apparaît comme le seul recours possible. Ceci explique que c'est pour le nucléaire que les pouvoirs publics sont le plus intervenus. Mais je crois que le but de tout cela reste le profit !

Yves (A.T.) : Non, c'est la puissance. Les grands technocrates utilisent les appétits de fric, mais leur but c'est d'être de nouveaux Prométhées, ceux qui vont contrôler toute l'énergie sur terre. Ils ramènent la terre à la dimension de la main humaine : c'est du « geo ingeneering » comme ils disent, et on construit des grands modèles énergétiques où seules des contraintes thermodynamiques entrent en ligne de compte. Ils utilisent les appétits de profit et de puissance des gouvernements, de certaines sociétés industrielles, mais leur démarche quant à eux relève d'un appétit de puissance.

Cette « conspiration nucléaire » est très bien coordonnée. J'en veux pour indice la position d'un Giraud, par exemple, qui est à la fois Administrateur Délégué général du CEA, Président de la Commission énergie de la Trilatérale, et PDG de l'Unirep, en Allemagne fédérale, qui concrétise en gros l'existence d'un cartel du plutonium en Europe. On voit ainsi de ces personnages centraux qui jouent à l'homme - orchestre, et ce n'est sûrement pas par hasard.

André (MAN) : Il faut débattre de tout ça : la conspiration nucléaire n'est peut-être pas le fait d'un complot de technocrates. Il n'est pas évident du tout que les technocrates imposent leur loi aux multinationales; ils seraient plutôt les agents d'une stratégie qui les dépasse. La logique du profit, ça existe aussi ! Ça n'est pas rentable à court terme, oui, mais justement, ces firmes, disons comme Creusot-Loire en France, ou General Electric aux États-Unis, ont les moyens d'avoir des plans à long terme. Je ne suis pas certain que Westinghouse investisse dans le nucléaire en se disant que ce n'est pas, ce ne sera pas rentable !

Christian (Écologie Hebdo) : Oui, mais il faut parler, non de l'intérêt économique dû au nucléaire, mais de l'intérêt économique dû à la production d'électricité que va donner le nucléaire et qui va permettre d'accroître le taux de profit de ces firmes. Si la production énergétique ne continue pas à croître suffisamment, ces entreprises se casseront la figure : le département nucléaire peut être déficitaire, celui de l'électricité doit croître et entraîner la spirale ascendante de la consommation - production.

Yves (A.T.) : Il y a aussi un choix technologique. Quand on a une technologie qui a demandé un énorme effort financier, humain, etc..., une adaptation spécifique de l'appareil de production, les techniciens arrivent toujours facilement à faire croire qu'on a atteint un « point de non retour ». C'est toujours faux, mais on a réussi par là à disqualifier toute autre forme de production d'énergie et on joue sur l'inertie de l'appareil de production qui s'est mis en place en utilisant cette énergie. C'est pour

ça que, d'une certaine façon, le jeu n'est pas purement économique et tient compte aussi de l'inertie des processus financier, matériel, humain... (la consommation d'électricité et le « tout électrique » par exemple).

Jean (CRIAA) : Je suis d'accord à 70% avec les remarques d'Yves. Les technocrates ne sont pas neutres, mais ils n'ont pas pour autant le pas sur le pouvoir économique; au contraire, ils sont secrétés au moment où celui-ci en a besoin. Pour passer du militaire au civil, il fallait quand même, à terme, une certaine forme prévisible de rentabilité. Et si les technocrates ont en vue l'irréversibilité du nucléaire, c'est qu'il peut effectivement devenir rentable : il y a donc derrière le « tout nucléaire » qui suppose d'énormes crédits, à la fois un appétit de pouvoir et la recherche du profit qui viendra au moins quand la réorientation économique sera opérée.

Yves (A.T.) : Je souscris à ce que tu dis. Mais on voit s'aligner les énergies les moins coûteuses : l'augmentation du prix du pétrole, l'alignement du prix du charbon font que bientôt on aura un coût du kilowatt-heure pratiquement égalisé qu'elle qu'en soit la source. Certaines n'auront de rentabilité que marginale; d'autres vendront à un prix élevé et à faible coût de revient. Je veux dire, donc, en d'autres termes, que l'influence du politique est ici fondamentale.

Antoine (CAO) : Question naïve : est-ce si déterminant de trancher entre ces deux analyses, priorité à l'économique ou au politique, pour traiter de la question qui nous occupe ? Quelle différence cela produit-il, et quelle différence opératoire ?

Christian (Écologie Hebdo) : Pour déterminer la façon dont on peut lutter, il faut cerner les rouages et les motivations; et l'analyse a des conséquences directes sur les moyens de lutte.

une logique impérialiste

Marc (GO-CNV) : Le problème est complexe : avec le nucléaire, les classifications habituelles (« économique », « politique », « social », etc.) se tamponnent ! Et ceci parce que le nucléaire est, à mon avis, l'une des premières technologies qui soit par nature aussi impérialiste dans sa forme de production et d'expansion. Le nucléaire a pour première loi de développement, Yves a insisté là-dessus, d'exclure tout le reste. Les répercussions politiques sont énormes, évidemment. Mais savoir lequel, de l'économique ou du politique, est le premier, n'a pas lieu d'être, à la limite, car dans le nucléaire ces classifications apparaissent tellement liées qu'elles se confondent presque.

André (MAN) : Sinon que le débat est essentiel et ne peut être occulté ! Parler d'« appétit de pouvoir » ou de logique économique et politique, ça a des implications très différentes pour l'analyse et pour la lutte.

Jean (CRIAA) : Si l'on admet comme postulat ce que vient de dire Marc et qu'on peut résumer sous la forme : « Le nucléaire a un développement impérialiste obligé, obligatoire », je demande : pour faire quoi ? A quoi cela répond-il ?

Marc (GO-CNV) : Un premier élément de réponse, peut-être : le nucléaire, c'est la forme d'énergie qui permet le maximum de contrôle par le minimum de gens (individus ou sociétés) : il répond donc à des objectifs politiques que se fixent les castes au pouvoir, et cela internationalement. D'autres formes d'énergie auraient des répercussions évidentes sur les formes de domination; sur l'énergie solaire, par exemple, le pouvoir aurait bien moins de prise.

Le nucléaire, on peut y voir un processus d'uniformisation des régimes politiques et économiques, de telle sorte que les centres de décision sont les moins nombreux possible (cf. les multinationales à quoi cela s'applique d'abord). Où est la nécessité de ce processus ? Là, il y a, évidemment, une analyse économique à faire; et ce processus s'insère bien dans la logique connue de l'impérialisme comme stade nécessaire du capitalisme.

Jean (CRIAA) : Je suis d'accord. On peut en déduire que les technocrates ne jouent pas leur propre rôle, mais qu'ils sont utilisés par des centres de décision pour des objectifs politiques de contrôle et uniformisation de celui-ci, tel que tu le mentionnes.

L'Afrique du Sud et la Yalta nucléaire

Antoine (CAO) : Voyons, si vous le voulez, le cas de l'Afrique du Sud et des politiques des pays européens et des États-Unis pour mieux attaquer directement notre question : va-t-on vers un Yalta nucléaire, et entre qui et qui se fait donc le partage ? Quel rôle, et quels types de rapports d'interdépendance se nouent entre ces pays occidentaux et ceux vers qui on exporte le nucléaire ?

Yves (A.T.) : Le Yalta nucléaire a déjà eu lieu, à Londres, au printemps dernier. Carter s'est incliné, admettant que ne seraient pas remis en cause les contrats portant sur des unités de retraitement qui avaient déjà été négociés entre, d'une part, le Pakistan, l'Iran aussi - c'est à peu près sûr - et la France, et, d'autre part, entre l'Allemagne et le Brésil. Je rappelle que l'Argentine a déjà des unités de retraitement fournies par l'Allemagne depuis bientôt neuf ans.

On a mis en place à Londres un programme d'évaluation concernant les risques de prolifération suivant les diverses filières nucléaires et il a été admis textuellement que « les pays qui s'apprentent à participer à ce programme se sont mis d'accord pour ne pas préjuger ses résultats et se sont donc interdits de tenter d'infléchir dans un sens ou dans un autre la politique menée par tel ou tel partenaire » (C'est Giraud lui-même qui dit ça, dans le dernier numéro de la Revue Générale Nucléaire). Ce qui signifie que ce programme d'évaluation est bidon !

Yalta signifie partage, et en gros l'Europe est en train de prendre le pas sur les États-Unis parce que l'Europe se fout de la dissémination.

Sur l'Afrique du Sud, maintenant : il faut d'abord préciser qu'elle n'a pas actuellement assez de plutonium pour faire la bombe atomique. Le réacteur de 20 MW de Palindaba fonctionne à l'uranium très enrichi et ne peut donc pas fournir de plutonium. Par contre, les unités d'enrichissement construites avec l'aide de l'Allemagne, elles, sont tout à fait capables à terme et peut-être déjà maintenant de produire de l'uranium enrichi pour la bombe atomique et la bombe thermo-nucléaire. Il serait logique, d'ailleurs, qu'il y ait eu des contacts étroits, triangulaires, entre l'Afrique du Sud et l'Argentine par l'intermédiaire de Karlsruhe (dont tout est parti aussi bien vers l'Argentine que vers la RSA) dans la mesure où l'Argentine a le plutonium que n'a pas l'Afrique du Sud et l'Afrique du Sud des terrains d'expérimentation qui rendent plus difficile la détection des essais.

Jean (CRIAA) : Il y a des contacts, en effet.

Yves (A.T.) : Je vois deux raisons à l'aide apportée à l'Afrique du Sud. Il faut un bastion blanc, développant la technologie des blancs sur le continent africain; et elle a d'importantes ressources en uranium. En 1985, il est prévu que la France ne contribuera à ses propres besoins en uranium qu'à proportion de 20%; le Gabon et le Niger en fourniront autour de 60%, le Canada un petit peu, et l'Afrique du Sud 13%. Son minerai est cher à exploiter, du fait qu'il est très peu concentré (sauf celui de Rossing en Namibie), mais il a le gros avantage d'être déjà disponible dans les stériles des mines d'or.

Jean (CRIAA) : Il est vrai que les centrales nucléaires livrées par la France à la RSA, peuvent produire du plutonium; il est vrai aussi qu'il a été prévu dans le contrat que les déchets seraient retraités dans un pays

Nucléaire civil : faut pas s'y fier

« Il faut recourir à l'énergie nucléaire pour assurer la production d'électricité des prochaines années !! » C'est le principal argument des gouvernements et des sociétés multinationales pour convaincre les hésitants. C'est déjà peu convainquant lorsqu'on est en Europe, vu que le nucléaire dans son bilan global, n'est pas prêt de fournir de l'énergie. Là où des ressources naturelles abondantes sont directement transformables en électricité selon des technologies connues et expérimentées, employer cet argument, c'est vraiment se payer de la tête des gens. C'est par exemple le cas de l'Iran ou de l'Afrique du Sud.

Alors pourquoi ces pays ont-ils tellement envie d'avoir chez eux leur petite centrale nucléaire ? Seraient-ils les victimes d'un marché de dupes ? Cèderaient-ils à la mode, ou ne serait-ce plutôt l'envie d'avoir comme toute « grande puissance » son armement nucléaire ?

Les vendeurs de nucléaire, soucieux de préserver leur « bonne moralité » nous affirment que le nucléaire civil n'a rien à voir avec le nucléaire militaire. L'Inde ayant le 18 mai 1974 fait exploser sa première bombe atomique obtenue grâce à l'atome pacifique, il a fallu trouver autre chose. Dernièrement, on nous affirmait qu'une méthode d'enrichissement « à la française » était garantie anti-prolifération. Quelle sinistre plaisanterie !! La méthode française n'est qu'une fausse caution pour continuer d'exporter les technologies nucléaires. Cette méthode n'empêche pas la prolifération de la bombe « A », fonctionnant au plutonium. Quant à la bombe « H », beaucoup plus puissante que la précédente et fonctionnant à l'uranium très enrichi, sa mise au point nécessite des moyens de calcul et une industrialisation tels, qu'elle est de toute façon inaccessible aux clients de la France et des autres vendeurs tels que l'Allemagne.

Un traité dit de « non - prolifération » avait été élaboré en 1968. Signé depuis par 95 des 155 nations du monde, il interdit aux pays acheteurs de technologie nucléaire de fabriquer des bombes ou des explosifs nucléaires. La France n'a pas signé ce traité. On se souvient d'autre part du contrat franco-pakistanaise pour la fourniture d'une usine de retraitement, et des « pressions inadmissibles » de Kissinger, l'été 76, à l'égard de ce contrat. De Gaulle est mort, et il ne s'agit plus pour la force de frappe d'assurer la fameuse indépendance nationale. Pour la France capitaliste et exportatrice d'armes de 1977, tout se vend, et tant pis pour la bombe atomique.

La question que l'on peut se poser, c'est : « pourquoi des pays tels que l'Afrique du Sud veulent-ils acquérir la bombe ? ». Effectivement, leur crédibilité de dissuasion face aux blocs américain ou russe est nulle, surtout en tenant compte du fait que la bombe sans les vecteurs (missiles et sous-marins), est pratiquement inutilisable actuellement.

L'intérêt que ces pays peuvent avoir par contre, c'est paradoxalement la possibilité de régler leurs problèmes internes. L'arme atomique est avant tout une arme politique avant d'être une arme militaire. L'Afrique du Sud possédant sa bombinette accède au rang de grande puissance. Elle affirme son autorité et sa possibilité de régler ses affaires elle-même. L'opposition de l'O.N.U. à la politique de l'apartheid est déjà inefficace ; elle deviendrait symbolique si la RAS avait la bombe. Dans le même ordre d'idées, il n'est pas étonnant que De Gaulle ait mené de front sa politique d'accession à la force de frappe et celle de la « non-ingérence » dans les affaires des autres pays.

A la longue liste des dangers du nucléaire, techniques, écologiques, économiques, sociaux ou militaires, il ne faut donc pas oublier d'ajouter les risques politiques parmi lesquels le contrôle sera accru et le renforcement de la chasse à « l'ennemi intérieur » - blanc ou noir suivant les cas - se trouvent au premier plan.

■ Michel MARTIN Animateur de la commission « nucléaire » du P.S.U.

tiers et stockés dans un autre. Mais projetons-nous en 1985 : l'Afrique du Sud possède ces deux centrales, ses usines de retraitement et d'enrichissement; la France dépend d'elle pour 13 à 18 % de son approvisionnement en uranium. Que se passe-t-il alors si le gouvernement sud-africain décide de garder les déchets et propose de « passer l'éponge », puisqu'il se trouve à l'abri des pressions : l'élément pour mettre dans ses chaudières, il le possède; le minerai aussi... C'est une question que je voudrais poser.

Il est vrai aussi que l'Afrique du Sud n'a pas assez de plutonium pour faire une bombe thermo-nucléaire, mais ces centrales livrées par la France pourraient très bien servir à alimenter l'usine d'enrichissement que l'Afrique du Sud est en train de mettre au point avec le fameux procédé allemand (ou israélo-allemand) qui est un très gros consommateur d'énergie. A l'heure actuelle compte tenu du projet de l'Afrique du Sud de devenir exportatrice d'uranium enrichi, elle a besoin d'un potentiel énergétique auquel ces deux centrales pourraient contribuer. Elles ne serviraient en aucun cas, de toutes manières, à suppléer au manque d'eau ou de charbon pour la production traditionnelle d'énergie.

Les sous-impérialismes et le nucléaire

Au-delà du cas de l'Afrique du Sud, on peut donc se demander : vers qui exporte-t-on la technologie nucléaire ? Pourquoi ? Et avec quelles conséquences ? Yves a dit tout à l'heure, et je suis d'accord, que Carter a capitulé. Sur le plan de ce qui concerne donc la France et l'Allemagne, il faut noter que la France exporte donc vers l'Afrique du Sud, le Pakistan et, en principe, l'Iran ; l'Allemagne, vers le Brésil en particulier, (et l'Argentine, anciennement). Mais regardons les liens qui unissent ces pays : l'Iran n'a jamais accepté de couper son pétrole à l'Afrique du Sud ; en échange, celle-ci a accepté de lui fournir de l'uranium pour ses centrales. Entre l'Afrique du Sud et l'Argentine des sortes d'accords existent sur le plan militaire et nucléaire (on peut craindre d'ailleurs, que les deux avisos de Lorient soient livrés à l'Argentine). De même, un certain type d'accord existe entre l'Afrique du Sud et le Brésil, tous pays dont on connaît les régimes !

Je précise donc trois questions : 1°) Ne va-t-on pas arriver à ce qu'un certain nombre de ces pays, dans la mesure où ils auront acquis la technologie nucléaire, seront pratiquement indépendants d'ici 20 à 30 ans d'un certain type de pression ? Et c'est « nous », européens, qui deviendrons dépendants ? 2°) L'Allemagne est présente partout. Elle équipe tout nucléaire le Brésil. Les savants allemands travaillent dans le nucléaire dans tous ces pays qu'on a mentionnés. La France la concurrence en Argentine. Comment analyser cette espèce d'entente-concurrence entre la France et l'Allemagne ? Elle est la première puissance économique européenne et possède la plus importante puissance militaire conventionnelle de notre continent. Pourquoi ce pays développe-t-il une technique qui est un gouffre d'argent ? Que cherche-t-il derrière tous ces accords et contrats avec le Brésil, l'Afrique du Sud, Israël ?**

Yves (AT) : Avec le Zaïre, aussi ! C'est la solution de rechange pour l'uranium, pour la France comme pour l'Allemagne. Avec les barrages sur le Congo, on peut enrichir l'uranium des mines du Katanga.

Jean (CRIAA) : Exact. De même, le problème du Sahara occidental, c'est aussi celui des phosphates et de l'uranium.

La France, l'Allemagne et les États-Unis

André (MAN) : Ces pays vers qui on exporte sont des sous-impérialismes. Pour résumer : le Brésil (et l'Argentine) pour l'Amérique Latine, l'Iran pour le Golfe Persique, le Pakistan et l'Inde pour l'Asie, l'Afrique du Sud pour l'Afrique. (Ce dernier cas est plus grave, puisque l'Afrique du Sud possède de l'uranium, à la différence des autres.) La question se pose donc manifestement : n'est-on pas en train de jouer avec le feu ? La politique des États-Unis dont on a parlé semble montrer que, de leur côté, bien que représentant l'impérialisme par excellence, les USA verraient des dangers dans l'accès des sous-impérialismes à la maîtrise nucléaire... Les Européens

pensent-ils pouvoir maîtriser les conséquences de leur politique ?

Jean (CRIAA) : Je suis un peu gêné par ce tour de la discussion : on ne peut opposer l'Europe en bloc aux États-Unis. Ne serait-ce que parce que les poids économiques sont tels qu'à certains moments la France par exemple joue aussi le rôle de relais sous-impérialiste. On ne peut mettre sur le même pied la France et l'Allemagne de ce point de vue.

Yves (AT) : il faut noter plusieurs choses là-dessus : les Américains ont du pétrole, du charbon et du gaz en quantité importante. Ce n'est pas négligeable. D'autre part, leur jeu stratégique est basé sur l'équilibre de la terreur et ils sont, dans cette mesure, contre la prolifération. Alors que l'Europe joue un autre jeu, et l'Allemagne en particulier, qui a profité des retours de bâton qu'essayaient les États-Unis en Amérique latine pour s'y implanter. Et la France semble se placer maintenant au Venezuela. Il me semble donc que les Européens font, en gros, un pari : le pari que l'acquis technologique placera les pays, même fournisseurs d'uranium, qui auront accepté de développer un secteur nucléaire puissant, dans un état de dépendance suffisant pour que l'initiative politique et économique reste à l'Europe. Et le pari américain serait de développer des technologies supérieures aux nôtres dans le même domaine, et de retrouver ensuite par le biais commercial des débouchés refusés aujourd'hui, pour des raisons politiques. La seule chose qui me permette de le penser, c'est le fric colossal que les Américains investissent dans leur programme de surgénérateurs, avec la visée d'avoir à terme des produits plus compétitifs.

technologie et dépendance

Il y a aussi un autre élément : Les États-Unis ont, dans les années à venir, une arme majeure : le blé. Mais les pays avec lesquels la France et l'Allemagne font du nucléaire sont ceux qui sont le moins vulnérables à cette arme (comme l'Iran) ou pas du tout, comme le Brésil et la RSA. Les Américains n'ont donc pas la possibilité d'user de cette arme face à ces pays et de s'opposer aux relations que les Européens établissent avec eux.

Enfin, Je voudrais ajouter qu'il ne faudrait pas oublier dans l'analyse l'impérialisme japonais : on le retrouve pour les surgénérateurs, le retraitement, le génie civil des centrales en Afrique du Sud etc.

Antoine (CAO) : Les sous-impérialismes dont nous parlons, de relais qu'ils sont, peuvent-ils donc devenir à leur tour des centres de décision, ou non ? Le « pari » risque-t-il d'être gagné, ou la distribution des cartes n'est-elle pas grosse de retournements possibles ? La logique impérialiste du nucléaire aboutirait-elle à terme à se contredire ?

Jean (CRIAA) : D'après ce qui a été dit tout à l'heure, vu les sommes demandées par ces courses de vitesse technologiques et commerciales, c'est la puissance la mieux armée économiquement qui a des chances de l'emporter, et en Europe, c'est donc le cas de l'Allemagne. Je reviens donc à ma question : que cherche donc l'Allemagne, avec le Brésil, l'Iran, l'Afrique du Sud, la France, l'Angleterre ?

Yves (AT) : l'hégémonie, point final ! non ?

Jean (CRIAA) : Pour revenir à la question posée par Antoine et André on peut s'interroger en effet sur deux choses : de qui dépendrons-nous dans 25-30 ans ? Et contre qui nucléarise-t-on les sous-impérialismes ?

Antoine (CAO) : S'il est vrai que la politique nucléaire est planifiée, comment analyser ses effets de dissémination des centres de pouvoir, sinon de décision ?

André (MAN) : Il faut rappeler que le choix de ces pays n'est neutre ni récent : l'impérialisme en a fait les gendarmes des diverses régions du monde. Mais ces gendarmes peuvent-ils devenir plus que des gendarmes du fait du nucléaire ? Dans la mesure où l'on exporte le nucléaire, ne dissémine-t-on pas le pouvoir de contrôle ? Au fur et à mesure où de plus en plus de pays disposeront de l'arme nucléaire, le pouvoir de décision sera disséminé. Et le jeu est encore plus dangereux avec l'Afrique du Sud qui possède l'uranium.

Antoine (CAO) : J'ai cru comprendre dans ce que disait Yves que les pays européens faisaient le pari de maintenir dans une dépendance technologique suffisante ces sous-impérialismes qu'ils contrôleraient donc toujours. En quoi est-ce un pari et non une certitude ?

Yves (AT) : Il a fallu un déclic idéologique très fort - la guerre du Kippour et l'augmentation du prix du pétrole - pour que les promoteurs du nucléaire acquièrent un poids tel qu'ils puissent imposer leurs projets. La supériorité du nucléaire du point de vue impérialiste, c'est que, contrairement au pétrole, il constitue un très puissant moyen de pression technologique.

Jean (CRIAA) : Si l'on poursuit ce raisonnement, en soulignant que l'avance technologique repose sur la capacité économique, on peut s'apercevoir que le nucléaire conforte le schéma des relations de l'impérialisme et des sous-impérialismes (avec leurs rapports caractéristiques d'entente et de concurrence) en doublant la domination et le contrôle de type économique par un contrôle de type militaire : les sous-impérialismes demeureront les gendarmes mais leur potentiel sera accru et, avec lui, leur dépendance face à la puissance dominante que sont les États-Unis. Mais il faut intégrer aussi dans ce schéma le rôle joué par la France et l'Allemagne.

Yves (AT) : Mais les pays européens ont encore une carte ultime : 300 000 tonnes d'uranium dorment en Suède et 90 000 en Espagne...

Jean (CRIAA) : Mais il leur manquerait toujours à un certain niveau le pouvoir financier et économique leur permettant d'éviter une dépendance accrue vis-à-vis des USA.

André (MAN) : Vous semblez donc dire que la prolifération nucléaire irait de pair avec l'uniformisation du contrôle, ce qui ne reste qu'une hypothèse ! Moi, je garde quand même l'impression contraire. Yves dit que sur le plan technologique l'avance acquise serait gardée - c'est du moins le « pari » occidental - c'est peut-être vrai, mais sur le plan global du rapport de force, où cela va-t-il se jouer ? Je reviens toujours à ma question : dans vingt ans ?

le chantage à la bombe et ses limites

Antoine (CAO) : Ce qui risque de se passer, suivant l'analyse que proposent Jean et Yves, ne revient ni à disséminer le pouvoir de contrôle, ni à le restreindre vraiment, mais à créer des conditions d'intégration des décisions, d'interdépendance des décisions, à l'échelle non plus nationale, mais mondiale.

André (MAN) : Oui, mais il faut aussi tenir compte du nucléaire militaire qui signifie aussi qu'il n'y a plus de contrôle du tout.

Yves (AT) : Il n'y a plus de contrôle, si un Etat est assez « sage » pour ne s'en tenir qu'au palier militaire... Alors, oui, il peut jouer d'une relative indépendance, ne s'étant pas mis sur les bras une dépendance technologique importante dans le domaine du nucléaire civil. Car il ne faut pas oublier que le nucléaire militaire est beaucoup plus facile que le nucléaire civil. Sa technologie est très maîtrisable. Les problèmes techniques rencontrés dans le domaine civil ont été, paradoxalement par rapport à ce qui se passait jusque là, beaucoup plus difficiles à surmonter que ceux du domaine militaire. C'est une des raisons du retard actuel des programmes.

André (MAN) : Justement. Si l'Afrique du Sud a commencé par l'enrichissement de l'uranium, cela ne signifie-t-il pas que son gouvernement entend jouer la carte militaire avant celle du civil ? Alors que dans l'ensemble de l'Afrique australe les luttes de libération se sont intensifiées (Namibie, Zimbabwe), alors qu'en Afrique du Sud même la montée des luttes de la population noire est considérable ? Ce qui intéresse le régime de Vorster, c'est la bombe !

Jean (CRIAA) : Peut-être. Mais il faut voir aussi le problème des vecteurs, car avoir la bombe sans les vecteurs, c'est peu de choses mais pour avoir des missiles, il faut mettre en œuvre un développement technologique très poussé. Il n'y a de fait, et ceci renforce ce que tu dis, et toujours avec l'aide allemande***, un développement impor-

tant de la recherche sur missiles, et missiles intercontinentaux en Afrique du Sud. Mais ceci nous ramène donc au problème des rapports de dépendance vis-à-vis des puissances économiques et donc technologiques supérieures. Par contre, à regarder à nouveau la chaîne des pays qui ont la bombe, il faut se redemander : contre qui les nucléarise-t-on ?

André (MAN) : Le raisonnement de la dissuasion atomique repose quand même sur de l'irrationnel. Ou disons que la bombe introduit de l'irrationnel dans ce schéma impérialiste. On peut s'interroger sur le rôle que joueraient des pays comme Israël ou l'Afrique du Sud en période de crise. Je ne suis pas certain qu'ils seraient, à tout coup, de dociles sous-impérialismes.

Marc (GO-CNV) : Il est vrai que dans ce domaine du nucléaire à la logique implacable, il y a cet élément irrationnel qu'est la bombe. C'est un des paradoxes du monde actuel. Mais je ne pense pas qu'un retournement de situation, des rapports impérialisme-sous-impérialismes puisse se produire d'ici la fin du siècle. Car une centrale à, grosso modo, une vie de trente ans, et ce n'est pas parce qu'un Etat a les moyens d'en faire fonctionner une ou deux ainsi que des usines d'enrichissement qu'il a les moyens de produire la technologie nucléaire. Seules les multinationales ont les reins assez solides actuellement pour s'y lancer.

André (MAN) : Oui, mais dans le domaine civil ! Je maintiens que le domaine du nucléaire militaire donne des moyens de chantage importants, même s'il faut des vecteurs pour dissuader.

Marc (GO-CNV) : Le meilleur moyen de contrôle, c'est quand même la société industrielle vieille de plus d'un siècle que le nucléaire impose aux sous-impérialismes dont on parle ! Avec le nucléaire, on leur impose tout un ensemble de modèles contraignants (économiques, technologiques, sociaux etc...)

Yves (AT) : Et n'oublions pas comme je l'ai dit, que le nucléaire militaire sert à introduire le nucléaire civil.

Antoine (CAO) : Je propose maintenant que, dans le peu de temps qui nous reste, nous refaisons un tour de table pour que chacun dise ce qu'il pense qu'il faut tirer de la discussion que nous venons d'avoir, et particulièrement, en ce qui concerne les directions et les formes de la lutte à mener aujourd'hui.

... les luttes qu'il faut mener

André (MAN) : L'action ? Le lien France - Afrique du Sud en matière nucléaire, c'est la venue prochaine des 40 ingénieurs atomistes à Bugey. On peut à cette occasion engager une action sur des objectifs précis, et en même temps informer la population sur cet aspect du problème. La mobilisation qui s'est produite à Vignieu autour du Château de Chapeau Cornu (qui devait initialement accueillir les ingénieurs et leurs familles) est de ce point de vue remarquable. Le problème n'est pas pour autant résolu, puisque les Sud-Africains sont maintenant attendus à Villefontaine. Mais la lutte doit se poursuivre pour empêcher la venue des ingénieurs, et pour permettre de dénoncer les relations privilégiées en matière nucléaire, entre la France et l'Afrique du Sud, qui apparaissent ainsi au grand jour.

De toute la discussion que nous avons eu, je tirerai aussi une question à poser aux partis de la gauche traditionnelle : dans quelle mesure le revirement du PC et du PS sur le problème de la force de frappe, ne va-t-il pas déterminer un certain type de politique internationale pour après ? Il faudrait mettre en relation les déclarations d'intention de ces partis en matière de politique étrangère - en particulier par rapport à l'Afrique du Sud - avec leur revirement de fait quant au nucléaire. La gauche est sans doute pleine de bonnes intentions, refusant catégoriquement de vendre des armes aux régimes fascistes, etc... Mais ne risque-t-elle pas de se retrouver prisonnière d'une logique qui est celle du nucléaire ?

Marc (GO-CNV) : On a beaucoup posé de questions et on a apporté quelques éléments de réponse, mais ce sont toujours des points d'interrogation ! ... Il faut continuer cette réflexion : d'où le rôle important que nous avons joué, en tant que journal, aussi bien pour l'information politique que technique,

scientifique ect., pour permettre à un militant de se battre avec des armes valables. Je ne peux guère ici que faire quelques remarques très générales : on peut dire quand même que pour se battre contre l'uniformisation du contrôle dont j'ai parlé, qui est le fait des multinationales plus que des États, c'est bien sûr des prises de pouvoir et de contrôle qu'il faut effectuer un peu partout. Il devient de plus en plus important de se battre pour un certain nombre de droits fondamentaux, on l'a bien vu dans l'Europe des derniers temps et encore une fois à propos de l'Allemagne, pour qu'en tant qu'individu, citoyen, membre d'un groupe ect., nous puissions reprendre un petit peu plus de notre pouvoir. C'est une solution qui peut sembler dérisoire face au pouvoir qu'ont les multinationales, certains technocrates et techniciens, mais c'est bien encore l'une des seules voix qui soient possibles pour déboucher.

Yves (AT) : Il y a un problème politique majeur dans tout ça : celui du jeu et des règles du jeu. Je n'arrive pas à voir la prééminence des hommes politiques, des multinationales, des technocrates. C'est aller un peu vite que de donner à ces multinationales un poids plus grand que celui des États parfois : il y a des règles du jeu auxquelles elles doivent aussi se plier et tout le monde sait que la première chose que font les hommes politiques quand ils

arrivent au pouvoir c'est d'étudier la structure dans laquelle ils s'insèrent pour qu'on ne vienne pas les déranger, leur grignoter le pouvoir. C'est sans aucun doute complexe, ça tient à la fois de l'irrationnel et de choses objectives. Il faut regarder le plus objectivement possible ce qui se passe et le dire froidement sans craindre de s'attaquer à des symboles «intangibles».

En ce qui concerne l'Afrique du Sud, il faut replacer le jeu entre elle et la France dans le contexte général du «pari nucléaire français» : ce pari oblige la France à avoir un certain nombre d'atouts dans ses mains pour mener son jeu (qu'on regarde les pressions exercées sur l'Espagne pour qu'elle soit présentable et intègre l'Europe). Les accords avec l'Afrique du Sud, le Zaïre, l'Iran, etc., rentrent dans cette nécessité d'avoir suffisamment de cartes en mains car rien n'est plus sûr : en Afrique du Sud, la situation est instable ; en Iran ça peut éclater d'un jour à l'autre...

Mais pour la lutte d'aujourd'hui, j'ai bien peur qu'on en soit encore à ne pouvoir que parcelliser les problèmes, faute d'une analyse d'ensemble valable là-dessus, et qu'on se contente à propos de l'apartheid à n'en dénoncer que le caractère immoral : que quarante ingénieurs nucléaires sud africains viennent en France c'est immoral, et il faut lutter contre !

Jean (CRIA) : Je ne suis pas du tout

d'accord. A la CAO je ne pense pas que nous jouions sur le ressort moral...

Yves (AT) : Mais je ne le conteste pas. Il faut reconnaître que ça jouera quand même faute de mieux.

Jean (CRIA) : Je pense quand même que la venue des ingénieurs sud-africains est un merveilleux exemple pour intégrer la dimension internationale du problème nucléaire, indépendamment même de l'apartheid.

Yves (AT) : Il faudrait absolument aussi, devant l'aplatissement de Giscard face à Schmidt, donner un juste éclairage au rôle que joue l'Allemagne dans ce domaine.

Christian (Écologie Hebdo) : Il faut intégrer la lutte anti-apartheid à la lutte anti-nucléaire en France, et bien faire comprendre que tout s'insère, est interdépendant comme la discussion l'a mis en évidence, et essayer de faire en sorte que la lutte anti-nucléaire soit plus internationaliste : en somme, sur cette question de la prolifération, nous devrions arriver à faire le lien entre la lutte anti-nucléaire et la lutte anti-apartheid au travers des groupes qui existent dans les différents pays européens. On ne peut guère compter sur les partis politiques en France pour cette tâche qui doit, d'ailleurs, être principalement axée sur l'information des masses. Mais il

faudrait aussi essayer de démontrer à l'extrême gauche l'interpénétration de leurs luttes avec les nôtres.

Jean (CRIA) : Indépendamment de toutes les questions qui restent en suspens, je voudrais dire qu'il n'est pas possible, le débat l'a montré je pense, de s'interroger à l'heure actuelle sur le nucléaire sans y intégrer sa dimension internationale. On ne peut réduire le débat au champ national français. Et l'exemple de l'Afrique du Sud, avec la venue des quarante ingénieurs, peut permettre de poser des questions, sinon d'y répondre, d'en éclaircir certaines, et de faire se rejoindre, sur un point comme celui-là, les luttes que nous menons et qui gardent les aspects spécifiques, bien entendu.

*«The nuclear conspiracy», document publié par l'African National Congress et le mouvement anti-apartheid de Bonn.

** Voir « La moustache hitlérienne du nucléaire pacifique », in GO-CNV N° 178.

*** Et surtout française ! Avions et missiles « Crotales » nécessaires sont fabriqués sur place sous licence française (NDLR).

IL FAUT TOUJOURS FAIRE UNE DISTINCTION ENTRE CE QUE DIT LA FRANCE ET CE QU'ELLE FAIT

Les gouvernements successifs de la V^e République, malgré leurs déclarations, ont permis à l'Afrique du Sud de former l'armée la plus forte et la mieux équipée de tout le continent africain. En aucun cas nous ne saurions nous démobiliser de la lutte contre les ventes d'armes sous prétexte que la France vient de décréter un embargo : A titre d'exemple :

Ce qu'ils ont dit :

1963 : Le Général de Gaulle étant président de la République, le représentant de la France approuve la résolution n° 181 du conseil de sécurité de décembre 1963 appelant tous les états à «cesser toute vente, fourniture d'équipements et de matériel destinés à la production ou à l'entretien des armes et munitions en Afrique.»

Ce qu'ils ont fait :

Fournitures militaires françaises à l'Afrique du Sud. 1963 seulement :

a) Vente de licence de refabrication :

- véhicules blindés AML 60 et AML 90 avec mitrailleuses 7,62 mm ou 20 mm afférentes.

b) Fourniture :

- 16 Mirage III CZ
- 6 Hélicoptères Alouette
- un important stock de munitions 7,62 mm et 20 mm

Ce qu'ils ont dit :

Octobre 1970 : Le président Pompidou affirme au président zambien Kaunda : «que la France cessera de livrer à l'Afrique du Sud tout armement susceptible d'être utilisé contre le peuple sud-africain».

Ce qu'ils ont fait :

1971 : 6 hélicoptères franco-anglais, 150 Mirages-Milan (bombardiers d'attaque au sol) sont livrés.

1974 : Manurhin France fournit :

- 1) à National Machinery Suppliers de Pretoria, 12 machines pour fabriquer les cartouches 7,62. Coût du contrat : 4 286 400 francs.
- 2) à la Pretoria Metal Pressings, des machines et équipements pour la fabrication de munitions 7,62 et 5,56. Montant du contrat : 18 104 192 Francs

Ce qu'ils ont dit :

Avril 1975 : Valéry Giscard d'Estaing annonce au Zaïre : «L'interruption de toute livraison d'armes terrestres ou aériennes à l'Afrique du Sud... sauf les contrats en cours».

Ce qu'ils ont fait :

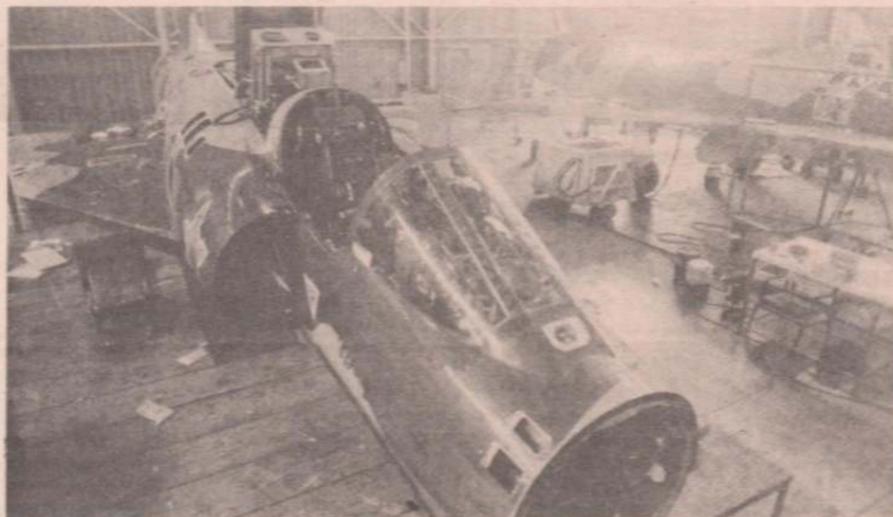
La France cède une licence pour la construction de 78 Mirage F1, et l'Afrique du Sud vend... des Mirage F3 à la Rhodésie. Le 4 août 1975, Manurhin signe un contrat avec l'Armements Board pour la fourniture de 495 000 cartouches.

Ce qu'ils ont dit :

Septembre 1976 : A l'Assemblée générale de l'ONU, le ministre français des affaires étrangères affirme que : «La condamnation de l'apartheid par le gouvernement français était si sincère qu'elle avait amené celui-ci à interdire désormais toute vente de matériel militaire à l'Afrique du Sud».

Ce qu'ils ont fait :

La firme Matra continue la vente des 120 lance-roquettes type F2, cônes de protection thermique associés. Contrat : avril 1976, livraison du 12^e au 24^e mois après signature !



Chaîne de montage de « Mirage F1 » près de Johannesburg

Ce qu'ils ont dit :

Février 1977 : V.G.E affirme au Mali : «Toutes les dispositions ont été prises, non seulement pour interdire toute nouvelle fourniture de matériel militaire terrestre ou aérien à destination de l'Afrique du Sud mais également pour s'assurer qu'aucune livraison ne puisse avoir lieu»

Ce qu'ils ont fait :

Le journal sud africain «Star» répond : «Il faut toujours faire une distinction entre ce que dit la France et ce qu'elle fait» La Thomson CSF continue à fournir les Man-Pack, matériel radio de transmission, indispensable à la lutte anti-guérilla, dont le contrat signé fin 74, s'élevait à 163 685 000 F.

Ce qu'ils ont dit :

24 Août 1977 : de Guiringaud, ministre français des affaires étrangères déclare : Depuis 2 ans, les fournitures militaires ont été réduites, et depuis l'automne dernier, le Président de la République a décidé un embargo total.

Ce qu'ils ont fait :

Cela n'empêche apparemment pas la firme Matra de continuer à fournir les missiles super 550 Magic, ni la Thomson CSF de continuer à développer une étroite collaboration dans le domaine électronique avec le ministère de la défense sud-africain. Et... il aura fallu attendre novembre 77 pour que, en principe, un embargo soit mis sur le matériel naval. Il est vrai que la France a déjà formé tant de techniciens sud-africains dans ce domaine que comme pour les chars, les munitions, les hélicoptères, les avions, l'Afrique du Sud... se lance dans la construction de navires de guerre !

UN EXEMPLE PARMI TANT D'AUTRES : COMMENT DÉTOURNER UN EMBARGO ?

Dernièrement à la foire du Rand (AFS) le très célèbre canon anti-aérien Oberlikon 35 mm, à visée automatique Radar, trônait à côté d'un hélicoptère Frelen flamboyant. La Suisse appliquant un strict embargo sur les armes, cela provoque quelques remous. Renseignements pris, c'est la filiale italienne d'Oberlikon qui a fabriqué et... vendu ces canons.

L'AFRIQUE DU SUD ET L'ATOME MILITAIRE

L'industrie nucléaire est le lieu où les contradictions politiques et stratégiques des impérialismes sont les plus inextricablement nouées.

L'exemple donné par le développement nucléaire de l'état sud-africain est ici particulièrement significatif, ce qui ne veut absolument pas dire que l'analyse de ce cas est valide pour d'autres états en voie de nucléarisation.

Il permet simplement de saisir à quel point les contraintes technologiques, la concurrence politique entre les impérialismes occidentaux, les données économiques, la stratégie des blocs et la nécessité du contrôle des pays fournisseurs de matière première participent simultanément à la définition des politiques de développement nucléaire et à la prolifération de l'arme atomique.

Et on ne doit pas se limiter à l'analyse technique de ces mécanismes dont l'objectif premier est, bien entendu, la conservation des

d'ailleurs participé à la réalisation de cette pile appelée SAFARI 1 et implantée à PALINDABA.

Il est indéniable que le combustible nécessaire à son fonctionnement, lequel a été fourni par l'USAEC, (U.S. Atomic Energy Commission) est suffisamment enrichi (93%) pour qu'on puisse le détourner vers un usage militaire (bombe A et H). Cela ne s'est probablement pas produit car d'une part les contrôles (safeguards) des USA sur ce genre d'opération sont très sévères et d'autre part la dépendance technologique et politique des Sud-Africains leur interdisait une action aussi spectaculaire.

En revanche ce matériau a pu servir à parfaire les indispensables expériences de neutronique fondamentales, point de départ pour le calcul de la géométrie et de la mise à feu de l'explosif nucléaire à l'uranium.

Alors qu'un réacteur plutonogène militaire fonctionne à basse température, sous de faibles pressions et avec un taux d'irradiation assez bas, un réacteur «civil», pour produire de l'électricité avec un rendement décent et non-suspect, doit avoir une technologie beaucoup plus élaborée, ce qui rejaillit inévitablement sur la durée des études et de la réalisation. Et puis, en prévision de l'avenir on a intérêt à paraître compétitif face aux concurrents et à consentir des sacrifices financiers non-négligeables.

De même, on peut produire assez rapidement de l'uranium enrichi pour la bombe en utilisant des procédés très voraces et peu performants, ce que firent les Américains pendant la guerre. Mais mener à bien la construction d'une usine d'enrichissement commerciale réclame beaucoup plus de temps et des investissements astronomiques. L'exemple d'EURODIF à Tricastin est là pour le prouver.

L'ALLEMAGNE est donc contrainte de prendre son temps, ce qui lui en fait gagner par rapport à la FRANCE qui, elle, consacre son potentiel scientifique à l'atome militaire. Par l'intermédiaire du Centre de Recherche Nucléaire de KARLSRUHE dont nombre de dirigeants ont d'anciens nazis notoires, elle jettera son dévolu sur l'ARGENTINE pour ce qui concerne le cycle qui aboutit au plutonium (l'Argentine n'a pas signé le traité de non-prolifération) et sur l'AFRIQUE DU SUD pour la production de l'uranium enrichi (l'Afrique du Sud ne l'a pas non plus signé).

Les opérations menées de front ont débouché en 1974 sur la mise en service commerciale du grand réacteur plutonogène à eau lourde de 320MWé construit par SIEMENS à ATUCHA en ARGENTINE et en 1975 à la décision de réaliser une grande usine d'enrichissement de l'uranium à PALINDABA en Afrique du Sud. Entre temps l'Argentine a été mise au fait de la technologie de l'extraction du plutonium dès 1968, date où y fut implantée une petite usine pilote fournie par KARLSRUHE. Et l'Afrique du sud a disposé d'une usine pilote pour l'enrichissement de l'uranium à partir d'avril 1971 à

PALINDABA, laquelle fut réalisée en étroite collaboration avec les techniciens de KARLSRUHE. Le prototype industriel n'est quant à lui, entré en service qu'en avril 1975. Voilà, en vérité, deux cadeaux royaux !!

L'AFRIQUE DU SUD est donc certainement en état de produire des bombes nucléaires à l'uranium 235 et même des bombes H si toutefois elle a de l'eau lourde et du tritium. L'ARGENTINE, elle, est capable de se doter de bombes au plutonium au rythme théorique d'une bonne vingtaine par an depuis 1974.

Mais l'arme n'est pas tout. L'état sud-africain, même nucléarisé, a besoin du soutien politique et militaire des puissances occidentales. Il va donc jouer le jeu : acheter des réacteurs et vendre de l'uranium.

Et comme c'est un état qui a de la tenue, il ne saurait se contenter de fournir de la matière brute. Là se referme la boucle : en achetant des réacteurs il acquiert des sources d'électricité énormes et concentrées, lesquelles sont indispensables pour alimenter la grande usine d'enrichissement projetée à PALINDABA ; et cette usine servira à transformer l'uranium naturel très abondant dans le pays on l'a vu, en combustible enrichi pour des clients européens et asiatiques (n'oublions pas le rôle du Japon qu'il faudrait analyser plus qu'on ne le fait).

S'intégrant au système nucléaire occidental en son point le plus sensible (la pénurie d'enrichissement est en vue pour le début des années 80 et celle de l'uranium pour 1990), l'état blanc sud-africain prend un bon de prolongation pour sa survie.

Pour ce qui est des réacteurs de KOEBERG vendus par FRAMATOME et qui doivent être réalisés avec l'aide des Japonais, il semble que le trust allemand KWU était le mieux placé quand le scandale du «don» du procédé d'enrichissement éclata en 1975. Forcé de renoncer l'ALLEMAGNE laissa le champ libre à la FRANCE, moins gênée politiquement que l'autre concurrent américo-hollandais. Il semble peu probable que la «vocation» de ces réacteurs soit le plutonium pour la bombe.

Je vais conclure en tentant d'élargir encore la vision du problème.

L'AFRIQUE DU SUD n'est pas seulement un réservoir d'uranium. C'est à l'instar d'Israël au Moyen Orient le porte-drapeau de la civilisation technologique occidentale et de l'idéologie américano-européenne en Afrique australe.

Elle occupe aussi une position clef entre ATLANTIQUE SUD et OCEAN INDIEN et constitue un bastion essentiel face aux percées sociétales et chinoises en AFRIQUE.

Ce qui paraît très grave et lourd de menaces pour l'avenir c'est que les contraintes d'une économie énergétique nucléaire, préférées à celles d'une économie énergétique du pétrole, du charbon ou du solaire, conduisent inéluctablement la FRANCE à jouer le jeu de l'impérialisme allemand.

Dans cette perspective l'EUROPE s'oppose à l'impérialisme économique et à la stratégie du bloc américain. Pour parvenir à ses fins elle n'a pas d'autre possibilité que de s'ouvrir des marchés et des sources de matières premières en assouvissant leur désir de puissance militaire, ce à quoi les Américains se refusent au delà d'une certaine limite, qui justement est nucléaire.

Ne pas être trop regardant quant à la non-prolifération, dont la stratégie militaire européenne n'a que faire, ça permet d'être exigeant pour les questions militaires, commerciales et politiques, surtout si le pays considéré ne dépend pas ou peu du blé américain pour sa survie. Ainsi en est-il avec l'IRAN, l'ARGENTINE, le BRESIL, le PAKISTAN, l'AFRIQUE DU SUD, et le ZAIRE.

On voit donc se constituer un ensemble très interdépendant à terme. Des antagonismes régionaux s'y expriment, FRANCE-ALLEMAGNE, BRESIL-ARGENTINE, par exemple. Certains éléments, comme le BRESIL sont franchement expansionnistes. Le nouvel ordre économique mondial en gestation n'est pas autre chose qu'une poudrière, et nucléaire de surcroît.

Seule une redéfinition sociale des objectifs politiques et économiques permettrait d'éviter un désastre en quittant cette voie insensée.

Yves Lenoir.

PRODUITS MINIERES (par ordre de rang mondial en 1975)	PRODUITS MINIERES pour lesquels l'AFRIQUE DU SUD se classe parmi les 20 premiers producteurs mondiaux (en milliers de tonnes sauf le Gaz Naturel en milliards de m ³ et de diamant en milliers de carats, l'or et le platine en kg)				
	1974	1975	1976 (p)	% Mondial 1975	Rang 1975
OR	758 559	713 447	713 390	52,1 %	1 ^o
MANGANESE	1 859	2 218	—	22,5 %	2 ^o
PLATINE	88 168	81 544	84 436	45,4 %	2 ^o
AMIANTE	333,27	354,17	369,84	8,6 %	3 ^o
URANIUM	2,7	2,5	2,7	13,0 %	3 ^o
DIAMANT	7 510	7 295	7 023	17,7 %	3 ^o
NICKEL	22,1	20,8	21,5	2,8 %	7 ^o
HOUILLE	65 018	69 921	75 752	2,9 %	8 ^o
PHOSPHATE	1 425	1 651	1 702	1,5 %	8 ^o
CUIVRE	179,1	178,9	213,8	2,4 %	10 ^o
ARGENT	83,9	95,9	87,7	1,0 %	12 ^o
ETAÏN	2,5	2,6	2,6	1,3 %	12 ^o
FER	7 220	7 686	9 803	0,8 %	12 ^o
SOUFRE	333	355	—	0,7 %	13 ^o
ZINC	37	70	81,6	1,1 %	20 ^o

structures et de la répartition du pouvoir, en général.

Que veut l'état sud-africain, porte parole des intérêts de la majorité de la minorité blanche en édifiant un complexe industriel nucléaire ? Que cherchent, au fond, les états occidentaux en lui en donnant les moyens ?

La réponse à la première question est au premier abord simple : Disposer d'un armement nucléaire avant tout autre état africain voisin et rendre, ipso facto, toute attaque frontale classique impossible.

En fait, rien ne presse. La menace intérieure est encore aujourd'hui bien plus tangible que la menace extérieure, et ce qui compte vraiment c'est peut-être d'avoir les mains le plus libres possible pour y faire face.

Historiquement on peut penser que si les Américains ont dès 1965 aidé efficacement les Sud-Africains dans leurs premiers pas nucléaires en leur fournissant les plans d'une pile-piscine à uranium très enrichi, c'est essentiellement parce que le flirt entre BONN et PRETORIA tournait déjà à la liaison durable.

L'Allemagne et la France ont

On peut rapprocher ce don du fait que les techniciens sud-africains avaient décidé dès 1960 de développer le procédé d'enrichissement de l'uranium par tuyère, lequel est un procédé allemand inventé par le professeur BECKER qui en a commencé l'étude en 1959 à KARLSRUHE.

La concurrence inter-occidentale est évidente. Le plus gêné à cette époque est bien l'état français qui, venant de «décoloniser», ne peut aller beaucoup plus loin que de contribuer à la formation d'ingénieurs atomistes sud-africains. Et puis les besoins nationaux en uranium sont encore faibles et ne paraissent pas devoir croître de façon importante dans le moyen terme.

L'ALLEMAGNE par contre a plus d'ambitions. D'un côté l'uranium lui fait défaut (alors que l'Afrique du Sud et la Namibie disposent de réserves considérables) et de surcroît, il lui est interdit de posséder un armement nucléaire sur son propre territoire. A cet égard, il faut tenir compte des délais extrêmement longs nécessaires pour le développement des expériences nucléaires apparemment «pacifique».

L'URANIUM ET LES DIAMANTS DE BOKASSA

Le 17 octobre 1977, l'Afrique du Sud a versé 60 millions de francs à Bokassa pour son couronnement. La France a également été généreuse, d'autant plus que ce sont des commerçants parisiens, fournisseurs du sacre, qui ont récupéré la plus grande partie de ces sommes. Pourquoi cette caution financière à ce qu'on a appelé la «napoléonade de Bangui». Parce que des capitaux sud-africains et français importants sont investis dans les mines de diamant de la République Centrafricaine et ont rapporté 48 millions de francs en 1976. Les petits cadeaux entretiennent l'amitié... il faut rappeler que Bokassa fut en octobre 1976 le seul chef d'Etat à avoir accepté de se déplacer pour les fêtes de l'«Indépendance du Transkei».

L'uranium de Bokassa intéresse également beaucoup les français ; après avoir différé la mise en exploitation du gisement de Bakouma jusqu'à la crise pétrolière, les sociétés françaises considèrent maintenant l'affaire comme rentable, à un tel point que Valéry Giscard d'Estaing lui-même a pris les choses en main : il confia à son cousin Jacques Giscard d'Estaing la responsabilité de l'affaire.

L'exploitation du gisement de Bakouma devrait commencer en 1980 «grâce à des capitaux français et suisses», nous dit «Le Matin» (5/12/77).

Il faut dire que Jacques Giscard d'Estaing n'est pas n'importe qui, il préside la Société des Mines du Niger, est administrateur de Framatome et directeur financier du Commissariat à l'Energie Atomique.

LA GAUCHE ET LA COLLABORATION NUCLEAIRE AVEC L'AFRIQUE DU SUD

En matière d'industrie, d'exportation de matériel et de technologie nucléaire, le moins que l'on puisse dire est qu'un gouvernement de gauche ne se trouverait pas devant un terrain vierge et neuf. Héritière du programme américanisé mis en place sous la présidence de Pompidou et poursuivi par Giscard et des velléités nationales (surgénérateur, usines de retraitement) prolongeant la période gaulliste, la gauche au pouvoir, quelle que soit sa composition devrait trouver sa voie au milieu des contraintes économiques nationales et de la domination de quelques multinationales sur un marché où la plupart des clients sont bien connus pour la brutalité de leurs régimes : Iran, Pakistan, Argentine, Corée du Sud, Brésil... et Afrique du Sud.

A propos de ce dernier pays, voici la position du Parti Socialiste que nous a exprimée Robert Chapuis : « En aucun cas, un gouvernement de gauche ne considérera acquise la livraison de cette centrale nucléaire à l'Afrique du Sud ». A son sens, pour des raisons à la fois économiques et politiques, c'est au sein d'un accord international entre les pays exportateurs de technologie nucléaire qu'une politique commune doit être trouvée : « Il sera difficile sur un plan national et international de développer des exportations sans discuter avec les américains ; c'est donc le problème d'une grande négociation des pays producteurs de technologie et de centrales nucléaires qui est en perspective ». Deux conditions sont proposées par le PS : un débat démocratique inter-

ne devra exister à la fois dans les pays exportateurs et dans les pays clients ; secondement il faudra qu'il soit bien clair que l'acquisition de matériel nucléaire soit destinée à ne poursuivre que des objectifs pacifiques. Le Parti Communiste quant à lui, estime contraire à l'honneur et à l'intérêt de la France, que notre pays porte sous quelque forme que ce soit la lourde responsabilité de doter l'Etat raciste de Prétoria de l'arme nucléaire. C'est pourquoi le PCF « exige du gouvernement français qu'il cesse immédiatement toute coopération avec la RSA dans le domaine nucléaire et qu'il mette immédiatement fin à toute livraison d'armes et à toute collaboration militaire avec le régime de Prétoria ». (L'Humanité 14-5-76)

Parallèlement il rappelle que le potentiel national nucléaire doit être mis en valeur et développé. « La France a les moyens de développer une large collaboration internationale et des échanges d'intérêt mutuel dans ce domaine. » Le PCF a toujours clairement affirmé son opposition à la dissémination de l'arme atomique et au rôle dirigeant des USA dans le domaine de l'exportation nucléaire.

Ces positions de la gauche se heurtent cependant à des contradictions que la table ronde a essayé d'explicitier ; rappelons en deux :

Les techniques américaines actuelles sont les seules que l'on puisse à la rigueur exporter sans vendre la bombe en même temps. Les techniques françaises actuelles par contre (usines de retraitement, surgénérateur) donnent la bombe en prime. En effet cela fait 6 ans que la filière française à uranium naturel a été abandonnée, conduisant la France à se spécialiser dans le champ le plus dangereux du nucléaire (celui qui permet le plus facilement d'avoir la bombe). L'Afrique du Sud dispose d'une partie des réserves et de la production de l'uranium de la planète. Tôt ou tard, le développement considérable de l'industrie nucléaire et la tension qui en découlera sur le marché de l'uranium permettront à la RSA de disposer de moyens de pression tels qu'un pays comme la France sera prise au piège et condamné à la collaboration avec Prétoria.

Dans dix ans, vingt, trente, cinquante pays peut-être auront la bombe ; pas le dernier modèle, sans doute, mais un engin suffisamment destructeur pour aggraver le nombre de problèmes internationaux. Le processus est déjà largement amorcé, et il faut bien le reconnaître, toute exportation de matériel ou technologie nucléaire en accélère la réalisation. Dans le gigantesque poker que jouent entre elles les grandes puissances et les multinationales, la France n'est guère armée ; une France à gauche ne le serait pas plus : après avoir abandonné une première technique française, la France vend des centrales américaines aux clients que ceux-ci veulent bien lui laisser.

Le projet Koeberg doit immédiatement être stoppé

Dans le contexte ainsi défini, nous devons poser des questions au PS et au PCF : Si ceux-ci viennent au pouvoir, mettront-ils tout en œuvre pour bloquer immédiatement l'exécution de la livraison de la centrale de Koeberg ?

- Ce qui impliquerait :
- Embargo sur le matériel nucléaire construit dans les entreprises françaises à destination de la RSA.
 - Rappel des équipes de techniciens et d'ouvriers travaillant actuellement sur le site de Koeberg.
 - Embargo sur la livraison des charges d'uranium enrichi.
 - Arrêt des achats d'uranium à la RSA.
 - Départ immédiat des ingénieurs atomistes sud-africains attendus à Bugey en Janvier 78. Cessation de

toute collaboration CEA-atomistes sud-africains.

- Cessation des prêts bancaires sans lesquels, la RSA peut difficilement financer l'achat de cette centrale.

- Mise en place des mécanismes de sanctions empêchant les firmes françaises de poursuivre la collaboration nucléaire avec la RSA.

Les forces de gauche ont l'intention de donner à la France une attitude nouvelle vis à vis du nucléaire au niveau international. Soit. Au risque de se répéter, rappelons cependant qu'une telle attitude aurait les plus grandes difficultés à concilier à la fois la généralisation, l'intensification de l'industrie nucléaire d'exportation secteur de pointe d'une part, et les exigences de la non dissémination et de la démocratie tant en France que dans les pays clients d'autre part.

De toutes façons, nous estimons qu'un gouvernement de gauche ne devrait pas pouvoir se dérober à une rupture radicale, totale et immédiate de toute forme de collaboration nucléaire entre la France et la RSA. L'ANC et le SWAPO n'ont-elles pas déclaré en juin 76 que la livraison de la centrale de Koeberg « place résolument la France du côté des ennemis de l'Afrique » et fait d'elle « l'ennemi le plus dangereux du continent africain ». L'ensemble des forces anti-apartheid en RSA attendent des forces progressistes de France la dénonciation de ce contrat. L'appel de Winnie Mandela n'est-il pas suffisamment clair ?

Dès lors comment se fait-il que le correspondant du Financial Mail, rendant compte de son entrevue avec un responsable du Parti Socialiste, ait pu retirer de cet entretien de si rassurantes impressions, voire satisfaisantes pour Prétoria, sur la poursuite de l'actuelle collaboration nucléaire France-RSA dans l'hypothèse d'un gouvernement de gauche ?

Ce journaliste, s'il enregistre la fermeté du Parti Socialiste sur des mesures réclamées par le mouvement populaire, comme le boycott des oranges Outspan, fait état d'une « flexible approach » que lui proposerait le représentant du PS dans le domaine industriel et nucléaire (cf Financial Mail).

De son côté Jacques Isnard, laissait clairement entendre dans Le Monde des 4 et 5/12/77 que des contrats officiels étaient en cours entre les pays acheteurs d'armements et la gauche française pour tenter d'obtenir des garanties. L'Afrique du Sud, qui n'est pas la plus mauvaise cliente de la France dans ce domaine, a-t-elle fait la même démarche au sujet des livraisons militaires et nucléaires ?

La position de la Campagne anti-Outspan est simple. Notre mouvement a toujours mené ses campagnes contre les relations France-Afrique du Sud à la demande expresse des organisations qui se battent sur place contre l'oppression de Prétoria. Notre rôle est de contribuer à créer un large mouve-

ment populaire hostile à la collaboration avec l'Afrique du Sud. La solidarité avec les jeunes de Soweto, de Guguletu, de Nyanga, avec les ouvriers de Durban, de Johannesburg et d'ailleurs, exige l'isolement économique international du pouvoir blanc. La puissance économique de ce dernier dépend en grande partie de quelques pays occidentaux, parmi lesquels la France figure en bonne place. La meilleure façon pour nous d'apporter notre soutien à la lutte de libération en RSA est donc de faire cesser toute relation France-RSA. Il faut se réjouir de ce que de plus en plus nombreuses en France, sont les personnes et les organisations qui font preuve d'une profonde détermination envers cet objectif.

C.A.O



DR

The French Industries are proud to have been chosen for the turnkey supply of the Koeberg nuclear power station

Overall view of typical French 2 x 900 MW nuclear power station

Les Industries françaises sont fières d'avoir été choisies pour la fourniture « clés en mains » de la centrale nucléaire de Koeberg.

LA FORMATION DE 40 ATOMISTES SUD-AFRICAINS EN ISERE

UNE quarantaine d'ingénieurs et techniciens sud-africains, accompagnés de leurs familles (soit 150 personnes environ), risquent de s'installer dès le premier janvier 1978 à proximité des sites nucléaires du Bugey, de Creys-Malville et des centres de recherche et entreprises grenobloises travaillant pour le nucléaire. C'est la suite logique du contrat signé en juin 76 entre la France et l'Afrique du Sud (pour la construction de la centrale de Koeberg - de deux réacteurs de 950 MWe - par un consortium composé de Framatome, Alstom et Spie-Batignolles).

Il s'agit essentiellement pour l'ESCOM (Electricity Supply Commission - équivalent sud-africain d'EDF) d'envoyer en France des techniciens déjà rompus à leur métier (car l'Afrique du Sud a déjà un certain passé en matière nucléaire !) afin qu'ils viennent parfaire leurs connaissances des différents éléments d'une centrale, et surtout exercer leurs réflexes au pilotage de ce type de réacteur. Pour cela, le site de Bugey est particulièrement indiqué, puisque s'y trouve un centre de formation du personnel des centrales nucléaires. Ce centre de formation d'EDF vient d'être doté, depuis quelques jours, d'un simulateur de fonctionnement, c'est-à-dire d'un tableau de bord identique à celui d'une centrale, et réagissant comme celui-ci, lorsqu'on provoque fictivement des incidents. Trois pays européens seulement disposent d'un tel engin : la Suède, l'Allemagne, et aujourd'hui la France. Réalisé par la société LMT (filiale de Thomson), il a coûté une vingtaine de millions de Francs. Il entrera en service le 9 janvier prochain. Le centre de formation de Bugey, outre la formation des techniciens français, a été officiellement créé pour former les personnels des pays auxquels la France vend des centrales nucléaires. La délégation sud-africaine a le privilège d'être la première délégation étrangère accueillie !

Pour les Sud-Africains, la région Rhône-Alpes est d'autant plus intéressante, qu'elle est particulièrement fournie en implantations nucléaires de toutes sortes (centrales, entreprises, centres de recherches, ...), où ils comptent effectuer stages et visites. Un représentant de l'ESCOM a donc recherché activement, ces dernières semaines en Isère, un lieu d'hébergement pouvant accueillir les ingénieurs et leurs familles. Le séjour prévu pour ces Sud-Africains devrait durer au minimum un an et demi (du 1/1/78 au 30/6/79).

Depuis la mi-octobre, date à laquelle a été connue la venue possible des ingénieurs sud-africains, l'action est engagée dans la région afin d'essayer de mettre en échec ce projet : autour de chacun des lieux envisagés pour l'hébergement des Sud-Africains (Vignieu, Villefontaine), une ferme opposition de la population locale s'est organisée. Les groupes CAO de la région (Lyon, Grenoble) ont cherché à favoriser le développement de l'action en fournissant aux comités qui se sont constitués sur place le matériel nécessaire pour l'information et l'action : documentation, brochures, film, panneaux - expos, affiches, ...

De Chapeau Cornu...

Le premier lieu d'hébergement sérieusement envisagé pour les ingénieurs sud-africains a été le château de Chapeau-Cornu à Vignieu (38), petit village situé entre le site de Malville et Bourgoin. Au moment où s'offre la possibilité d'accueillir les Sud-Africains (octobre dernier), l'association familiale qui gère le château est dans une situation financière catastrophique : elle est en cours de règlement judiciaire. Pour la majorité des membres du conseil d'administration (mais trois ont démissionné à la suite de la décision), c'est donc la bouée de sauvetage : l'ESCOM est prêt à y investir 4 millions de francs (actuels) et à assurer le fonctionnement du château pendant toute la période (nourriture, école, etc...) soit 3 autres millions en plus. Cependant, pour quelques membres de l'association cette décision est inadmissible, d'une part, parce qu'ils estiment que les objectifs culturels et largement ouverts de Chapeau Cornu n'ont

rien à voir avec ce genre d'accueil; et d'autre part, parce que pour eux il est nécessaire de condamner et de combattre toutes les relations, qu'elles soient militaires ou commerciales, que la France entretient avec le régime raciste d'Afrique du Sud.

Le samedi 29 octobre, deux anciens membres de l'association (Henri LARVARON et Hervé DERRIENNIC) organisent une réunion d'information à Vignieu, afin de pouvoir débattre du problème avec la population locale : une centaine d'habitants du village et des communes voisines y participent (ce qui est considérable). A la fin de la réunion, une motion est approuvée par les participants :

« Les habitants de Vignieu et des environs : - demandent aux pouvoirs publics de mettre dans les plus brefs délais tout en œuvre pour que le château de Chapeau Cornu reste un site pour l'accueil d'associations et continue à servir au développement culturel de la région. Ils demandent particulièrement aux conseillers généraux du département de l'Isère de mener jusqu'à son terme l'étude de l'achat du château par le département.

- tiennent à souligner que la commune est ouverte à l'accueil le plus large possible mais qu'ils ne peuvent accepter, même indirectement, de participer au développement du régime de l'apartheid en Afrique du Sud ».

Il est décidé de faire circuler une pétition dans la commune de Vignieu et les communes voisines, qui sera très massivement signée.

Parallèlement, les Conseillers municipaux de Vignieu se déclarent à l'unanimité

« opposés au projet de l'association familiale de Chapeau Cornu quant au type d'accueil qu'elle propose et formulent toutes réserves quant aux problèmes graves qui pourraient survenir en cas d'une telle implantation ».

Une projection du film « La dernière Tombe à Dimbaza » a lieu le jeudi 3 novembre à Vignieu, à laquelle assiste une grande partie de la population du village.

Au cours d'une réunion le 6 novembre à Vignieu, nous décidons (les personnes de Vignieu mobilisées, les groupes CAO et des groupes écologistes), de rencontrer partis politiques, syndicats, associations et municipalités, de les informer au mieux et de leur demander de manifester leur soutien à la décision du Conseil municipal de Vignieu. Une conférence de presse est organisée. Nous décidons également de faire imprimer une affiche contre la venue des ingénieurs sud-africains en France.

Mais, à la mi-novembre, nous enregistrons un premier succès, puisque l'association familiale de Chapeau Cornu annonce publiquement l'abandon du projet d'hébergement des 40 familles sud-africaines à Chapeau Cornu. Ce premier succès, bien entendu, ne règle pas tous les problèmes :

- un autre lieu d'hébergement a dû être recherché pour les Sud-Africains;
- la question de l'avenir du château de Chapeau Cornu reste posée.

A partir de cette période, ces deux problèmes sont séparés, puisque les actions qui doivent être mises en œuvre pour aboutir sur l'un et l'autre problème sont spécifiques.*



Photo Partinage

Un Bantoustan dans la région des mines d'or du Transvaal.

EMBARGO: "QUI ESSAIE-T-ON DE BLUFFER"

« Qui essaie-t-on de bluffer ?... Ce que nous pouvons fabriquer en Afrique du Sud, nous continuerons à l'obtenir du monde extérieur. Aussi longtemps que nous aurons l'argent nécessaire, nous trouverons toujours des sources d'approvisionnement » répliquait Peter Botha le ministre sud-africain de la défense, à l'annonce de la décision d'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud prise par l'ONU. L'Afrique du Sud est confiante, elle a atteint un taux important d'autosuffisance sur le plan de l'armement et puis, il existe bien des moyens de contourner un embargo ! La France en a déjà fourni de multiples preuves (voir article, « Ce qu'ils ont dit, ce qu'ils ont fait »).

Le gouvernement de Vorster s'est donné les moyens de prévenir un embargo en mettant la priorité sur le développement d'une industrie de l'armement sud-africain : en 1976 le budget de la Défense représentait 18 % du budget total avec deux milliards de dollars, soit une augmentation de 300 % depuis 1973. Selon les sources officielles sud-africaines, la République Sud-Africaine peut subvenir à 75 % de ses besoins en armes

(non compté le domaine naval). Pour les 25 % restant, Prétoria compte sur la complicité de certains pays occidentaux, et de multiples entreprises.

Un chercheur américain, Michael Klare, a montré comment les USA avaient utilisé les multinationales américaines pour contourner l'embargo de 1963 sur les armes : Ford a vendu la licence de fabrication des véhicules blindés de transport M 113 A 1 à la firme italienne Oto Melara. Celle-ci a livré 400 de ces véhicules à l'Afrique du Sud. La Cadillac (du groupe Generals Motors) a cédé la licence de fabrication des véhicules blindés de transport « Commando V 150 » à la firme portugaise Bavia qui, par la suite en a livré 300 au gouvernement de Vorster.

Et la France dans cet embargo ? Si M. de Guiringaud a réaffirmé devant l'Assemblée Nationale que la décision française de ne pas livrer d'armes à l'Afrique du Sud était irrévocable, mettant en avant la suspension de la livraison des deux avions et des deux sous-marins, il convient de remarquer que rien n'indique à ce jour que les fabrications sous licence (AMC, Mirage

missiles, munitions) soient remises en question. Rien non plus sur le contrat nucléaire, qui, s'il était dénoncé, le serait plus probablement actuellement du fait de l'Afrique du Sud que de la France. Or, il est stipulé dans le contrat que le consortium français devra fournir la première charge d'uranium enrichi. Dans la mesure où il pourra être utilisé à des fins militaires, ce contrat devrait, ipso facto, tomber sous le coup de l'embargo.

Rien n'indique non plus que des firmes comme CII Alcatel, Thomson CSF ont renoncé à la formation technique de personnel sud-africain, pas plus que le CEA qui entend former des ingénieurs atomistes à Bugey.

L'embargo sur les armes décidé par l'ONU et auquel les pays occidentaux ont donné habilement une grande publicité, n'aura en réalité que des effets très limités. Tout au plus, il aura permis à ces pays de se dédouaner face à l'opinion internationale qui exige depuis longtemps des sanctions, ce qui est le meilleur moyen de refuser toute autre forme de pression économique autrement plus dangereuse pour Prétoria !

... à Villefontaine

Le 18 novembre, on apprend par diverses sources que les 40 familles de Sud-Africains sont maintenant attendues sur la commune de Villefontaine (Isère, à une trentaine de kilomètres à l'Est de Lyon), l'une des parties de la Ville Nouvelle de l'Isle d'Abeau. Le lieu d'accueil envisagé est assez différent de celui de Vignieu, puisqu'il s'agit là d'une zone urbanisée.

Dès le 21 novembre, à l'appel d'un groupe de personnes décidé à faire échec à ce projet, une réunion a lieu à Villefontaine avec projection du film « La dernière tombe à Dimbaza ». La centaine de personnes qui ont répondu à l'appel (diffusé la veille au soir par tracts) se prononcent pour la constitution d'un comité.

Le 23 novembre, « Le Progrès » de Lyon publie un communiqué de la Fédération PSU du Rhône dénonçant le projet et révélant qu'un contrat a été signé entre l'Établissement public d'aménagement de la Ville Nouvelle (EPIDA) et les représentants de l'Afrique du Sud. Dans le même article, le directeur de l'EPIDA indique qu'aucun contrat n'a été signé entre les Sud-Africains et la Ville Nouvelle. « Celle-ci s'est contentée de faciliter aux Sud-Africains la recherche de logements » dit-il. Le directeur de l'EPIDA confirme donc qu'il y a bien un projet d'implantation sur Villefontaine, mais il ment quand il affirme qu'aucun contrat n'a été signé : il existe bel et bien un contrat signé le 10/11/77 entre l'EPIDA, représenté par Monsieur Jean MOREL - son Directeur général -, et l'ESCOM - représenté par Monsieur Johannès DU PLESSIS** (ayant reçu tous les pouvoirs le 31 octobre 77 du Directeur général de l'ESCOM). Dans ce contrat, l'EPIDA donne à l'ESCOM des locaux préfabriqués destinés à servir de bureaux et de salles de cours, locaux situés près du quartier des Roches à Villefontaine.

Le comité de non-accueil aux ingénieurs sud-africains (Maison pour Tous des Roches, 38 290 Villefontaine) est créé le 24 novembre. Il se réunit, se structure et engage l'action sur la Ville Nouvelle : l'affiche de la CAO, dont l'impression avait été décidée à Vignieu, est massivement collée dans les quartiers; des stands, des projections de film sont organisés; des contacts sont pris avec les élus locaux (mairie de Villefontaine, syndicat communal de la Ville Nouvelle), les partis politiques (sections locales du PS, PC, PSU), des syndicats et des associations. ▶

Dès le 25 novembre, le téléphone est installé dans les locaux loués par l'EPIDA aux Sud-Africains. Des négociations sont entamées entre l'ESCOM et les promoteurs pour l'attribution de logements.

Début décembre, à l'initiative du comité de non-accueil, un collectif d'organisations contre l'installation de représentants de l'apartheid à Villefontaine est créé sur la Ville Nouvelle, comprenant notamment le PCF, le PS, le PSU, la CGT, la CFDT, la CSCV, le syndicat de médecine générale, le groupe écologique. Ce collectif décide de faire signer une pétition par les habitants de la Ville Nouvelle, soutenue par la municipalité de Villefontaine. Il tient une conférence de presse le 9 décembre.

Le lendemain, on apprend par la presse (*Le Progrès* 10/12/77) qu'une association POUR l'accueil des ingénieurs sud-africains en France est en voie de constitution. Cette association prenant le nom de « Comité Barnard » (il faut savoir jouer sur la « popularité » de Barnard, surtout après les récentes émissions de télé), aurait pour objectif principal « dans la vieille tradition d'hospitalité française, de loger ces cerveaux et leurs familles chez l'habitant afin que le Dauphiné et la Ville Nouvelle en particulier ne soient pas un ghetto refusant les étrangers venant de pays non marxistes » (sic). Renseignements pris, l'initiateur de ce comité est un membre du Parti Républicain de la région, DAVID, professeur à l'Institut d'Études Politiques de Lyon, tristement connu pour les « billets » fascisants qu'il écrivait chaque jour dans le journal « *L'Écho Liberté* ».

Pour poursuivre et développer la lutte

Au moment où paraît ce numéro spécial sur la collaboration nucléaire entre la France et l'Afrique du Sud, où en sommes-nous ?

À l'initiative de la Campagne Anti-Outspan un syndicaliste sud-africain de la SACTU (South African Congress of Trade Unions) ZOLA N'TAMBO, doit venir spécialement de Londres les 20 et 21 décembre. À Villefontaine, il conduira une délégation auprès du directeur de l'EPIDA; il rencontrera également des responsables syndicaux locaux, ainsi que les Conseillers municipaux. Le 20 décembre au soir, il animera à Lyon une soirée d'information sur la collaboration nucléaire entre la France et l'Afrique du Sud, organisée par la CAO et le comité de non-accueil de Villefontaine. Cette soirée d'information est notamment soutenue par le MRAP et l'Union Départementale CFDT.

Sur Villefontaine, les interventions du comité de non-accueil sont très nombreuses : samedi 17 décembre encore, un cortège de voitures, contre la venue des ingénieurs, a sillonné la ville.

Il est évident que ce n'est que par une information complète et une protestation massive de la population de la région, des organisations politiques et syndicales, que nous aurons la chance de mettre en échec ce projet : la tâche est rude, puisque la formation des ingénieurs sud-africains est très directement liée à la livraison des deux réacteurs de centrale nucléaire par la France. En poursuivant cette action, en la développant encore, nous entravons sur un aspect essentiel les relations privilégiées qu'entretiennent les gouvernements français et sud-africain.

Si vous désirez participer à la poursuite de l'action : **CAMPAGNE ANTI OUTSPAN**, 68 rue Mercière, 69 002 LYON (2^e étage) - réunions tous les jeudis à 19 h. Tél. : (78) 92 80 51.

Comité de non-accueil aux ingénieurs sud-africains : Maison pour Tous des Roches, 38 290 VILLEFONTAINE.

* Actuellement, le château de Chapeau Cornu risque d'être mis aux enchères. D'un instrument socio-culturel ouvert à tous, il peut passer aux mains d'un particulier et être définitivement privatisé. Un comité de sauvegarde a été constitué le 26 novembre avec Hervé DERRIENNIC et Henri LARVARON 38 141 VIGNIEU, Tél. (74) 80 04 16).

** A ne pas confondre avec un autre Sud-Africain bien connu des militants de la CAO : Esau DUPLESSIS, exilé en Hollande, organisateur de la « Boycott Outspan Action Foundation » !

apartheid NON

APARTHEID-NON, publié par la Campagne Anti Outspan (Abonnement un an 35 F, 46 rue de Vaugrard, 75 006 Paris).

L'AFRIQUE AUSTRALE, C'EST :

Une oppression implacable par les pouvoirs blancs
Dans Apartheid-Non, vous trouverez les dossiers sur les contradictions au sein de la minorité blanche, sur la Namibie, le Zimbabwe, la répression blanche, les bantoustans...

La collaboration étroite entre des régimes proches du nazisme, le patronat et les gouvernements français

Dans Apartheid-Non, toutes les informations sur cette collaboration : ventes d'armes, Peugeot, CGE, firmes du bâtiment, coopération nucléaire...

La lutte de libération déjà victorieuse en Angola et au Mozambique) des peuples africains contre l'apartheid et l'exploitation

Dans Apartheid-Non, des interviews exclusives : Mouvements de la Conscience Noire, Mouvements de Libération, Syndicalistes, Radicaux blancs... et des études : luttes du prolétariat en Afrique du Sud, les métis...

La CAMPAGNE ANTI OUTSPAN mène depuis deux ans de nombreuses actions contre la collaboration France - RSA :

- contre la collaboration militaire et nucléaire
- contre les investissements français en RSA
- contre toute relation touristique, culturelle, sportive, diplomatique, entre la France et la RSA
- contre les Oranges Outspan et les autres produits importés d'Afrique du Sud.

Ses 80 GROUPES LOCAUX ont remporté plusieurs succès et réalisé un travail d'information considérable auprès de publics très différents : marchés, entreprises, lycées...

La Campagne Anti Outspan (CAO) diffuse un matériel complet d'information sur la RSA et ses liens avec la France.

Outre plus de 20 livres et brochures, signalons :

- montage audio-visuel
- 4 films 16 mm. :
- La dernière tombe à Dimabaza (55')
- Il n'y a pas de crise (30')
- Je m'appelle Johannes Louthombe (30')
- La fin du dialogue (55')

alternatives non violentes

ALTERNATIVES NON VIOLENTES se définit comme une revue de recherche et de confrontation sur la non-violence. Elle fournit régulièrement :

- des dossiers d'information sur les luttes non-violentes en France et à travers le monde en essayant d'en tirer des leçons pour nous : Inde, Afrique, Amérique du Sud, États-Unis, Larzac, Chavez, etc...

- des analyses de la violence structurelle de nos sociétés (militarisation, force de frappe, nucléaire civil, police, etc...)

- des entretiens avec des syndicalistes, des hommes politiques, des journalistes, etc., permettant de confronter la non-violence à la réalité politique d'aujourd'hui.

Abonnement : 30 F par an (6 numéros). CCP 29 15 21 U Lyon; 3 rue Lemot, 69 001 Lyon.

Deux numéros d'A.N.V. peuvent concerner plus directement ceux qui s'intéressent à l'Afrique du Sud : N° 18, article sur le boycott Outspan en Hollande (5 F) ; N° 24-25, un an après Soweto, et entretien avec Sikose Nji (de l'ANC) (7 F).

ÉCOLOGIE hebdo

ÉCOLOGIE-HEBDO, depuis sa création en janvier 1973 (sous la forme du bulletin ronéoté de l'Agence de presse Réhabilitation écologique, APRE), s'est donné pour but de faciliter la circulation de l'information entre les divers groupes et individus qui composent le courant écologique. Il n'est la propriété de personne mais constitue, au contraire, l'organe de l'ensemble du courant, et ce au sens large. Chacun peut s'y exprimer, les textes ne sont pas censurés. Ce fonctionnement permet à ceux qui luttent de faire connaître directement leurs préoccupations, sans avoir à passer par la plume toujours déformante du journaliste. De même, la lecture d'Écologie-hebdo offre à ceux qui se sentent concernés une vue directe de l'événement sur le terrain ainsi que de l'avance (ou du recul) de la réflexion. Elle permet également d'acquérir des connaissances et de réunir des informations sur des sujets aussi variés que complémentaires.

Écologie-hebdo, un instantané hebdomadaire de la (grande) mouvance écologique.

Disponible sur abonnement : 150 F un an, 80 F six mois, 45 F trois mois. Écologie-hebdo, 12 rue Neuve-du-Pâtis, 45 200 Montargis, tél. (38) 85 56 15



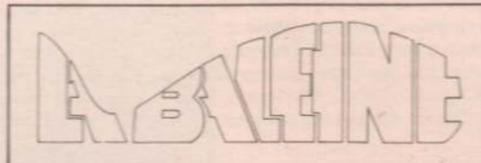
LA GUEULE OUVERTE - COMBAT NON-VIOLENT

est un hebdomadaire d'écologie politique et de désobéissance civile. Il ouvre chaque semaine ses colonnes à tous ceux qui n'acceptent pas l'inacceptable et sont de ce fait les premières victimes de la répression d'État (objecteurs de conscience et insoumis, écologistes, renvoyés de livrets militaires, prisonniers, femmes, ...)

Se définissant comme étant avant tout une caisse de résonance de toutes les luttes menées à la base, il donne par ailleurs de nombreuses informations sur l'écologie et la militarisation.

La Gueule Ouverte - Combat Non-Violent, BP 26, 71 800 La Clayette. Tél (85) 28 00 24. Télex ECOPOLE 80 16 30 F. En kiosque tous les jeudis. Prix 5 F.

Abonnements : 170 F à 250 F selon les revenus, 75 F pour les cas sociaux patentés, par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : Les Éditions Patras, BP 26 71 800 La Clayette.



LES AMIS DE LA TERRE, 117 avenue de Choisy, 75 013 Paris.

Les Amis de la Terre rassemblent dans le monde ceux qui s'efforcent de préserver, restaurer et utiliser rationnellement l'écosphère, tout en assurant à chacun un environnement conforme à ses besoins et à ses désirs. En France, à partir de la réflexion écologique, une centaine de groupes mènent campagne sur des objectifs locaux. Leur action s'étend à tous les domaines de la vie sociale et individuelle. Elle remet en cause aussi bien le système politique dominant que certaines pseudo-alternatives présentées par l'opposition. Elle est inséparable d'une lutte pour l'autogestion à tous les niveaux de la vie.

Adhésion aux Amis de la Terre :

membre adhérent : 60 F
membre donateur : 120 F
membre bienfaiteur : 500 F
cotisation réduite : 30 F

Abonnement au Courrier de la Baleine :

11 numéros 50 F
Tarif spécial pour les Amis de la Terre : 11 numéros 40 F

tribune socialiste

TRIBUNE SOCIALISTE : une autre façon de voir l'actualité.

* Ceux qui nous connaissent le savent : pour nous, qui avons un idéal politique, le socialisme se confond avec l'autogestion.

* Quelquefois, certaines personnes ignorent le mot, mais connaissent sa signification.

* Pourtant, il suffit de regarder autour de soi.

* De plus en plus, chacun veut décider de sa vie. Vous aussi. C'est normal. C'est ça au fond l'autogestion.

* Et Tribune socialiste - en abrégé « TS » - est le seul hebdomadaire d'opinion qui se réclame de l'autogestion.

* C'est pourquoi nous pensons que TS vous intéresse.

* Alors... Abonnez-vous à Tribune socialiste

Abonnement à Tribune socialiste, service abonnements, 9 rue Borromée, 75 015 Paris.

Tarifs : 1 an 130 F; 6 mois 70 F; soutien 200 F, par chèque à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.



LES MÉMOIRES D'UN ENRAGÉ

(suite)

Moi, alias M^{andrin}, suis maintenant en mesure de vous infuser mon train de phantasmes hebdomadaire. Pour ceux qui me prendraient en marche, faut préciser que voici quatre mois une tripotée de gens malsains (usurpant sans complexe des fonctions réputées jusqu'alors honorables) me bouclaient à Fleury-Mérogis sans tambour ni trompette. Cela, au nom d'une notion toute particulière de la Justice et, beaucoup plus grave, du peuple français ! Faut croire qu'on ne lui avait pas demandé son avis, à la populace (pour pas changer), et qu'elle n'a pas aimé ce genre de décision arbitraire pour qu'elle se déchaîne par un courrier monstre de protestations expédiées sans délai chez Poignard, mon juge d'instruction préféré. C'est donc à vous chers lecteurs que je dois cette perle qu'est la liberté ! Va falloir l'astiquer la mignonne mais surtout, et c'est la le plus dur, la conserver...

Bon, je reprends donc mes souvenirs, et vous résume les chapitres précédents : à la suite d'escapades incognito accompagnés de petits transferts de propriété, mes vieux trouvant la douloureuse chaque fois un peu plus lourde tirent la chevillette d'un juge pour enfants qui me case sans tarder dans un Centre d'observation, au Château d'Etry, près d'Arvet-Marne. Au départ, tout va très bien madame la marquise, mais voilà pas que l'envie de bouger me gratouille à nouveau la prostate...

POURQUOI considérer l'éducateur comme un flic ? La réponse est toute simple : c'est lui qui vous conduit en silence au réfectoire, qui éteint la télé au milieu d'un programme, qui ouvre les volets le matin, coupe l'électricité le soir. C'est aussi lui qui vérifie si vous vous êtes correctement brossés les dents. C'est encore lui qui gère votre pécule, bien plus souvent à sa guise qu'à la vôtre, etc, etc... Quant au directeur, il dirige l'éducateur. C'est le « Corbeau », le plus haï mais aussi le plus craint. Pourtant, il arrive que l'éducateur joue sur les règlements. Alors, on le qualifie de sympa, sans plus, ce qui est déjà beaucoup ! Car demain, pour peu qu'il ait surpris la main de sa femme dans la culotte du facteur, il ne renouvellera plus ses faveurs. Il arrive aussi à l'éducateur, lui même noté, de se faire taper sur les doigts par la direction pour avoir été trop cool. Le lendemain, il entrera de nouveau dans le système : son avenir en dépend. Alors les qualificatifs, hein, çavalse...

En principe, un éducateur digne de ce nom ne se permettra jamais de lever la main sur un gars dans un C.O., sauf s'il est en danger, cas très très rare au C.O.. C'est logique ! Un gars placé en Centre d'Observation y trouve en principe et comme son nom l'indique, en « observation », il n'est pas un sujet de défolement. Vous n'iriez pas, sous un prétexte quelconque, tabasser le gars à qui on vient de retirer un poumon...

Un Centre d'Observation ne doit pas suivre l'exemple de la maison de correction. Pourtant vous verrez par la suite, que je vous promets tumultueuse, que ces deux qualificatifs baissent sans pudeur ni contradiction sous l'œil cochon de dame grammairie. Mais n'anticipons pas.

Au C.O. d'Anet sur Marne, ces conventions traînent dans les chiottes avec d'autres facultatifs du même gabarit. Mais je dois admettre que j'y ai très peu assisté à de véritables bastonnades entre éducateurs et résidents. Cela s'est arrêté à de petites anicroches du genre baffes appuyées. Généralement, là comme ailleurs, ces incidents trouvent leur origine dans la fatigue accumulée de l'éducateur qui n'arrive plus à supporter qu'un tel continue à foutre la merde après plusieurs interventions. Le boulot d'un éducateur est exténuant, parfois même dangereux dans certains endroits et les résultats ne sont pas apparents : si cela porte des fruits, il faut attendre de longs mois pour les apercevoir. Bien souvent, ils n'en ont pas le temps : changement d'établissement, licenciement, sortie du gars. Ceci peut expliquer cela. Des éducateurs finissent parfois en dépression nerveuse.

Aujourd'hui, ils ont recours à des techniques de psychologie moderne du genre privation de sortie en famille, de sortie cinéma, de télévision, de disques, de pécule, d'accès à la salle de jeux, blames collectifs, toutes ces choses qui prennent très vite de l'importance dans ce cadre de

dépendance totale. Ils cherchent aussi beaucoup plus à atteindre la personnalité, la fierté de l'individu que le châtimement corporel. Ils nomment ça la « punition à froid ». Terminé, le temps où, à l'abri derrière de hauts murs, des cinglés tabassaient à mort des mômes de dix piges et les enterraient, comme des clébards, dans un discret jardin fleuri de pensées...

Lorsque tout ceci ne suffit pas, ils envoient le mec au directeur qui se chargera de le calmer suivant deux moyens : la discussion ou la force (de frappe). J'ai remarqué que notre dirlo employait plus volontiers la seconde solution, ne serait-ce que pour garder la main, en souvenir des temps glorieux où, jadis, il convoitait le titre de Champion de France en boxe amateur. Cela servait aussi d'exemple pour les amateurs de bordel. Généralement, après chaque accrochage survenu entre un éducateur et un mec, il n'était pas rare qu'une séance chez l'éducateur suive quelques jours plus tard.



Lorsque vous êtes admis dans un Centre, n'importe lequel, c'est à celui qui vous en racontera le plus pour vous épater. A les entendre, c'est tout juste s'ils n'ont pas cambriolé l'appartement d'un milliardaire, bu son meilleur whisky, empoisonné son chien, violé sa femme, enlevé sa fille, esquinté sa Rolls, donné congé à la bonniche et délaissé la belle-mère. D'autre part, vous remarquerez que c'est toujours connement qu'ils se sont fait baiser...

Tout n'est qu'extravagance. Et le plus comique, c'est que vous vous laissez prendre au jeu, par orgueil. Vous y allez aussi de votre couplet : « Moi, j'ai... ». C'est généralement sur ces racontars que se basent les amitiés entre adolescents. Car chacun y croira ce qu'il voudra, y découvrira sa part de rêve.

On peut aussi discerner des groupes ou clans, avec leur chef, admis ou non. Y a des groupes où le noyau est un rigolo, d'autres un intellectuel, mais c'est le plus souvent un caïd. Les éléments évoluent autour de ce noyau et l'admettent soit par crainte, soit pour le détrôner à la première occasion, ou bien encore par sincère admiration. Restent, bien sûr, les indépendants. Ceux là ne se rattachent à aucun groupe, si ce n'est occasionnellement. Ce

sont des loups solitaires. Un groupe peut encore se former sans dirigeant, simplement par association de goûts communs, d'idées, de caractères ou de mecs.

La relation garçon-garçon varie selon les circonstances. Dans un conflit opposant un éducateur à un copain, la solidarité joue toujours. A table, c'est pourtant chacun pour soi. On retourne à l'âge de pierre. Si vous êtes placé du mauvais côté, faudra vous apprendre à vous serrer la ceinture, par contre, il est toujours intéressant d'être copain avec le cuisinier.

Lorsqu'un vol est commis dans un dortoir et que le coupable se fait prendre la main dans le sac, il passe devant un « tribunal » constitué de ses camarades qui décident des peines applicables en la circonstance. L'éducateur (de qui vient l'initiative du tribunal) est présent à titre d'observateur. En général, les peines sont du genre une semaine de lavage de chiottes, de vaisselle, corvées que chacun cherche à éviter.



Lorsqu'une faute grave est commise, la répression en chaîne s'organise. Il est intéressant de remarquer que la direction incite les gars à la délation, en infligeant des punitions collectives qui seront levées si le coupable « se dénonce ». Un exemple : un dimanche soir, Rivière et Boule de Neige vinrent me soumettre le projet de cambrioler la menuiserie pour y dérober les boîtes de chewing-gum qu'ils revendrait ensuite dans leur cité HLM (le gouvernement français de l'époque échangeait des fringues pour les kibbouts israéliens contre des chewing-gum provenant sans doute des Etats-Unis. Ceux-ci servaient de récompenses pour les gars du C.O. dont la réserve du magasin d'alimentation, annexe au château, en entassait trois tonnes). Pour moi, dont ce fut le premier cambriolage, je n'étais pas chaud dès le départ. Mais, comme aurait dit Tchernychevski, que faire ? D'un côté, je ne pouvais me dégouffler aux yeux de deux mecs que je tenais uniquement par la frousse que je leur inspirais. D'un autre côté, commettre un cambriolage, foutre à nouveau ma merde dans le C.O., ce n'était pas pour me déplaire... Ce C.O. qui, même s'il me plaisait au départ, devenait au fil des mois de plus en plus oppressant. Depuis peu, une alternative s'imposait à moi : ni le C.O. ni les parents, ma vie, tout simplement. Ni dieu ni maître, une vie simple, retranchée au milieu des bois, loin de tous ces cons ! Si on me le refusait, je sèmerais la panique partout où je le jugerais bon... Rêve utopique, comme vous le verrez par la suite.

Je ne cherche pas d'excuses. J'ai pour habitude de ne jamais regretter ce que je fais, à quoi ça sert ? Je vous développe simplement ma façon de penser du moment. Il ne me restait qu'une solution : la révolution ! Apolitique, évidemment, à cette époque cela ne me concernait pas, et à mon niveau. Simple combat. Celui pour ma liberté...

Donc, après quelques instants d'hésitation, je suis d'accord. Tout le monde regardait la télévision, sauf nous trois. Dans l'obscurité de la salle, personne ne remarquait notre absence. Le film, on l'avait déjà vu : la fameuse histoire du

crocodile qui avait bouffé un cannibale qui avait bouffé un missionnaire qui avait bouffé un document secret...

Du château à la menuiserie, deux cent mètres. Derrière moi, j'entendais Boule de Neige claquer des dents et la fraîcheur de la nuit n'y était pour rien. Rivière avait opté pour la menuiserie pour sa facilité de pénétration par rapport aux autres ateliers. Il sortit de sa poche un rouleau de sparadrap, en découpa de larges bandes qu'il colla sur un carreau de la fenêtre. Celui-ci en fut bientôt recouvert. Rivière ramassa alors une pierre et la frappa violemment contre la vitre. J'eus l'impression que même à Marseille, les sourdiques auraient pu l'entendre. Pourtant, personne ne se manifesta. Rivière me fixa, un sourire vainqueur aux lèvres. Je l'imitai, masquant ainsi ma frousse. Boule de Neige, dont les nerfs craquaient, retourna au château en courant. Il ne restait plus à mon complice qu'à ôter le sparadrap de la vitre. Les débris de verre l'accompagnèrent, collés au tissu adhésif. Malin, le gars... Il passa ensuite le bras dans l'ouverture ainsi pratiquée et actionna l'espagnolette. La fenêtre s'ouvrit et nous pénétrâmes à l'intérieur du bâtiment. Rivière se dirigea droit sur une armoire fermée à clé. Avec un canif de poche, il crocheta la serrure qui s'ouvrit... Pendant qu'il travaillait pour la bonne cause, je regardais Rivière d'un œil nouveau : quel calme, quelle maîtrise dans l'action ! Je l'enviais. Après avoir fouillé l'armoire et emballé une dizaine de boîtes de quarante paquets de chewing-gum chacune, il referma la porte du meuble avec son canif, ainsi que la fenêtre une fois que nous fûmes dehors.

Entre la menuiserie et le château (deux cent mètres, ça n'a pas changé), se trouvait un donjon artistique, en bois, monté sur pilotis qui abritait un vieux baby-foot. C'est là dessous qu'il dissimula notre butin, des buissons protégeaient la cachette d'éventuels regards indiscrets. Une fois tout en ordre, nous regagnâmes la salle de télévision.



Le lendemain matin, tous rangés dans la petite cour, le directeur nous tint ce langage.

- Les sorties en week-end et les pécules sont suspendus jusqu'à ce que le coupable se dénonce ! Une rumeur vengeresse gronda. Ce fut Hayes qui organisa la milice. Pour éviter les soupçons, je me mis à ses côtés, Rivière et Boule de Neige, fidèles à leurs habitudes se tirent à l'écart du mouvement. Ils furent vite repérés par Hayes. Quelques gros bras du quartier des grands les cognèrent et Rivière avoua son méfait, ainsi que la cachette du butin. Il fut conduit au bureau du directeur qui le boxa à son tour. Moi, j'étais dans mes petits souliers. Lorsqu'il sortit du bureau le nez en sang, je compris qu'il n'avait rien dit.

(à suivre)

MANDRIN

Un élève soulagé

Après trois années passées à l'École des Pupilles de l'Air (EPA) de Grenoble, je peux enfin m'exprimer, et apporter mon témoignage à l'embrigadement de la jeunesse allant de pair avec la militarisation de notre société. Je pense continuer ainsi l'action entreprise par mon ami Jean René Quinard et par le Collectif d'Anciens Engagés duquel je fais partie. L'EPA est une école militaire où l'on rentre sans consours et sans contrat à souscrire, en principe réservée aux fils d'aviateurs tués ou aux fils de familles de militaires présentant un cas social ; en fait, une quantité d'externes était des fils de fonctionnaires, d'officiers en activité ou de cadres de l'école. Les garçons peuvent y entrer à 11 ans et en sortir à 18 ans. On peut s'imaginer l'impact de cette institution militaire sur un adolescent qui passe sa jeunesse en uniforme et au contact avec l'armée et avec tout ce que cela implique.

L'élève connaît les «joies» du pensionnat (chambres de 75 élèves une douche pour 22 élèves en moyenne, jamais d'intimité possible), et les «joies» militaires qui «feront de toi un homme» (organisation des élèves en compagnies, port de l'uniforme, revue du paquetage, coupe des cheveux «propre et régulière», vénération du drapeau, défilés, respect du chef qui est un sous-officier pudiquement dénommé «éducateur», élèves «de semaine» chargé de la discipline)

Les «activités culturelles» (association 1901 au sein de l'école) comportaient des ateliers (photo, etc) ainsi que des conférences-débats sur des sujets bien orientés tel que le parachutisme, les sous-marins nucléaires. Les lectures étaient censurées : on m'a par exemple interdit «l'immoraliste» de Gide et «Les Paradis Artificiels» de Baudelaire ; par contre on m'a autorisé «Vinoba» de Lanza del Vasto, sans doute par ignorance de l'officier chargé de la censure. Les motifs de punition étaient très variés suivant qui les donnait et qui les recevait ; cela pouvait aller des chaussures mal cirées à la «parole déplacée» ou à la mauvaise note en interrogation en passant par «agitation dans les rangs». Le régime répressif allait de la «retenue» (privation du sport le mercredi après-midi pour une «joyeuse ballade de 10 kilomètres» le long du Drac), à la «consigne» (du samedi 16 H au dimanche 19 H, travail scolaire supplémentaire, corvées de balayage, marches le long du Drac

Le ramasse miettes

La guerre islamique

Le 13 juin 75, dans un discours remarqué, Brejnev évoquait «une arme encore plus terrible que l'arme nucléaire». Trois jours après, le directeur adjoint de l'Agence de contrôle des armements des USA et l'ancien directeur du service hydro-météorologique de l'URSS avaient des entretiens à Genève pour examiner les mesures à prendre ne vue de bannir toute recherche de modification de l'environnement à des fins militaires, dont la Commission sur les Désarmements venait de recenser les techniques.

Ce sont : génération, dispersion de nuages et de brouillard, fabrication de grêle, modification du champ électrique, tempêtes destructrices sur commande, modification du climat, transformation de l'ionosphère, modification des paramètres physico-chimiques des océans, pollutions radioactives, déclenchement des tsunamis, tremblement de terre, destruction du pouvoir végétal, avalanche, glissements de terrains, modification des zones de permafrost, débordement ou assèchement des rivières, réveil des volcans...

On pensait généralement que les techniques touchant aux tsunamis, seismes, volcans étaient inaccessibles et que personne n'était prêt à effectuer de telles expériences. Il semble bien que les soviétiques et les américains s'intéressent depuis longtemps aux méthodes qui permettraient d'induire des séismes. La précipitation avec laquelle les 2 grands ont demandé l'interdiction est peut-être une sorte de bluff politique international. Bluff entre eux alors qu'ils sont depuis des années lancés dans une fantastique course aux armements nucléaires. Ou bluff vis à vis des autres nations afin de faire oublier justement cette escalade. Mais cela pourrait être aussi la preuve que les recherches ont effectivement abouti à des résultats précis. Or ces technologies permettant des destructions massives sont vraisemblablement très simples et à la portée de n'importe qui : si elles venaient à se développer s'en serait fini de l'hégémonie nucléaire des deux grands.

Source : Revue La Recherche n° 77

Cette rubrique est alimentée par le courrier reçu de nos lecteurs qui ne trouve place dans aucune autre rubrique existant actuellement. Les auteurs n'y retrouveront sans doute pas la longueur initiale de leurs lettres ou de leurs dossiers, ni la prose de leur propre style ; mais qu'ils sachent que tous les sujets retenus ont éveillé un écho certain chez nous, et assez puissant pour paraître dans nos colonnes en attendant, peut-être, un reportage ou un dossier plus fouillé.

sans parler et sans mains dans les poches, coupure totale de relations avec tous les copains). Même pour l'élève qui ne contracte pas un engagement lors de son entrée à l'école, le cadre militaire est pesant. Pour moi il est devenu insupportable : après deux mois complets d'enfermement total dans cette école, après brimades sans nombre, j'ai assisté à mon jugement grotesque ; le président de séance était un colonel, l'avocat un adjudant, comme au TPFA. Les décisions étaient prises sans aucun doute avant l'ouverture de la «séance». Et j'ai finalement été exclu de l'école. Ouf !

Voisin invivable

J'ai le triste privilège d'être le citoyen le plus pollué de France, une couche sociale qui semble être ignorée de tous puisqu'elle n'était pas représentée à l'Élysée le 14 juillet.

Une plate-forme de chimie s'est installée sous les fenêtres de ma maison en Béarn. Depuis 2 ans, je me bat seul sans aucun résultat et je vis cruellement le contraste grotesque entre les promesses du gouvernement, la législation actuelle et la réalité. Toutes mes lettres aux autorités sont restées sans réponses et la dénonciation des pollutions criminelles dont je suis victime reste sans effet. Ci-joint la copie de la deuxième lettre que j'ai adressée à Monsieur le Président de la République.

objet : Installation d'une plate-forme de chimie de première classe près de ma maison d'Os-Marsillon-mourex 64150 (Béarn). Conséquences : pollutions excessives et dangereuses, risques mortels.

En 68, j'achète un terrain et y fait construire ma maison. En 75, la SOBEGI, dont M. Serise votre conseiller est président, décide d'installer sur les terrains attenants à ma maison une plate-forme de chimie (PVC, Cosmétiques, Aliments pour bétail. Chaîne classique comme à Seveso.)

Les risques sont : stockage de produits excessivement dangereux, fabrication (qui peut le savoir au juste ? celles axées sur la production et le gain), manipulations (erreurs par facteurs humains, mécaniques, chimiques, électriques), bruits (nuit et jour sans arrêt), lumière (projecteurs toute la nuit, impossible de dormir comme autrefois), rejets journaliers par cheminées surplombant mon jardin, empoisonnement de l'eau de consommation qui alimente ma maison ; il s'agit d'une source souterraine, à présent polluée par remplacement de la couche naturelle protectrice (terre compacte plus argile, plus terre avec cailloux avant la nappe phréatique) par des milliers de mètres cubes de cailloux pour édifier un bassin à ciel ouvert de produits toxiques (récupération des déchets liquides avant expulsion dans le gave de Pau). Par fortes pluies et à la fonte des neiges, obligatoirement, le bac déborde !

Puis-je espérer, Monsieur le Président de la République, qu'enfin quelque chose soit fait, tout d'abord pour sauver notre source, ensuite pour solutionner tous les problèmes que cette agression criminelle de la SOBEGI et Cie a entraînés. Veuillez agréer, M, le P. de la R.....

Les lettres sans nom ni adresse de leurs auteurs que nous recevons à cette rubrique nous posent des problèmes pour mettre en relation directe ceux-ci avec leurs contradicteurs. Nous ne voyons pas d'autres solutions que l'indication des noms et adresses en tête de vos lettres, articles et dossiers. Bien sûr, votre anonymat dans ces colonnes reste la règle dès que vous nous le demandez.

COURRIER

Nous, travailleurs

Je n'ai rien contre les petites bêtes et les fleurs, je les laisse vivre et mourir en paix, je suis trop occupé à défendre ma vie contre la classe au pouvoir.

Asselin peut dire merci à Jean-Philippe Grillet, ce fonctionnaire de la Direction Départementale Aménagement du Territoire pour les petites bêtes et les fleurs. Ils font tous deux partie de la race des privilégiés, de la race des seigneurs, petites bêtes et fleurs sont protégées pour le plaisir de ces seigneurs.

Nous, travailleurs, habitants de la zone limitrophe du Parc de la Vanoise, nous voyons arriver cette espèce destructrice, cadres, techniciens supérieurs et écologistes enfants de bourgeois qui vivent sur notre dos avec le capital de leurs parents. Bientôt, à l'approche de Noël, nous ces doriphores vont s'abattre sur nos champs de neige, causant de gros ravages. Pendant ce temps,

des travailleurs des villes, gens de notre espèce, continuent à lutter pour la vie, bien loin des petites bêtes et des fleurs qu'ils ne verront probablement jamais.

Travailleurs du monde rural et travailleurs des cités urbaines, nous savons que toutes les bêtes et toutes les plantes nous sont utiles. Nous savons aussi que la seule façon de protéger petites bêtes et fleurs, c'est de faire disparaître de la terre la seule faune inutile : la race des seigneurs. Lorsque notre seul ennemi commun, la classe des exploités n'existera plus, alors plantes, bêtes et humains pourront vivre en harmonie.

Je vous ai déjà écrit une fois au sujet de Malville et la non violence, ma façon d'être non violent n'avait pas trouvé dans votre journal, car nous n'avons pas les mêmes conceptions de l'écologie. Mais vous saurez au moins que, luttant contre vous, d'autres se soucient de la vie sur terre et même de la vie de l'espèce humaine

Adrien Duchozal

Heureux

Je crois qu'une campagne incitant tous ceux qui peuvent (habitants des campagnes ainsi que les propriétaires de pavillons de banlieue) à se réunir et mettre leurs idées, leurs efforts, leurs heures libres en commun afin d'installer le plus d'éoliennes et de capteurs solaires possibles en marche. Si l'on parvenait à ce que le quart des habitants des villages parviennent à se passer d'EDF, quelle victoire ! Je crois que cela serait la meilleure façon de lutter contre les centrales nucléaires. En plus cela rendrait heureux tous ceux qui auraient participé : agir sans l'angoisse de la bagarre des manifs, construire, faire œuvre utile, rien de tel pour se sentir bien dans sa peau.

Maria Callico

NDLR C'est exactement le projet écologie N+1 qui est décrit là. Rappelons que c'est à chacun de le mettre en œuvre dans son éconiche.

les taulards de Malville

Vous n'avez pas encore écrit à Patrick Bunoz et Joel Larrivé, toujours en taule à Lyon pour avoir tenté de faire sauter la clôture du site de Malville ? Revoici leurs adresses : Patrick Bunoz, prison St Joseph, 12 quai Perrache 69 Lyon et Joel Larrivé, prison St Paul, 33 cours Suchet, 69272 Lyon. Comité de soutien, Martine Fessler, 3 rue du Tribunal 38300 Bourgoin-Jallieu, cpte bancaire ou C.A. numéro 52 11 807 0000. On vous donnera prochainement l'adresse du juge d'instruction pour les faire sortir plus tôt... En attendant, écrivez donc à Marie Josée Labrugères, en taule après l'action «antinucléaire de Noël» aux «Dames de France» de Grenoble. Maison d'arrêt de Chambéry, 73000 Chambéry.

SUR LE TERRAIN

CALENDRIER DES REGIONS

13

NAISSANCE D'UN GROUPE. Sur Istres et ses alentours un comité écologique vient de se créer. Adresse : Anne Fournier, Les Cyprès N° 4, route de Miramas, 13800 Istres.

ÉCOLOGIE 78 A MARSEILLE

Après avoir précisé sa plateforme le collectif marseillais maintenant prépare des actions sur le terrain. Les assemblées générales sont ouvertes à tous ceux qui veulent participer et se tiendront un jeudi sur deux, c'est à dire les 5 et 19 janvier, les 2 et 16 février, le 2 mars, à 20 h 30 à la salle de conférence de la faculté des sciences de St Charles.

Amis de la Terre de Marseille, 7 boulevard National 13001 Marseille.

AMIS DE LA TERRE - COOPÉRATIVE

Le groupe AT de Salon vous signale l'adresse de son local : 120 rue du Bourg Neuf à Salon. Une coopérative devrait démarrer courant janvier. Pour les intéressés une réunion aura lieu le vendredi 13 janvier au local à 20 h 30.

21

ÉCOLOGIE 78. Débat à propos des prochaines législatives le 11/01/77 à 20 h 30 à l'Hôtel des Sociétés, rue Dr Chaumier, Dijon. Contact : Josette Rabiant, 3 rue L. de Vinci, 21000 DIJON.

ANTINUCLÉAIRES de Dijon et de la région rejoignent le Comité Dijonnais d'Information Nucléaire qui organise une campagne d'autoréduction 15 % des factures EDF. La prochaine réunion est le vendredi 6 janvier à 20 h 30 à l'Hôtel des Sociétés, 7 rue Chaussier, 21000 Dijon. Pour plus de renseignements, contacter Martine Rebours et Patricia De Cuyper, 3 rue du Carroussel, 21000 Dijon.

24

ÉCOLOGIE 78 EN DORDOGNE. Un groupe Ecologie 78 s'est créé en Dordogne avec pour but d'étudier les candidatures possibles sur le département, ainsi que les problèmes matériels qui en découlent. Ce groupe est issu des luttes sur le terrain pour la protection des espèces et l'environnement, contre le nucléaire, les pollutions, etc... Adressez-vous aux correspondants locaux :

- pour Bergerac Marc Bonnier, 2 rue d'Albret, 24100 Bergerac.
- pour Sarlat Jacques Bonet, « Lasserre », Sireuil, 24620 Les Eyzies.
- pour Nontron Michel Coustillas, St Sulpice de Mareuil, 24 340 Mareuil.
- pour Périgueux Jean-Marie Michel, « La Côte », 24190 Neuvic/Isle.

COORDINATION

Le CLIN de Dinan invite les CLIN ou groupes éco de la région à se réunir, afin de coordonner différentes actions, le jeudi 5 janvier à 20 h 30 au centre médico-social de Dinan.

31

POUR UNE AGRICULTURE ÉCOLOGIQUE. Conférence débat diaporama organisée par l'Association Toulousaine d'Écologie, et Écologie 78, Mardi 17 janvier au Sénéchal 17 rue de Rémusat, Toulouse, avec Pierre Gevaert Agrobiologiste et d'autres agriculteurs.

37

ANTI OUTSPAN A TOURS. La saison des oranges se termine. Le père Noël n'emmené dans sa hotte que des oranges espagnoles mais en Afrique Australe les majorités noires subissent toujours la politique criminelle de l'Apartheid. Face à la collaboration de la bande à Giscard notre lutte doit s'accroître et dépasser le boycott des oranges Outspan.

La permanence du collectif a désormais lieu chaque mardi de 18 h 30 à 20 h au 10 rue Jean Macé.

38

FESTIVAL DU FILM ÉCOLOGIQUE. Deuxième festival du film écologique organisé par la FRAPNA à Grenoble (Maison de la Culture), du 15 janvier au 26 février. Au programme notamment : « Nucléaire Danger immédiat », débat avec Louis Pulseux. Lettre Paysanne de Saki FAYE, débat avec René Dumont. Minamata, film japonais, débat avec G. Klein.

FÊTE ANTINUCLÉAIRE

Elle est organisée par le comité Malville de la Tour des Pin et l'Association Nature et Soleil de St Clair de la Tour. Vendredi 20 : Jean Kergrist, le clown atomique. Samedi 21 : dans la journée, montages, animation avec les saltimbanques et des musiciens. Le soir, Steve Waring, un chanteur que l'on ne présente plus. Dimanche 22 : toujours de l'animation, à partir de 17h 30. Olivier Cabanel et sa troupe (un ex membre des PADYGRO qui a fait son chemin tout seul). Mandragore, un groupe folk qui monte, qui monte... Steve Waring et Cabanel vous présenteront un 45 tours qui sera tout fraîchement sorti.

Tous ces spectacles auront lieu dans la salle des fêtes de St Clair de la Tour. (trois kms de la Tour). A cette occasion, un appel est lancé aux groupes qui possèdent montages, films, diapos, pour venir y participer gratuitement. Possible de prévoir hébergement si vous écrivez. Contacter Liliane Laffont, 28 rue René Duchamp, 38110 St Clair de la Tour.

NUCLÉAIRE ET SANTÉ

Séance d'information destinée aux professionnels médicaux (pharmaciens, médecins, infirmiers, dentistes, etc...) : le jeudi 12 janvier à 19 heures, à l'Hexagone de Meylan, rue des Aiguillards.

Projection du film « Voyage dans les centrales de la Terre » primé au festival du film de Grenoble. Exposé du Docteur Brière du laboratoire des isotopes au Centre Hospitalier de Saint-Étienne. Débat avec des scientifiques grenoblois. Entrée libre. Buffet froid.

Amis de la Terre de Meylan, Château de Rochasson, 38 MEYLAN, (76) 90 31 06.

ÉCOLOGIE ET SKI DE FOND

Stages faits en collaboration avec la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature, 22 rue Saint Laurent, Grenoble.

Déroulement : matin cours de ski de fond, avec moniteurs ; après-midi randonnées à ski ; soirée réunion sur le thème du stage.

Stage N° 05 « Malville » le nucléaire, à Vassieux en Vercors, 38, Centre UFCV, du 22/01 au 28/01.

Stage N° 06 « Vie et modes de vie », à La Chapelle en Vercors, 38, « Maison de la spéléo », du 05/02 au 11/02.

Stage N° 07 « Écologie et politique », à Corrençon en Vercors, 38 hôtel restaurant « Le Caribou », du 19/02 au 25/02.

Stage N° 08 « A qui va la montagne ? » à Orcières, 05, auberge de jeunesse des Tourrens, du 05/03 au 11/03.

Stage N° 09 « L'Écologie » à La Chapelle en Vercors, 38, « Maison de la spéléo », du 27/03 au 01/04.

Pour tous renseignements et inscriptions : Club Léo LaGrange, 182 Cours Berriat, 38000 Grenoble, tél. (66) 96 60 79.

42

D'AUTRES ÉCOLES

Tu te sens mal à l'aise dans ton école ? Tu veux savoir ce qui se passe ailleurs ? Tu en es vraiment marre ? Tu veux construire une autre école ? Tu veux t'informer sur d'autres expériences ?

D'autres écoles existent déjà ! Ainsi le lycée d'Oslo. Un film a été tourné sur cette expérience. Si tu veux voir fonctionner une école qui lutte contre l'individualisme, la hiérarchie, la sélection, la répression, tu es invité le vendredi 13 janvier salle Anatole France (ex caserne Werlé) à 20 h 30. Projection du film norvégien « le lycée expérimental d'Oslo » suivi d'un débat sur l'école d'aujourd'hui et de demain.

51

AMIS DE LA TERRE DE REIMS. Les AT de Reims souhaiteraient vivement voir les écologistes de Reims et des environs sortir de leur léthargie. Ils en ont ras le bol d'avoir à faire tout le boulot à 10. On a besoin de bras, de têtes et de frics. Il y a du travail au niveau des élections, sur le parking Jadart, à propos de l'information sur le nucléaire, etc... Écrivez tout de suite à Michel Duranton, 3 rue d'Aix-la-Chapelle, tél. 07 35 60, ou J.L. Thiéris, 07 49 38.

59

JOURNÉES DE L'ARTISANAT ET DES JEUX TRADITIONNELS DANS LE NORD
Pour le dimanche 21 mai 78 nous sommes entraînés d'organiser une journée de l'artisanat et des jeux traditionnels du Nord. On lance donc un appel aux artisans en tous genres de la région. Vous pourrez faire des démonstrations et des ventes. Prendre contact dès maintenant. Centre d'Animation socio-culturelle, chasse des valenciennes 59264 Onnaing.

T S F

Une radio libre régionaliste flamande, Radio Wylenspiegel, émettra le 1 janvier 78 et les dimanches suivants à 15 heures sur 103 MGZ en modulation de fréquence. Autant qu'il soit possible de le prévoir, les émissions couvriront au moins le Westhoek c'est à dire la partie nord du département du Nord, la Flandre de langue flamande. Radio Wylenspiegel veut défendre et promouvoir la langue et la culture flamandes qui sont menacées de mort à courte échéance par le centralisme étatique et un mouvement énergique des flamands en France ne s'y oppose pas. Ceci n'empêchera pas d'évoquer d'autres thèmes comme l'écologie, la non-violence, etc... Radio Wylenspiegel veut devenir une station légale émettant chaque jour dans les deux langues flamand et français et se situe dans le mouvement des autres radios libres qui émettent actuellement en France.

60

CRÉATION D'UN GROUPE ÉCOLOGIQUE
Les problèmes sont nombreux, venez en discuter à la M.J.C. - Maison pour Tous de Noyon (rue Hoche) le jeudi 12 janvier à 18 heures. On abordera les problèmes de la société de consommation... après les révolutions.

63

COORDINATION AUVERGNE ÉCOLOGIE. Réunion le samedi 7 janvier à 14 h 30 à l'ancien lycée Blaise Pascal, salle 236, 3 rue Mal Joffre, à Clermont Ferrand. Ordre du jour non limitatif : Tour de table exposant la situation de chaque groupe. Préparation de la réunion d'écologie 78 à Nantes les 14 et 15 janvier, désignation des représentants. L'après mars 78.

ÉCOLOGIE. La prochaine réunion du Mouvement écologique de la Région Thiernoise aura lieu le vendredi 6 janvier à 20 h 30 à Thiers, salle des permanences, rue A. Dumas. Pour toute information : Hubert Constancias, La Vadrie, St Victor Montvaine, 63550 St Rémy sur Durôle.

TOURNÉE AVEC LE FILM « CONDAMNÉS À RÉUSSIR »

À partir de janvier le CLA-ECO, va disposer d'une copie réalisée par le syndicat CFDT de l'énergie atomique. Ce film doit passer dans le maximum d'endroits (villages, quartiers, lycées, CE, sections syndicales, réunion d'information...). Nous demandons aux associations ou aux personnes intéressées de prendre contact dès maintenant avec nous afin de programmer la tournée du film. Recherchons projecteur 16 mm pour la tournée, à louer pas cher ou à emprunter, ou combinez pour réduction sur l'achat d'un neuf. Contacter Jacques Adam, 6 rue de la Michodière, Clermont Ferrand.

64

QUINZAINE POUR L'ÉCOLOGIE
Exposition parcs nationaux, parcs régionaux. Exposition sur le nucléaire. Casino Municipal de Biarritz, salle des Ambassadeurs, Complexe sportif de Bréguet.

contacts : C I J de la Côte Basque, 13 avenue Foch, 64200 Biarritz, TEL : 24 22 20

68

JOURNÉE D'INFORMATION «NON-STOP» SUR LE NUCLÉAIRE.
Elle est organisée par les groupes antinucléaires des Cantons M Ferrette d'Altkirch, de Hirsingue et de Danemarie. Plusieurs films et montages audio-visuels suivis de débats : «voyage dans les centrales nucléaires», «condamnés à réussir», «lieber heute aktiv, als morgen radioaktiv», «nature morte», «le testament de Seattle», un montage audio-visuel sur le nucléaire et un autre sur le canal à Grand Gabarit.

Participeront aux débats : un scientifique du CNRS de Strasbourg, les candidats d'Écologie et Survie aux législatives. Entrée libre.

Le samedi 8 janvier dans la petite salle la Halle au Blé à Altkirch de 14 h 23 h.

69

COOP DE BOUFFE BIO

Elle s'ouvre à Lyon le 4 janvier. Rendez-vous au 6 rue Notre Dame (près du cour Lafayette) de 15 h à 20 h du mercredi au vendredi et de 9 h à 14 h le samedi.

70

APPEL. Nous voudrions prendre contact avec tous ceux qui luttent contre le nucléaire sur les départements de Seine et Marne et de l'Aube en vue de confronter nos expériences, nos idées et pourquoi pas faire des actions communes. Nous disposons d'un local, place du Marché (celui du samedi), ouvert tous les soirs de 17 h 30 à 19 h, et le samedi toute la journée jusqu'à 17 h.

72

COMMENT REFUSER J.C. DECAUX ? La municipalité du Mans (Union de la gauche), élue en 77, a engagé des pourparlers avec l'entreprise d'affichage Decaux pour vendre ses murs et ses rues. Les élus PSU ne sont pas résignés devant la commercialisation des espaces publics et la privatisation du droit d'affichage et d'expression. Ils demandent des renseignements sur cette entreprise et ses pratiques, et s'adressent au Syndicat du Cadre de Vie, aux autogestionnaires, libertaires et défenseurs d'environnement pour savoir ce que les usagers en pensent. Quelles alternatives existent pour préserver l'affichage libre et gratuit ?

Écrire à François Fouquerey, Maire-Adjoint Hôtel de Ville, 72000 Le Mans.

75

KULTUR. Mama Bea Tekielski, à la Mairie de Banaes du 4 janvier au 4 février 78, à 20 h 30. 15, rue des Halles, Paris 1^{er}.

Programme de la vieille grille : salle 1 : à 20 h 30 El tiempo argentino, musique d'argentine à partir du 11 janvier.

A 21 h 45 : Christian Kumerdian «soil-iques».

A 23 h : Christian Jolibois et Drouby dans «Tiens, je suis fier de sur les rails».

Salle 2 : à 22 h : Michelle Caillieux, One-Woman-Show. A partir du 5 janvier.

A 23 h : Musique folk, Michel Legoube-Ducimer, musique traditionnelle française à partir du 15 janvier.

Tousjours 17 F au lieu de 25 F les dimanches et mardis avec la Gueule Ouverte sous le bras.

La Vieille Grille, 1 rue du Puits l'Ermitte Paris 5^{ème}.

76

LIRE L'AVENIR. Les personnes intéressées par la création d'un journal de contre information sur Yvetot et sa région peuvent me contacter : Lecointre Sylvain, St Arnoult, 76490 Caudebec en Caux.

AU CINÉMA CE SOIR. On passe le film « Condamnés à réussir » présenté par l'association écologique caennaise, le vendredi 6 janvier, au cinéma Les Vikings à Fécamps.

APPEL ! Le collectif Anti-Apartheid de Rouen est en danger de mort. Pour continuer notre campagne contre le régime raciste d'Afrique du sud, il nous faut du fric ! Nous avons besoin de votre aide, afin de mieux populariser la lutte Anti-Apartheid. Nous comptons sur votre solidarité. EN VOYER SOUTIEN FINANCIER à : M C A A. c.c.p. Rouen 13 27 75 Z en précisant : « Soutien C.A.O. »

DÉSŒBÉISSANCE CIVILE. Les personnes intéressées par le renvoi de livret militaire, le refus 3 % impôts, l'autoréduction 15 % EDF, et la désobéissance civile en général, sont invitées à la réunion « Désobéissance civile » qui aura lieu mercredi 11 janvier à 20 h 30 à l'UCJG, 153 Bd de Strasbourg, 76600 LE HAVRE.

78

LYCÉE DE SARTROUVILLE. Nous, lycéens et lycéennes de Sartrouville, éditeurs un canard : « L'indicateur des chemins de dérive ». Nos ressources (provenant uniquement des ventes) ne sont pas des plus fameuses. Le N° 5 (à paraître prochainement) : 3 F pour 30 (excellentes) pages environ. Envoyez 3 F + 1 F de port à l'indicateur des chemins de dérive, lycée Evariste Galois, 87 av. de Tobrouk, 78500 Sartrouville.

80

SOIRÉE DÉBAT SUR LA CENTRALE ANARCHO SYNDICALISTE ESPAGNOLE organisée par le groupe anarchiste d'Amiens. La CNT en 36/39. La CNT aujourd'hui. L'anarcho-syndicalisme. Un montage diapos sera présenté. La soirée sera animée par des camarades syndicalistes espagnols le vendredi 13 janvier salle Dewailly à Amiens.

82

FRONT AUTOGESTIONNAIRE OCCITAN
Réunion des commissions : Commission écologie -cadre de vie : mercredi 11 janvier 21 h. Salle de la mairie à Montech. Commission fiscalité : lundi 16 janvier 21 h. 3 rue de la Mandoune. Commission économie : mercredi 18 janvier 21 h. 3 rue de la Mandoune 82000 Montauban. Commission institutions : mardi 24 janvier 21 h. Salle du Tribunal Molssac. Commission femmes : mercredi 25 janvier 21 h. 3 rue de la Mandoune 82000 Montauban. Pour tout contact : Front Autogestionnaire Occitan, 3 rue de la Mandoune 82000 Montauban.

92

AMIS DE LA TERRE. Le groupe écologique venant de se former à la Garonne devient « Amis de la Terre de Courbevoie La Garonne Colombes ». Réunion : les 1^{er} et 3^{er} jeudis de chaque mois à 20 h., MJC de Courbevoie, 184 Bd St Denis. Contact au 780 24 60 ou 788 36 06.

PLANETE

CRÉATION D'UN SERVICE MONDIAL D'INFORMATION SUR L'ÉNERGIE (WISE)

L'opposition à l'énergie atomique s'organise de plus en plus à l'échelon international. Il s'agit là de la manifestation la plus avancée d'un vaste mouvement d'opinion opposé à une société technocratique, centralisée, autoritaire et anti-démocratique.

Le rôle de WISE (World Information Service on Energy) sera de servir les mouvements antinucléaires et pour la promotion des énergies renouvelables, par la diffusion d'informations et la promotion de contacts directs au sein du mouvement. Le WISE mènera son action dans trois langues au moins : l'anglais, l'allemand et le français. Il aura pour principe de base d'éviter la monopolisation et la centralisation de l'information. Pour y parvenir, il cherchera à développer les contacts directs et l'échange d'informations et d'expériences entre les organisations elles-mêmes, sans canaliser de tels contacts.

Une réunion se tiendra à Amsterdam les 25 et 26 février 1978, afin de créer WISE. Si vous désirez participer à la fondation et à la marche ultérieure de ce service, contactez Christian Duremberg (représentant provisoire de WISE pour la France : Christian Duremberg, c/o APRE, 12 rue Neuve-du-Pâtis, 45200 Montargis, tél. (38) 85 56 15. Il vous sera alors envoyés tous renseignements nécessaires.

RASSEMBLEMENT A VÉLO organisé par les Amis de la Terre de Bruxelles et le GRACQ (Groupe de Recherche et d'action des cyclistes quotidiens), à l'occasion du prochain salon de l'auto, à Bruxelles du 6 au 15 janvier. Rendez-vous le 7 janvier à 14 heures, place Rogier à Bruxelles. Vers 14 h 30 nous partons en direction des palais du Heysel. Venez nombreux et apportez votre bonne humeur. Adresses : A.T. 19 rue Walschaerts, 1060 Bruxelles (537 53 34); GRACQ 28 rue Ernest Gossart 1180 Bruxelles (345 62 92).

ANNONCES

ACTION MUSICALE. Mouvement d'Action musicale, 10 rue de la Paix, 59650 Ville-neuve d'Asq. Abonnements à Action Musicale, 25 F.

LE PETIT SAVANT. Appareil scientifique, prov. surplus Domaines : détecteur de radioactivité, portable, étanche, pour géologie. Recherche rayons cosmiques. Transformable. Mult. usages. Cadres lumineux. Fonctionne avec 2 piles 1 v 5. Livré avec manuel et piles, casque, courroie de portage. Outil de démont. Poids 3 kg. Etat neuf. Val. 2500 F, vendu contre remb. 300 F + 20 F Port. B. Moreau, 9 rue du Chêne, 44700 ORVAULT.

AMNESTY INTERNATIONAL
 Pour faire vivre notre groupe, achetez :
 Agendas Amnesty 78 6 F
 Cartes de vœux (Folon) 3 F
 Autocollants Amnesty 2 F
 Enveloppes Amnesty, les 20 5 F
 Affiches (Prisonniers d'opinion) 5 F
 Affiches (Topor) 2 F
 Rapport annuel Amnesty 12 F
 Brochure Amnesty (Comment agir?) 5 F
 Déclaration U. des droits de l'H. 1,5 F
 Les prisonniers pour délit d'opinion en URSS 12 F
 Rapport sur la torture (Gallimard) 43 F
 Les disparitions de prisonniers au Chili 10 F
 Rapport sur l'Indonésie 20 F
 Code d'éthique professionnelle 8 F
 Diagnostic de la torture 8 F
 Dossiers Amnesty sur divers pays 5 F
 (Uruguay, Paraguay, Malawi, Namibie, Maroc, Turquie, Iran, Taiwan, Tchéco.)
 Joindre un chèque à votre commande (ajouter environ 15 % pour frais d'expédition); l'adresser à Amnesty Groupe 81 - CCP Dijon 4020 41 P. Commande à envoyer à Delannoy G., 39, rue de Rochefort, 71100 CHALON.

SKI DE RANDONNÉE
 Découvrez le Mont Lozère. Des séjours d'une semaine - du 16 janvier au 15 avril - Des raids 12/18 février, 19/25 février, 26 février/4 mars. Pour tous renseignements : A.D.E.T., 48220 Pont de Montvert, tél.(66) 45 80 08 (de 8 h à 11 h).

LE ROMAN DE RENARD. L'ARAP (Amis des Renards et autres Puants) vient de publier un très bel autocollant représentant en couleurs les principaux carnivores d'Europe avec la mention « Sauvez vos carnivores ».
 On peut le commander à l'ARAP (50 rue Molitor, 75016 Paris) au prix de 8 F l'unité, 35 F les 5, 60 F les 10. Expédition franco de port. Règlement à la commande.

CORRESPONDANCE. Jeune, 17 ans, dans un lycée agricole, voulant effectuer un retour à la terre, aimerais correspondre avec personnes ayant effectué un retour à la terre. Toutes régions. Sporen Michel, 63 rue Principale, 57114 Tétling sur Nied.

BONNE IMPRESSION. Nous montons un atelier de photocomposition équipé actuellement des corps 8 à 22 dans plusieurs styles de caractères. Afin de payer nos lourdes traites, nous mettons nos possibilités techniques au service de ceux qui désirent éditer livres ou revues. Tarif : 10 F le mille de signes. On peut aussi faire l'imprimerie et le façonnage suivant le travail commandé. Toute correspondance avec enveloppe timbrée pour la réponse à Imprimerie JG, 11300 POMY.

CHERCHE FERMAGE
 Berger voulant échapper au salariat cherche terrain à louer lui permettant d'élever 150 à 200 brebis, région montagne si possible. Gilles Carrier, Bel air Roussac 87140 Nantlat

NEIGE EN FÉVRIER. Qui (individu, couple ou communauté) résidant dans le massif central, m'accueillera une semaine en février avec mes deux filles (8 et 6 ans) pour jeux dans la neige et ski de fond ? Participation souhaitée à toutes tâches matérielles, travaux, soins aux animaux, etc... Jean-Louis Attard, Piperon, 2107 rue de la Source, 45160 OLIVET.

DOUX COMME LE MIEL. Recherche stage pratique et non rémunéré chez un apiculteur pour juillet août. S'adresser à Lucas Bernard, 322 résidence Turenne, rue Henry Dumont, 59400 CAMBRAI.

Pollution en Méditerranée

Nouvelles précisions données par les experts de l'ONU : Le pétrole atteint une concentration de 108 milligrammes par mètres cubes et par an, en comparaison 17 milligrammes en Atlantique Nord. Les thons contiennent trois fois plus de mercure que dans l'Atlantique, la présence de cuivre dans les coquillages les rend en certains endroits inconsommables.

Nucléaire à l'étranger

Aidée par l'URSS et les autres « démocraties populaires », la Tchécoslovaquie a décidé d'accélérer son programme nucléaire. Elle pense que d'ici la fin du siècle, 80 % de ses besoins en électricité seront fournis par l'énergie nucléaire.

Squatt dans le 14^e

4,6 rue Raymond Losserand, l'immeuble entier est occupé. 44 squatters y vivent depuis octobre dernier.
 « Ce squatt n'est pas un squatt ordinaire, on a décidé d'occuper les immeubles pour y faire autre chose qu'un squatt individualiste vu l'intérêt de sauvegarder cet immeuble pour sauvegarder le quartier. »

Tarifs EDF

D'après une étude sur le financement du programme nucléaire, faite par Paul Questiaux, directeur financier d'EDF, les tarifs EDF continueront d'augmenter à un rythme au moins équivalent à celui de l'indice des prix jusqu'en 1981.

Cancers de l'amiante

Chez Tyler (usine américaine) sur 900 ouvriers, 40 déjà sont morts du cancer de l'amiante. Deux cents autres ont été condamnés très prochainement (certains en ont encore pour six mois seulement) et ils le savent. Aujourd'hui ces ouvriers attaquent leur patron en justice. Jamis aucun inspecteur du travail ne leur avait dit qu'ils risquaient d'attraper le cancer. La conduite des inspecteurs était de ne pas alerter les ouvriers.



Fûts en vadrouille

A Mangonville, 30 kilomètres au sud de Nancy, un poids-lourd déverse sa cargaison : trois conteneurs d'acide bromhydrique, 2 tonnes 400 chacun et 5 cms d'épaisseur. Cet acide est mortel à inhaler et explosif au contact de l'eau. Un fût a pu être récupéré. Le second est dans la Moselle, quant au troisième, il est tombé dans le canal de l'Est qui alimente Mangonville en eau potable. Le produit s'est échappé du fût. Résultat isolation du village pendant trente heures : circulation déviée, eau coupée, en attendant...

Sabotage au Pellerin

Mercredi vers 14 heures le grillage protégeant les installations EDF de la Martinière sur le site nucléaire du Pellerin a été retrouvé dans une rivière. Un transformateur et divers appareils ont été détruits à coups de masse. Il y a pour quelques millions de dégâts.

Autoroute contestée

Huit recours en conseil d'état pour l'autoroute de Sologne. Son arrivée est prévue pour 1980 (Autoroute A 71 Paris-Clermont-Ferrand) elle doit traverser 500000 ha de landes et de forêts et aussi faire disparaître la colonie des hérons et des mouettes rieuses, couper la forêt en deux, opérer un véritable crime contre le gros gibier.

Homosexuels (elles)

A l'appel du GLH de Brest (Groupe de Libération Homosexuelle) une quinzaine de personnes se sont réunies le 17 et 18 décembre.

Pour passer une annonce

Vous n'avez pas été sans remarquer que la rubrique « Sur le terrain » change bien souvent d'aspect. C'est qu'il faut suivre l'actualité de vos annonces, essayer de les remanier pour que toutes aient leur place et faire en sorte que vous, lecteurs, militants, vous vous y retrouviez.

Afin de régulariser et rendre efficaces vos annonces, voici quelques règles à respecter qui nous aideront beaucoup :
 - précisez l'intérêt régional (numéro de département), national, voire international.
 - donnez un titre clair.
 - résumez au maximum.
 - n'oubliez pas date, heure et lieu de la réunion, du débat, et donnez un contact (adresse, téléphone, boîte postale ou, si vous préférez, mais cela doit rester l'exception, la mention « le journal transmettra »).

Sachez que nous passons toutes les annonces nous arrivant par courrier jusqu'au samedi précédant la parution (le jeudi) et que toutes celles concernant un événement se déroulant avant ce jeudi sont périmées d'avance.

Pour annoncer un événement, écrivez-nous donc au moins une semaine à l'avance, le meilleur délai étant 10 jours pour tenir compte des éventuelles fluctuations du courrier (grèves, retards) et essayer de nous soulager la fin de semaine, jours de bouclage pour nous (samedi et dimanche).

N'oubliez pas que nous pouvons recevoir des annonces par téléphone ou télex (ce dernier moyen étant préférable car il laisse une trace écrite et coûte relativement moins cher). Précisez toujours en tête d'annonce : pour « Sur le terrain ». Téléphone : 16 (85) 28.00.24 Télex : Ecopole 80 16 30 F

INFOS

Marée noire en Afrique du Sud

La nappe de « Venoil », pétrolier de 250 milles tonnes qui a heurté un autre bâtiment au large des côtes sud-africaines le 16 décembre dernier, est arrivée sur les plages. Le fuel s'étale sur plusieurs kilomètres et cinq centimètres d'épaisseur.

Mourir sans faire la guerre

Le 17 décembre, à Lyon, 3 soldats victimes d'un accident survenu au quartier général Frère. Les 4 jeunes procédaient au transvasement d'un bidon de 50 litres d'alcool. Trois sont morts, l'autre est toujours à l'hôpital grièvement blessé. Les identités des 4 soldats n'ont pas été communiquées.

Diverses actions envisagées : tracts, affiches, discussions sur les « lieux de drague masculins » et lutte pour la reconnaissance de l'homosexualité féminine au sein du mouvement féminin. Projections films et débats pour l'ouverture sur l'extérieur, participation aux luttes pour l'expression de toutes sexualités. Lors de cette première rencontre régionale, un réseau de coordination ouvert à tous et à toutes s'est créé. Pour tous contacts : GLH Brest Librairie Graffiti Place St Louis 29200 Brest.

Peine de mort

Par 100 voix contre 92, le Sénat espagnol a rejeté mercredi, une proposition visant à abolir la peine de mort. Elle avait été présentée par un groupe de sénateurs socialistes indépendants.

Vente d'armes : la France persiste et signe

La France s'appête à négocier un très important marché d'armements avec L'Arabie Saoudite. Les contrats portent notamment sur des chars AMX 30 équipés de missiles Crotale sol-air, des chars AMX 10 porteurs de missiles anti-chars Rot, des réseaux de transmission et de radars, des avions de combat et des hélicoptères. Sans commentaires !

Baader, ça continue

Refus de séjour pour madame Sybille Haas épouse d'un ancien avocat de Baader. Elle est arrivée le 24 décembre avec ses enfants pour séjourner dans l'Hérault où elle a une propriété. Elle doit repartir avant le 8 janvier.

Maroc

Hassan a cédé. Fin de la grève de la faim des prisonniers politiques marocains. Ils l'ont arrêlée tous ensemble après avoir obtenu satisfaction sur l'ensemble de leurs revendications.

Verna Beecker, qui appartenait au mouvement du 2 juin, condamnée en 74 à six ans de prison, a été condamnée à la prison à vie par le Tribunal de Stuttgart.

ECOLOGIE POLITIQUE AU CENTRE DE RENCONTRE DES CIRCAUDS.
 Des week-ends ayant pour but de rassembler un certain nombre d'informations, de formuler des questions et d'étayer les interventions des individus ou groupes écologiques dans les débats qui vont précéder les élections sont organisés au Centre de rencontre des Circauds. Voici les dates :
 14-15 janvier : Solaire.
 21-22 janvier : Armée.
 28-29 janvier : Transports.
 4-5 février : Agriculture.
 18-19 ou 25-26 février : Nucléaire.
 Renseignements et inscriptions : centre de rencontre des Circauds, OYÉ, 71610 St Julien de Civry, tél (85) 25 91 11 puis le 35 à Oyé.

SOMMAIRE

Cédric a tiré la Ouverture à lui; l'homme de l'année ... Est-ce Arthur ? P. 2

Toute la France cherchait la Bête des Vosges ... Elle mangeait son Canigou dans la paume d'Asselin .. P. 3

Horrible ! Le retour de la crasse vu par Anne-Marie Moussu P. 5

1968 - 1978 : Vieux-Paul parle des jeunes P. 6

L'AFRIQUE DU SUD DANS L'INTERNATIONALE NUCLÉAIRE PP. 7 à 15

Quoique libéré, Mandrin sévit encore P. 16

Ramasse - Miettes .. P. 17

Toujours le Terrain .. P. 18

Encore des infos P. 19



ABONNEZ-VOUS

Au fond, pourquoi continuerions-nous (vous et nous) à donner chaque semaine 2 F et quelques aux N.M.P.P., quand ce serait si simple de ne donner que quelques centimes aux P.T.T., hmm ?

Bref, abonnez-vous, quoi !

On vous rappelle nos tarifs d'abonnements :

170 F à 250 F selon vos revenus, 180 F minimum pour l'étranger, 75 F pour les cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards, ...

Pour pas vous fatiguez, découpez ce bulletin :

M. Mme. Mlle
Nom Prénom
Adresse
Ville
Code postal
Ci-joint chèque postal - bancaire *
de
de F
à l'ordre des Éditions Patatras, BP 26,
71800 LA CLAYETTE.

Espagne 1936 : le petit chaperon rouge et le loup communiste

QUAND LA CATALOGNE ETAIT LIBRE

Georges Orwell est un anglais comme on en fait plus, le genre globe-trotter curieux de tout. Son livre le plus fameux est «1984», une utopie pas rose qui va d'entrée au coeur des problèmes qui nous tiennent précisément à coeur. Mais Orwell n'a pas écrit que «1984». Dans «la vache enragée» il raconte ses tribulations gaies-amères de plongeur dans les cafés parisiens. Il était chemineau à l'époque, il faisait les chemins. Routard. Orwell a un style à lui, précis comme un huissier. Il n'essaie pas de vous la faire à l'épate, et pourtant il vous raconte d'emblée. On sent l'honnêteté absolue. En décrivant un caillou noir, il n'écrit pas qu'il a vu un morceau de basalte sombre ou une pierre sale. Il dit un caillou noir.

En 36, il était à Paris. On parlait de guerre en Espagne. Orwell était allé voir Henri Miller, qu'il savait où trouver grâce à Blaise Cendrars, un amis commun. Mais Miller n'avait pas voulu bouger. Il raconte quelque part pourquoi, sans doute dans «les livres de ma vie», que la révolution était intérieure, que la sienne était liée à l'écriture. Orwell est parti seul en Espagne, avec quelques milliers de marginaux de tous les pays, il voulait voir. Les journaux occidentaux donnaient de la guerre des versions si contradictoires que l'esprit curieux d'Orwell en était intrigué. Cela a donné «Catalogne libre», livre où Georges Orwell raconte sa guerre d'Espagne avec les milices internationales qui défendaient là-bas quelque chose qui s'appelle la révolution.

36 c'est très loin. Beaucoup d'entre vous n'étaient pas nés. Moi le premier. A la maison on ne parlait jamais du Front Populaire, de Franco, même pas de Pétain ou de De Gaulle, à fortiori de Blum.

A vingt ans comme la plupart des français de mon milieu social, j'étais un analphabète politique qui avait lu Kant, Leibnitz et Démocrite, mais à qui l'on cachait Sartre, Marx ou Bakounine. Y a fallu la guerre d'Algérie... Ces quelques digressions personnelles pour vous dire que nous sommes contraints toujours de réinventer nos histoires, de réapprendre l'histoire, car la falsification de l'histoire, le silence sont les armes absolues des idéologies dominantes.

Pour dominer l'homme et l'assujettir, l'homme s'est appuyé sur l'idéologie. Le contraire du réel. Le réel (ou la science avant qu'elle ne devienne une arme idéologique) c'est la description de ce qui est. L'idéologie consiste à plaquer sur le réel un sens et un sens collectif. Le réel c'est que les hommes peuvent vivre libres et égaux. L'idéologie c'est que l'homme est par nature, fatalité ou nécessité politique, destiné à être esclave de quelque chose qui le dépasse, contre quoi il est donc inutile de lutter sauf à vouloir mourir. Les idéologies sont responsables des grandes hécatombes. Les plus sanglantes furent les idéologies chrétiennes (croisades, inquisition), capitalistes (guerres mondiales et coloniales) et communistes (goulags). Dans tous les cas, on a tué, nié et exclu, au nom d'une transcendance, d'une raison supérieure. Exclue par une autre religion que la leur, la religion de l'Etat romain, les chrétiens se sont empressés d'exclure et de massacrer quand ils eurent le pouvoir de le faire. Les capitalistes, plus cyniques, tuent au nom du

profit de la classe privilégiée, ce qu'on appelle aujourd'hui le monde libre. Quant aux communistes, ils fusillent et déportent au nom de la dictature du prolétariat. Dans les trois cas, les tueries étaient commandées à la masse par une toute petite minorité, et la masse, boureau ou victime, subissait.

La révolution c'est quand la masse se révolte et prend le pouvoir. Mais alors on assiste toujours au même phénomène : menacées de perdre le pouvoir, les classes dominantes font taire leurs luttes idéologiques et s'unissent. L'Espagne de 36 en offre un exemple saisissant.

Il y avait déjà eu l'URSS où l'Occident se résolut à ne plus intervenir quand il fut bien clair que les marxistes léninistes avaient tué la révolution. L'URSS étant lointaine, il faudra sans doute attendre encore longtemps avant de savoir précisément comment les diverses familles de dominants, léninistes, trotskystes ou stalinien ont liquidé la révolution. Tandis que l'Espagne est là. Les témoignages comme celui d'Orwell sont légion. Là, on sait.

george orwell
catalogne libre



Vous entendez encore des gens de bonne foi vous dire que la révolution est impossible et que d'ailleurs elle n'a jamais eu lieu dans aucun pays. Que c'est donc une Utopie, un idéal que l'on atteint jamais. C'est faux. La vérité historique, c'est qu'elle n'a jamais réussi à se maintenir longtemps. En 36 en Espagne, suite à des élections démocratiques, la classe ouvrière et paysanne avait pris le pouvoir. C'est en Catalogne qu'on était allé le plus loin, dans la collectivisation des terres et des usines. La plupart des églises avaient été détruites en tant qu'outils de l'aliénation, ce que même les communistes parisiens n'avaient pas osé faire avec Notre-Dame, au nom du respect de l'art. Il régnait à Barcelone, dit Orwell, un climat étrange et émouvant, «quelque chose valant la peine qu'on se batte pour lui». Je suppose que cela devait évoquer, à la fois la révolution des oeillots portugais, le printemps tchèque ou mai 68. Des gens dans la rue, la fraternité, la disparition des conven-

tions serviles, la dignité dans l'égalité. «Il y avait la foi dans la révolution et dans l'avenir, l'impression d'avoir soudain débouché dans une ère d'égalité et de liberté. Des êtres humains cherchaient à se comporter en êtres humains et non plus en simples rouages de la machine capitaliste», écrit sobrement Orwell. Mais tout est là en effet, dans ces simples mots : se comporter en êtres humains...

Au nom du Chist-roi et du Fric-outragé, le général Franco, vite aidé par les autres fascismes, allemand et italien, avait commencé la guerre civile. On sait comment elle finit... Les démocraties auraient dû théoriquement, elles qui s'étaient couchées devant Hitler et Mussolini, défendre la république espagnole. On dit généralement qu'elles eurent peur d'Hitler. La raison de leur non-intervention était ailleurs : ces démocraties dites libérales ou socialistes (Blum en France) n'étaient pas révolutionnaires. Elles défendaient sous une autre forme, l'exploitation de l'homme par l'homme. Elles eurent peur de la révolution libertaire.

Elles ne furent pas les seules. Franco n'aurait peut-être pas gagné la guerre sans l'aide décisive des communistes. Car eux aussi, eux surtout, redoutaient la révolution espagnole. «Le parti communiste, avec la Russie soviétique derrière lui, s'était jeté de tout son poids à l'encontre de la révolution.

C'était la thèse communiste que, au stade actuel, faire la révolution serait fatal et que le but à atteindre en Espagne ne devait pas être le pouvoir ouvrier, mais la démocratie bourgeoise. (Orwell). Cette stratégie confirmée par Yalta, est consante, depuis la victoire du fascisme espagnol. En Grèce, en Tchécoslovaquie, au Portugal, les communistes ont confirmé cette volonté contre-révolutionnaire : ne rien faire qui puisse contrarier la bourgeoisie. Ainsi, en Espagne les communistes désarmèrent-ils les anarchistes, emprisonnèrent les trotskystes du Pout, recréèrent une «armée populaire» hiérarchisée (à la place des milices ouvrières) détruisirent la collectivisation et réinstallèrent la bourgeoisie. Ils nettoyaient ainsi le terrain pour Franco, car les gens ne croyaient plus à la révolution. Tous les communistes de la base qui moururent en se battant contre le fascisme furent les cocus de la fable, car ce sont évidemment les appareils du parti, bureaucrates loin du front, qui définirent la tactique.

Quarante ans après, rien n'a changé : la gauche portugaise vient de rendre le Portugal à ses anciens maîtres. Le PC italien est l'allié privilégié de la démocratie chrétienne et le PC français s'apprête à laisser gagner la droite comme en 68.

Leçon de l'histoire : on ne fait pas la révolution avec les dirigeants des partis communistes. On la fait contre eux. Lisez Orwell, c'est une confirmation. Une parmi tant d'autres.

Arthur

George Orwell, «Catalogne Libre» (Idées gallimard)